



**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2014







**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2014

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet  
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

Print	ISBN 978-92-9152-156-2	ISSN 1680-287X	doi:10.2803/562311	TG-AC-15-001-FR-C
PDF	ISBN 978-92-9152-154-8	ISSN 2363-3255	doi:10.2803/628407	TG-AC-15-001-FR-N

© Union européenne, 2015

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Italy*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Message de bienvenue de Martin Ekvad, président de l'Office communautaire des variétés végétales</b>	<b>5</b>
<b>2. Avant-propos de Bronislava Bátorová, présidente du conseil d'administration</b>	<b>6</b>
<b>3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales fête son vingtième anniversaire — 1995-2015</b>	<b>8</b>
<b>4. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales</b>	<b>9</b>
<b>5. Le conseil d'administration</b>	<b>11</b>
<b>6. Organisation de l'OCVV</b>	<b>17</b>
<b>7. Service d'audit qualité</b>	<b>22</b>
7.1. Évaluation des offices d'examen	22
7.2. Deuxième cycle d'audits	22
<b>8. Projets de recherche et de développement</b>	<b>24</b>
8.1. Projets approuvés	24
8.2. Projets en cours en 2014	26
8.3. Suivi des projets de R & D finalisés	27
<b>9. Budget</b>	<b>30</b>
9.1. Vue d'ensemble — Résultat	30
9.2. Recettes	30
9.3. Dépenses	31
9.4. Conclusion	31
<b>10. Évolution du régime</b>	<b>32</b>
10.1. Réglementation	32
10.2. Aspects techniques	34
<b>11. Dénominations variétales</b>	<b>60</b>
11.1. La base de données Variety Finder de l'OCVW: évolutions récentes	60
11.2. Année record quant au nombre de demandes d'avis	62
11.3. Projet de coopération avec le KAVB	63
11.4. Insertion des marques communautaires dans la base de données Variety Finder	64
<b>12. Informatique</b>	<b>66</b>
12.1. Services électroniques	66
12.2. Avancées sur le plan opérationnel	66
12.3. Outils de communication	66
12.4. Développement de l'infrastructure	67

<b>13. Coopération avec la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire</b>	<b>68</b>
13.1. Le président de l'OCW rencontre le commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, Vytenis Andriukaitis	68
13.2. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	68
13.3. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	69
13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	69
13.5. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits	70
13.6. Groupes de travail du Conseil	70
<b>14. Relations extérieures</b>	<b>71</b>
14.1. Contacts avec les organisations extérieures	71
14.2. Formation et promotion du régime de PCOV	74
<b>15. Accès public aux documents</b>	<b>79</b>
<b>16. Rapport du délégué à la protection des données</b>	<b>81</b>
16.1. Contexte juridique	81
16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	81
16.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2014	81
<b>17. Procédures de recours</b>	<b>84</b>
17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCW	84
17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2014	85
17.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2014	96
17.4. Recours reçus par l'OCW et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)	97
<b>18. Conflits d'intérêts</b>	<b>100</b>
<b>Principaux acronymes et abréviations</b>	<b>101</b>

# 1. MESSAGE DE BIENVENUE DE MARTIN EKVAD, PRÉSIDENT DE L'OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES



Martin Ekvad


Je suis ravi de vous annoncer que 2014 fut la deuxième année record consécutive en nombre de demandes reçues. L'Office communautaire des variétés végétales (OCV) a reçu plus de 3 600 demandes, ce qui représente une hausse de 10 %.

L'objectif de réduction de la réserve libre de l'Office à moins de 50 % du chiffre d'affaires annuel a été atteint en 2014. Un résultat négatif escompté a été obtenu à la suite des réductions des taxes en 2013 et 2014. Je suis convaincu qu'une réserve libre raisonnable couplée à des taxes de demande raisonnables constitue, pour les parties prenantes et le grand public, d'importants indicateurs d'une gestion adéquate de l'OCV.

En 2014, un nouveau commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, le commissaire Andriukaitis, a été nommé; j'ai eu le privilège de le rencontrer peu après sa nomination. Plus tard au cours de l'année, il a été annoncé que la proposition de règlement relatif au matériel de reproduction des végétaux (MRV) avait été retirée de la liste des priorités de la Commission pour 2015. La proposition n'a pas obtenu le soutien politique requis au Parlement européen; aucune objection n'a cependant été soulevée quant au renforcement proposé du rôle de l'OCV. C'est pourquoi je suis impatient de travailler avec le commissaire et les États membres en vue d'étendre le rôle de l'OCV et de partager son expertise en matière de variétés végétales avec un public élargi soit par une révision du règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil], soit par une nouvelle proposition de règlement MRV.

Parlons à présent du futur. En 2015, les taxes relatives aux examens techniques augmenteront. Cette augmentation résulte de la hausse des coûts des offices d'examen et de la politique de transparence à moyen et à long terme adoptée, qui vise à évoluer vers un système dans lequel les taxes relatives aux examens techniques acquittées par les obtenteurs correspondent à la rémunération versée par l'OCV aux offices d'examen. Pour compenser cette augmentation, l'OCV proposera une réduction des taxes de demande à compter de 2016, éventuellement pour les demandes en ligne uniquement. Cela témoigne à nouveau de l'engagement de l'Office à fournir un service à un coût minimal et à ne pas accumuler une réserve financière.

En 2015, l'OCV célébrera son vingtième anniversaire. Dans ce contexte, je souhaiterais rappeler que l'Office délivre actuellement aux obtenteurs des droits d'obtentions végétales qui sont exécutoires dans les 28 États membres de l'UE, couvrant plus de 520 millions de personnes. Il continue d'œuvrer à la prestation d'un service de haute qualité à ses clients et à l'amélioration de la sensibilisation des citoyens aux aspects liés à la protection des obtentions végétales (POV). Je tiens à souligner que ce service ne pourrait être fourni sans l'excellent travail accompli par les offices d'examen.

Pour obtenir des informations actualisées sur les activités de l'OCV, vous pouvez vous rendre sur le site internet de l'Office, parcourir sa lettre d'information, ainsi que suivre et dialoguer avec l'Office sur twitter  @CPVOTweets. Enfin, je souhaiterais remercier tous ceux qui ont contribué aux travaux de l'OCV et l'ont soutenu tout au long de l'année 2014, et en particulier le personnel de l'Office pour son excellent travail.

## 2. AVANT-PROPOS DE BRONISLAVA BÁTOROVÁ, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Bronislava Bátorová

Il est très positif de constater que 2014 a été une nouvelle année record en ce qui concerne les demandes reçues par l'OCW. Le traitement de plus de 51 000 demandes est un bon indice de la stabilité et de la viabilité du système.

Dans le courant de l'année 2014, le conseil d'administration (CA) a adopté un nombre important de décisions. Durant la session de mars à Nitra, en Slovaquie, dans le contexte de la proposition de modification du règlement sur les taxes, les membres du CA étaient majoritairement en faveur d'une transition vers une récupération de 85 % des coûts des examens DHS, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, avec un alignement des groupes de coûts et des groupes de taxes. En outre, les membres du CA ont convenu, en principe, de passer ultérieurement à un taux de 100 %, mais aucune décision n'a été prise. Ils étaient également en faveur de la suppression de la limite de 3 000 euros pour l'examen des hybrides et de la réduction des taxes pour annulation de demande à 200 euros. En 2014, la Commission a décidé de modifier les taxes suivant la proposition faite par le conseil d'administration.

Les membres du CA ont refusé l'introduction d'un lien financier direct entre les demandeurs et les offices d'examen, ce qui signifie que les demandeurs continueront de s'acquitter de leurs taxes pour les examens techniques auprès de l'OCW.

Les membres du CA ont décidé que les offices d'examen paieront une taxe pour les audits du service d'audit qualité, équivalente à 50 % des coûts générés. Il a donc été convenu de partager la taxe d'audit entre l'OCW et les offices d'examen. Cette décision entrera en vigueur à la suite du prochain exercice de calcul des coûts afin que les offices d'examen puissent en tenir compte dans leurs calculs.

Les membres du CA ont adopté la politique révisée sur le statut du matériel végétal utilisé à des fins d'examen DHS (distinction, homogénéité et stabilité).

Lors de la réunion d'octobre tenue à Bruxelles, les membres du CA ont adopté la stratégie de l'OCW sur les relations internationales, le projet de budget pour 2015 et le code de bonne conduite administrative du Médiateur européen applicable au personnel de l'OCW.

Les membres du CA ont adopté à l'unanimité le manuel de procédure révisé du service d'audit qualité. Ils ont aussi décidé d'observer une série de recommandations d'habilitation formulées par le service d'audit qualité et ainsi de poursuivre ou d'étendre l'habilitation de divers offices.

Concernant le groupe de travail juridique ad hoc, les membres du CA ont pris acte du rapport établi. Un rapport final sera soumis au CA en mars 2015.

Les membres du CA ont, de manière générale, approuvé la proposition de stratégie de recherche et de développement (R & D) de l'OCW pour 2015-2020. Une stratégie actualisée et le mandat d'un groupe de l'OCW sur les techniques biochimiques et moléculaires (TBM), incluant sa composition, seront présentés en mars 2015.



En conclusion, je souhaiterais remercier les membres du conseil d'administration pour leurs précieuses contributions tout au long de l'année et pour leur participation aux activités de l'OCW.

Enfin, et surtout, je souhaiterais exprimer ma gratitude au personnel de l'Office pour son excellent travail et sa coopération.

# 3. LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES FÊTE SON VINGTIÈME ANNIVERSAIRE — 1995-2015



L'Office communautaire des variétés végétales célèbre ses vingt années d'existence en 2015. Cette étape importante ne doit pas passer inaperçue étant donné que le régime de protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) a été un succès dès ses débuts. Opérationnel depuis juin 1995, l'Office a traité plus de 51 000 demandes de protection communautaire des obtentions végétales et a délivré près de 40 000 titres, offrant une protection de leur propriété intellectuelle à des entreprises et particuliers non seulement de l'Union européenne (UE) mais aussi du reste du monde.

En vingt ans, la portée du régime de protection communautaire des obtentions végétales a été accrue pour passer de 15 à 28 États membres au fil des élargissements de l'UE. L'étendue de la protection, garantissant des droits d'exploitation exclusifs sur une variété végétale, à 28 pays et à un marché de plus de 520 millions de consommateurs grâce au dépôt d'une demande unique à l'OCV a donné encore plus d'attrait au régime de protection communautaire des obtentions végétales.

En conséquence, le conseil d'administration de l'OCV a aussi été porté à 29 membres, représentant les 28 États membres et la Commission. De plus, l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est invitée en qualité d'observateur, et trois organisations d'obteneurs, l'Association européenne des semences (ESA), la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora) et Plantum, association néerlandaise du secteur du matériel de reproduction végétale, qui représentent les parties prenantes, ont acquis le statut d'observateur au CA en 2010.

En vingt ans, l'effectif de l'OCV est passé de 6 personnes en 1995 à 45 en 2015, tout d'abord sous la présidence de Bart Kiewiet (1996-2011) et sous la vice-présidence de José Elena (1997-2007), et actuellement, respectivement, sous celles de Martin Ekvad et de Carlos Godinho.

L'année 2015 sera l'occasion pour l'OCV d'entamer une réflexion sur les réalisations passées et de remercier tous ceux qui ont contribué au succès du régime de protection communautaire des obtentions végétales pour leur coopération et leur soutien constants, à savoir les États membres représentés par les membres du conseil d'administration, les institutions européennes, les membres du personnel de l'Office, les offices d'examen, l'UPOV et, enfin, les obtenteurs et leurs organisations.

L'année 2015 sera également l'occasion de penser à l'avenir et de relever les défis de la prochaine décennie et des décennies suivantes. L'OCV profitera de cette année anniversaire pour renforcer ses liens avec ses partenaires et parties prenantes et utiliser son réseau pour assurer un traitement de qualité des demandes de PCOV à un coût abordable et jouer un rôle important dans la promotion de l'innovation, qui est au cœur de la stratégie de l'UE pour la croissance économique et la compétitivité mondiale de l'Europe. Il espère que sa collaboration fructueuse avec ses partenaires et parties prenantes se poursuivra pendant de très nombreuses années et que, ensemble, ils continueront de développer un environnement réglementaire mondial pour la protection des obtentions végétales.

# 4. LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélé être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales.

Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans 28 États membres de l'Union européenne au moyen d'une seule demande présentée à l'OCW, de sorte que le régime de protection communautaire des obtentions revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une PCOV et un droit national ou un brevet lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est octroyée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été accordé, ce dernier reste sans effet pendant la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement de base. À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS). L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'UE de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre est en cours — ou a déjà été effectué — pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats en reprenant le rapport en question.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi d'une PCOV dans les délais spécifiés. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les objecteurs deviennent parties à la procédure de demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une Chambre de recours composée d'un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet

d'un recours devant la Cour de justice basée à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et de la Cour de justice sont publiées sur le site internet de l'Office, dans la base de données «Jurisprudence» de l'OCW.

Le tableau figurant dans le chapitre 17 indique le nombre de recours déposés auprès de l'Office et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois octroyée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV octroyées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui contient les données consignées dans les registres. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

## 5. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants des États membres, de représentants de la Commission européenne et de leurs suppléants respectifs. Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport de gestion du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et publier des orientations en ce qui concerne les examens techniques, les comités de l'Office et des questions d'ordre général.

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2014, les 18 et 19 mars à Nitra, en Slovaquie, et le 9 octobre à Bruxelles, en Belgique.

Lors de la réunion des **18 et 19 mars à Nitra**, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- l'analyse et l'évaluation du rapport de l'ordonnateur. Ce rapport était inclus dans le rapport annuel 2013 et a été envoyé à la Cour des comptes;
- la décharge du président de l'OCW pour l'exécution du budget 2012;
- la proposition visant à modifier le règlement sur les taxes, pour porter le taux de récupération des coûts des examens DHS à 85 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015;
- la décision modifiée de rémunération des membres de la Chambre de recours de l'OCW;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
  - a) la Food and Environment Research Agency (FERA) — Royaume-Uni,
  - b) le Naktuinbouw — Pays-Bas,
  - c) l'Oficina Española de Variedades Vegetales (OEVV) — Espagne;
- le rapport d'examen du service d'audit qualité pour 2013;



Réunion du conseil d'administration, mars 2014, Nitra, Slovaquie

- huit nouveaux protocoles techniques pour les espèces *Citrus* L. — Groupe 4 (Pomelo et Pamplemoussier) (CPVO-TP/204/1), *Agapanthus* L'Hér (CPVO-TP/266/1), *Bougainvillea* Comm. ex Juss (CPVO-TP/267/1), *Punica granatum* L. (CPVO-TP/284/1), *Hebe* Comm. ex Juss (CPVO-TP/286/1), *Dianella* Lam. ex Juss (CPVO-TP/288/1), *Lobelia alsinoides* Lam.; *Lobelia erinus* L.; *Lobelia valida* L. Bolus, hybrides entre *Lobelia erinus* et *Lobelia alsinoides* (CPVO-TP/293/1), et *Solanum lycopersicum* L. x *Solanum habrochaites* S. Knapp. & D.M. Spooner; *Solanum lycopersicum* L. x *Solanum peruvianum* (L.) Mill.; *Solanum lycopersicum* L. x *Solanum cheesmaniae* (L. Ridley) Fosberg (CPVO-TP/294/1);
- la révision de huit protocoles techniques pour les espèces *Rubus ideaus* L. (CPVO-TP/043/2), *Linum usitatissimum* L. (CPVO-TP/057/2), *Cichorium endivia* L. (CPVO-TP/118/3), *Cucurbita pepo* L. (CPVO-TP/119/1), *Triticum turgidum* L. subsp. *durum* (Desf.) Husn. (CPVO-TP/120/3), *Citrullus lanatus* (Thunb.) Matsum. et Nakai L. (CPVO-TP/142/2), *Osteospermum* L.; hybrides avec *Dimorphotheca* Vaill. ex Moench (CPVO-TP/176/3), et *Phalaenopsis* Blume et *xDoritaenopsis* hort. (CPVO-TP/213/2);
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 27 nouvelles espèces;
- la politique révisée sur le statut du matériel végétal utilisé à des fins d'examen DHS;
- une mise à jour de la liste des espèces couvertes par les règles de report d'examen de l'OCW.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- du rapport social de l'OCW pour 2013;
- du rapport sur la mise en œuvre du plan stratégique 2012-2013;
- du projet de stratégie internationale de l'OCW en dehors de l'UE;
- des comptes provisoires pour 2013;
- de l'évaluation des projets de R & D de l'OCW pour 2002-2014;
- des pourvois formés devant la Chambre de recours de l'OCW et la Cour de justice de l'UE;
- de la planification pluriannuelle des effectifs pour 2014-2016.

Ils ont en outre:

- convenu de la nécessité d'organiser un séminaire sur l'interface entre les brevets et les protections des obtentions végétales après la publication des deux décisions pertinentes de l'Office européen des brevets (OEB);
- pris acte des dernières évolutions concernant le traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le protocole Nagoya;
- été informés qu'en raison de la réforme du statut des fonctionnaires de 2014, le conseil d'administration, et non le président de l'OCW, était l'instance chargée d'adopter les modalités d'exécution du nouveau statut;
- rejeté l'introduction d'un lien financier direct entre les demandeurs et les offices d'examen.

Enfin, les membres du conseil d'administration ont été invités à transmettre des observations écrites concernant deux sujets qui ne pouvaient être examinés par manque de temps:

- la centralisation de l'examen DHS pour les petites espèces dans le secteur ornemental;
- le rapport de la réunion des experts en espèces potagères de 2013 sur les caractères de résistance aux maladies dans les examens DHS des espèces potagères.

Lors de la réunion du **9 octobre 2014 à Bruxelles**, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- la stratégie de l'OCW sur les relations internationales;
- le projet de budget pour 2015;
- le code de bonne conduite administrative du Médiateur applicable au personnel de l'OCW;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
  - a) l'Institut central de contrôle et d'examen de l'agriculture (ÚKZÚZ) — République tchèque,
  - b) l'Oficina Española de Variedades Vegetales (OEV) — Espagne,
  - c) la Direção Geral de Alimentação e Veterinária — Portugal,
  - d) l'Agence danoise Agrifish — Danemark,
  - e) le Centre pour les essais des variétés de Viljandi — Estonie,
  - f) l'Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek (ILVO) — Belgique,
  - g) le Bundessortenamt (BSA) — Allemagne,
  - h) l'Institut central de contrôle et d'examen de l'agriculture (UKSUP) — Slovaquie,
  - i) l'extension du champ d'habilitation pour l'espèce *Cynara cardunculus* — Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di Sperimentazione e Certificazione delle Sementi (CRA-SCS) — Italie,
  - j) l'extension du champ d'habilitation pour l'espèce *Prunus cerasifera* — Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES) — France;
- le manuel de procédure révisé du service d'audit qualité;
- la procédure opératoire standard pour le calcul des taxes d'audit;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 25 nouvelles espèces;
- l'habilitation de l'OEV (Espagne) pour l'examen des variétés d'ananas;
- les modifications des articles 3.3 et 4 de la procédure administrative à suivre en rapport avec les demandes d'accès aux documents de l'OCW.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- de la célébration du vingtième anniversaire de l'OCW, le 1<sup>er</sup> octobre 2015, à Angers, en France;
- du programme de travail annuel de l'OCW pour 2015;
- de l'avancement des travaux du groupe de travail législatif ad hoc;
- des projets informatiques en cours;

- d'un appel d'offres pour la désignation d'experts techniques du service d'audit qualité pour 2015-2018, lancé en septembre 2014;
- de l'intention d'engager une prospection du marché pour les bâtiments de l'OCW à Angers.

Les membres du conseil d'administration ont également été informés de l'organisation d'un séminaire de l'OCW sur l'interface entre les brevets et les protections des obtentions végétales en 2015, qui se tiendrait éventuellement en juin à Bruxelles.

En outre, des discussions techniques ont eu lieu au cours de cette réunion à propos:

- du principe «une clé ouvre plusieurs portes». Il leur a été rappelé que ce principe a été introduit pour renforcer l'efficacité du système DHS, éviter tout coût superflu et stimuler la coopération entre les offices d'examen. Il a été créé en parallèle d'un système de service d'audit qualité fixant des exigences de qualité et a été strictement lié au système de qualité;
- de la révision des règles relatives aux agents de liaison techniques. Il a été conclu que l'OCW intégrerait les observations des membres du conseil d'administration dans un document révisé qui serait examiné en décembre 2014 au cours de la réunion annuelle avec les offices d'examen;
- de la stratégie de R & D de l'OCW pour 2015-2020. Cette stratégie contribuerait à la mise en œuvre des trois objectifs suivants pour les années à venir:
  - la mise en place de bases de données en ligne partagées des collections de références,
  - l'amélioration et l'harmonisation des méthodologies et procédures,
  - la promotion de l'usage des TBM dans l'examen DHS et l'identification des variétés.

Enfin, une présentation orale des représentants de la Commission européenne a fait le point sur la proposition de règlement MRV.



Réunion du conseil d'administration, Angers, France



**Présidente du conseil d'administration**

M<sup>me</sup> B. Bátorová

**Vice-président du conseil d'administration**

M. A. Mitchell

**Membres du conseil d'administration**

Belgique	M <sup>me</sup> F. De Schutter M <sup>me</sup> M. Petit (suppléante)
Bulgarie	M <sup>me</sup> B. Pavlovska M. T. Gadev (suppléant)
République tchèque	M. D. Jurecka (depuis le 12 mai 2014) Poste de membre vacant (jusqu'au 12 mai 2014) M <sup>me</sup> R. Safarikova (suppléante depuis le 12 mai 2014) M. D. Jurecka (suppléant jusqu'au 12 mai 2014)
Danemark	M. G. Deneken M. E. Lawaetz (suppléant)
Allemagne	M. U. von Kröcher M. H. Freudenstein (suppléant)
Estonie	M <sup>me</sup> L. Puur Poste de suppléant vacant
Irlande	M. D. Coleman M. J. Claffey (suppléant)
Grèce	M. E. Pilatos (depuis le 14 avril 2014) Poste de membre vacant (jusqu'au 14 avril 2014) M <sup>me</sup> A. Georgoula (suppléante depuis le 14 avril 2014) M. K. Michos (suppléant jusqu'au 14 avril 2014)
Espagne	M <sup>me</sup> E. Esteban Rodrigo (depuis le 30 octobre 2014) M. A. de León Llamazares (jusqu'au 30 octobre 2014) M. L. Salaices Sanchez (suppléant)
France	M. A. Tridon (depuis le 12 septembre 2014) M. R. Tessier (jusqu'au 12 septembre 2014) M <sup>me</sup> A. Chan-Hon-Tong (suppléante depuis le 12 septembre 2014) Poste de suppléant vacant (jusqu'au 12 septembre 2014)
Croatie	M. I. Delic Poste de suppléant vacant
Italie	M <sup>me</sup> I. Pugliese Poste de suppléant vacant
Chypre	M. C. Christou M. C. Nicolaou (suppléant)
Lettonie	M <sup>me</sup> S. Kalinina M <sup>me</sup> D. Bajale (suppléante)
Lituanie	M <sup>me</sup> S. Juciuvienė M <sup>me</sup> I. Kemeziene (suppléante)

Luxembourg	M. M. Weyland M. F. Kraus (suppléant)
Hongrie	M. Z. Csűrös (depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2014) M <sup>me</sup> A. Szenci (jusqu'au 8 mai 2014) M. S. Farkas (suppléant depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2014) Poste de suppléant vacant (jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2014)
Malte	M <sup>me</sup> M. Delia M. C. Leone Ganado (suppléant)
Pays-Bas	M. M. Valstar M. K. van Ettehoven (suppléant)
Autriche	M. P. Zach M. H. Luftensteiner (suppléant depuis le 10 février 2014) M. L. Girsch (suppléant jusqu'au 10 février 2014)
Pologne	M. E. Gacek M. M. Behnke (suppléant)
Portugal	M <sup>me</sup> P. Cruz de Carvalho M <sup>me</sup> C. Sà (suppléante depuis le 16 juillet 2014) M <sup>me</sup> T. Pais Coelho (suppléante jusqu'au 16 juillet 2014)
Roumanie	M. M. Popescu (depuis le 9 janvier 2014) M <sup>me</sup> M. Cindea (jusqu'au 9 janvier 2014) M <sup>me</sup> M. Ciora (suppléante)
Slovénie	M <sup>me</sup> J. Cvelbar M <sup>me</sup> H. Rakovec (suppléante)
Slovaquie	M <sup>me</sup> B. Bátorová M <sup>me</sup> L. Gasparova (suppléante depuis le 24 avril 2014) M <sup>me</sup> D. Vongrejová (suppléante jusqu'au 24 avril 2014)
Finlande	M <sup>me</sup> T. Hietaranta M. M. Puolimatka (suppléant)
Suède	M. J. Weibull M <sup>me</sup> C. Knorpp (suppléante depuis le 28 mai 2014) Poste de suppléant vacant (jusqu'au 28 mai 2014)
Royaume-Uni	M. A. Mitchell M <sup>me</sup> E. Nicol (suppléante)
Commission européenne	M. L. Miko M <sup>me</sup> D. Simion (suppléante)

## 6. ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2014, l'Office employait 45 personnes — 10 fonctionnaires et 35 agents temporaires. Douze nationalités des États membres de l'UE étaient représentées.

Sous la direction générale de son président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur trois unités et des services d'appui. Un service est, en outre, responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques ou des reprises de rapports, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de protection, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système (à savoir les projets de R & D de l'OCW). En outre, des conseils sont donnés aux États membres en rapport avec les propositions de dénominations variétales reçues dans le cadre des listes nationales et des droits nationaux des obtenteurs.

L'**unité «Administration»** est active dans trois secteurs:

- la section administrative: les marchés publics; l'organisation des publications de l'Office; l'administration, la gestion et le suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office; l'administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- la section financière: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers et gestion du système de taxes;
- la section informatique, qui assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Ses tâches incluent: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

L'**unité juridique** dispense des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; elle émet des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; elle participe à divers comités de l'OCW afin de veiller au respect des procédures et du droit de l'UE; elle gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service des relations publiques** est responsable de la communication externe et des manifestations (lettres d'information de l'OCW, rapport annuel, salons, etc.).

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates aux critères DHS, en plus de la nouveauté.

En 2014, l'OCW a mis en place un programme de stages permettant aux jeunes diplômés universitaires d'intégrer l'Office pour une période de six mois. Des accords de coopération ont également été conclus avec l'université d'Alicante (Magister *Lvcentinvs*) et l'université de Strasbourg (Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle — CEIPI) afin d'offrir les mêmes possibilités de stages de six mois. Quatre étudiants ont intégré l'Office grâce à ces dispositions.

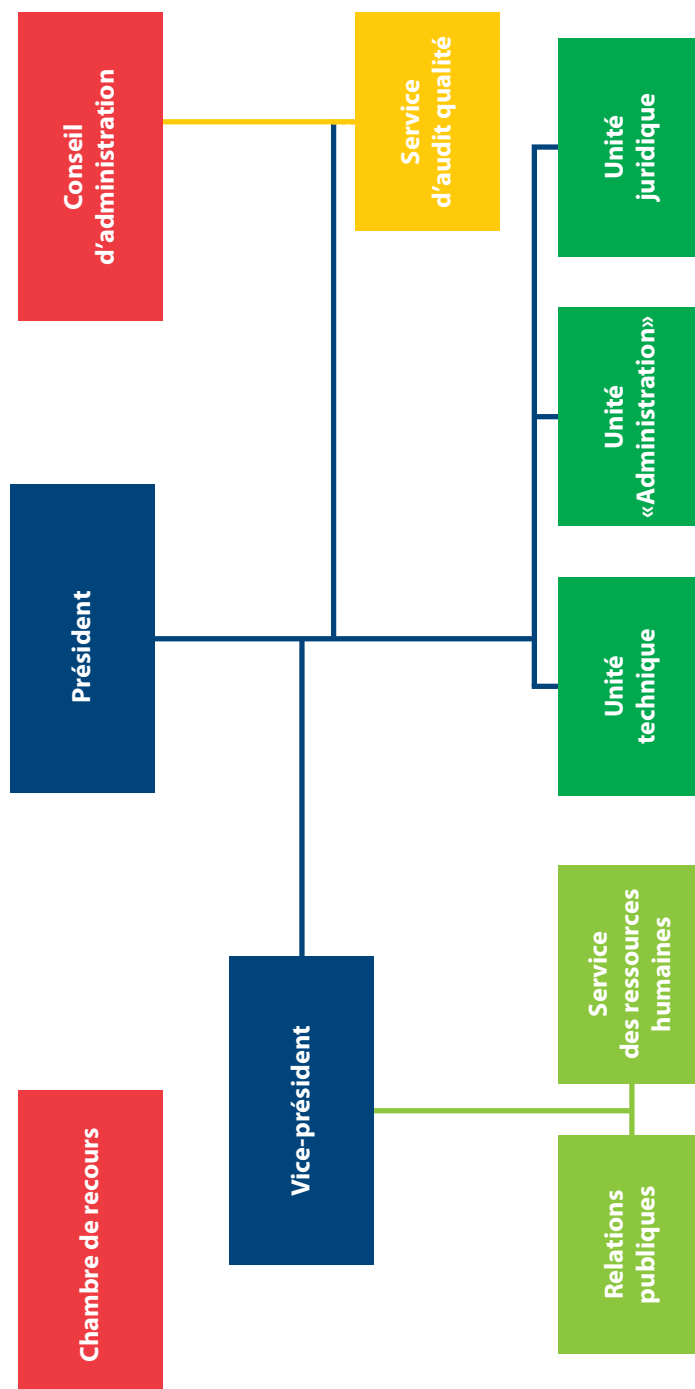
En 2014, l'OCW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales concernant l'OCW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCW, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental, télétravail); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCW de 2006 à 2014 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCW sous la rubrique «Rapports annuels».

À partir de 2015, le rapport social sera inclus dans le rapport d'activité annuel consolidé (RAAC) (chapitre 2.4), en conformité avec les recommandations de la Commission et les nouvelles règles énoncées dans le règlement financier de l'OCW. S'agissant du RAAC 2014, le rapport social pour l'année 2013 sera inclus en annexe (annexe 4).



Siège de l'OCW, Angers, France

## ORGANIGRAMME DE L'OCVV



PRÉSIDENCE



**Président**  
Martin Ekvad



**Vice-président**  
Carlos Godinho



**Assistante  
de la présidence**  
Cyrille Antoine



**Assistante  
de la présidence**  
Aoife Kearney

SERVICE D'AUDIT  
QUALITÉ



**Chef de l'équipe d'audit qualité/  
Délégué à la protection des données**  
Gerhard Schuon

SERVICES D'APPUI



**Service des  
ressources humaines**  
Deirdre Killeen



**Service des  
ressources humaines**  
Anna Verdini



**Relations publiques/  
Formation**  
Fabienne Santoire

UNITÉ JURIDIQUE



**Chef de l'unité  
juridique**  
Francesco Mattina



**Assistante  
de l'unité juridique**  
Marleen Van de  
Meulebroeke



**Conseillère juridique**  
Muriel Lightbourne



**Chambre de recours/  
Audit qualité**  
Véronique Doreau

UNITÉ «ADMINISTRATION» (UA)



**Chef de l'UA**  
James Moran



**Assistante du chef  
de l'UA**  
Béatrice Hodet



**Comptabilité**  
Valérie De Caestecker



**Comptabilité**  
Laurence Dumont



**Comptabilité**  
Anne-Marie Fernandez



**Administration/  
Logistique**  
Thierry Cluzeau



**Administration/  
Logistique**  
Isabelle Lanteri



**Administration/  
Logistique**  
Gil Oliveira



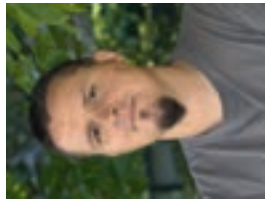
**Administration/  
Logistique**  
Manuel Soares Teixeira



**Évaluation/Audit  
et contrôles internes**  
Roseline Fagel



**Finances**  
Ekaterina Mantziaris



**Service informatique**  
Sébastien Beugnier



**Service informatique**  
Patrick Lecoq



**Service informatique**  
Laura Naie



**Service informatique**  
Marc Rouillard



# UNITÉ TECHNIQUE (UT)

	<b>Chef de l'UT</b> Dirk Theobald		<b>Chef adjoint de l'UT</b> Jean Maison		<b>Assistante du chef de l'UT</b> Aline Noguès		<b>Espèces agricoles</b> Anne Weitz		<b>Dénominations</b> Carole Bonneau		<b>Dénominations</b> Rudi Caes		<b>Dénominations</b> Bénédicte Legrand
	<b>Espèces fruitières et ornementales</b> Urszula Braun-Młodecka		<b>Espèces fruitières et potagères</b> Sergio Semon		<b>Espèces ornementales</b> Laetitia Denécheau		<b>Espèces ornementales</b> Jens Wegner		<b>Registre</b> Pierre-Emmanuel Fouillé		<b>Registre</b> Anne Gardener		<b>Registre</b> Nadège Grantham
	<b>Registre</b> Francesco Saldi		<b>Assistante de l'UT</b> Chislaine Guilbert		<b>Assistante de l'UT</b> Francesca Rampazzi		<b>Assistante de l'UT</b> Laurence Théodore						

NB: L'organigramme ci-dessus reprend les membres du personnel de l'OCW occupant, au 31 décembre 2014, un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.

# 7. SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de l'exécution du programme d'audit de qualité de l'Office. Il mène des évaluations régulières au niveau des offices d'examen afin de vérifier que ces derniers satisfont aux exigences en matière d'habilitation lorsqu'ils examinent la conformité des variétés candidates aux critères DHS. Les évaluations portent sur tous les travaux liés aux activités DHS pour les espèces relevant du champ d'habilitation des offices.

## 7.1. Évaluation des offices d'examen

Chacune des douze évaluations réalisées comprenait des visites d'audit régulières conformément au cycle triennal, mais également des évaluations pour statuer sur des demandes d'extension du champ d'habilitation introduites par des offices d'examen. Les recommandations d'habilitation présentées aux membres du conseil d'administration étaient toutes positives. Cependant, plusieurs champs d'habilitation ont été réduits, en partie directement après des visites d'évaluation, en partie en prévision des conclusions susceptibles d'impliquer d'importants investissements ou en raison de l'interruption des activités d'examen pour les espèces concernées.

## 7.2. Deuxième cycle d'audits

Le programme d'audit 2014 a marqué l'achèvement de la deuxième année du deuxième cycle (2013-2015). Le calendrier des visites était très semblable à celui du premier cycle, avec cependant un décalage pour s'assurer que les audits des différents offices habilités étaient réalisés à un autre moment de l'année que l'audit initial. Dans la même perspective, l'équipe d'évaluation et l'échantillon d'évaluation différaient pour donner une vue complète des travaux des offices d'examen.



Exemple de certificat d'habilitation



Session de formation des experts techniques du service d'audit qualité, septembre 2013, Paris, France



Même si le nombre total d'experts techniques impliqués dans les évaluations a diminué au fil des ans, l'Office n'a pas éprouvé de grandes difficultés à rassembler les compétences techniques pour les différentes missions. Pour que cette diminution ne devienne pas un problème avant la fin du cycle triennal actuel, un nouvel appel à manifestation d'intérêt a été lancé. Les experts techniques identifiés au moyen de cette procédure seront désignés pour le restant du cycle actuel et pour le prochain cycle, soit jusqu'à la fin de 2018.

Une proposition préparée par le groupe de travail sur les taxes d'audit a été examinée par les membres du conseil d'administration au printemps 2014. Un manuel de procédure révisé du service d'audit qualité contenant des dispositions pour un régime de taxes d'audit a été approuvé en octobre. La mise en œuvre effective des taxes d'audit coïncidera avec un nouveau cycle triennal, une fois ces nouveaux coûts intégrés dans un exercice de calcul des coûts.

**Liste des experts techniques pour le programme d'évaluation  
du service d'audit qualité 2013-2015 (situation au 31 décembre 2014)**

Prénom	Nom	Nationalité
John	Austin	Royaume-Uni
Richard	Brand	France
David	Calvache	Espagne
Andreja	Čerenak	Slovénie
Pedro Miguel	Chome Fuster	Espagne
Henk	de Greef	Pays-Bas
Zsuzsanna	Füstös	Hongrie
Trevor	Gilliland	Royaume-Uni
Joël	Guiard	France
Andrea	Menne	Allemagne
Jesus	Merida	Espagne
Daniel	Palmero	Espagne
Hilary	Papworth	Royaume-Uni
Erik	Schulte	Allemagne
Elizabeth Margret	Scott	Royaume-Uni
Swenja	Tams	Allemagne
Amanda	van Dijk	Pays-Bas
Nico	van Marrewijk	Pays-Bas
Arnold JP	van Wijk	Pays-Bas
Brian George	Waters	Royaume-Uni
Jennifer	Wyatt	Royaume-Uni

## 8. PROJETS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

En 2014, l'Office a reçu plusieurs demandes de (co)financement de projets de R & D au titre des règles, établies par le conseil d'administration en 2002 et révisées en 2009, relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans le présent chapitre, l'Office présente également des informations actualisées sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2014 au sujet des projets déjà achevés.

### 8.1. Projets approuvés

#### **«Création d'une base de données commune sur le maïs pour les études DHS dans le cadre d'un partenariat entre la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'Office communautaire des variétés végétales»**

Ce projet a été formellement approuvé par l'OCW en mars 2014. Il est coordonné par l'ÚKZÚZ (République tchèque) et fait l'objet de partenariats avec l'Office national pour la sécurité de la chaîne alimentaire (NÉBIH) (Hongrie) et l'UKSUP (Slovaquie). Il a pour but d'établir une base de données commune sur le maïs pour les études DHS dans le cadre d'un partenariat entre la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'OCW. Cette base de données devrait contenir des descriptions morphologiques harmonisées des lignées de maïs et hybrides conformément au protocole technique de l'OCW provenant de tous les pays participants. Elle sera mise à jour régulièrement et pourra être consultée en ligne par chaque partenaire et l'OCW. Chaque partenaire pourrait donc être uniquement responsable de la conservation physique sur son propre site des semences des variétés correspondant à ses propres conditions climatiques qui ne seraient pas conservées dans les autres offices d'examen. Durant l'exécution du projet, un échange d'informations et d'expériences est prévu avec des experts des trois offices d'examen partageant déjà une base de données sur le maïs. Le rapport intermédiaire devrait être publié en janvier 2015. Le projet sera finalisé d'ici à la fin de 2015.

#### **«Une base de données européenne sur les pommes de terre en tant que collection centralisée de variétés notoirement connues»**

Ce projet, approuvé au début de 2014, fait suite au projet achevé intitulé «Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractéristiques morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun de l'UE». Il a été lancé par l'OCW (coordinateur) et implique les neuf offices d'examen habilités pour la pomme de terre: le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'institut Science and Advice for Scottish Agriculture (SASA) (Royaume-Uni), le BSA (Allemagne), le Centre de recherche pour les examens de cultivars (Coboru) (Pologne), l'OEVI (Espagne), l'Irish Department of Agriculture and Food (DAF) (Irlande), l'Agentur für Gesundheit und Ernährungssicherheit (AGES) (Autriche), l'ÚKZÚZ (République tchèque), l'UKSUP (Slovaquie) et l'ESA.

Il a pour but de créer et de tenir à jour une base de données européenne pour les variétés de pommes de terre, contenant des données morphologiques et moléculaires et des

images de germes, ainsi qu'une collection d'échantillons d'acide désoxyribonucléique (ADN) de ces variétés.

La base de données complète et actualisée en tant que collection centralisée des données morphologiques et moléculaires des variétés notoirement connues constituerait un outil précieux pour l'organisation efficace des examens DHS par les offices d'examen en fournissant des résultats fiables pour une culture sans collection de référence vivante. Le recours à une base de données centralisée améliorerait la qualité et devrait réduire les coûts des examens DHS comparativement au maintien de plusieurs bases de données nationales. De plus, outre son utilité pour les examens DHS, une partie de la base de données (profils moléculaires) pourrait être utilisée par les détenteurs de titres pour défendre leurs droits. Une réunion d'experts a eu lieu en 2014 au BSA, à Magdebourg. Hormis les questions techniques, les aspects relatifs aux droits d'accès et à la confidentialité des données ainsi que les résultats des données ont été discutés à cette occasion. Ce projet devrait être clôturé en 2015.

#### **«L'effet du traitement d'amorçage des semences sur l'examen DHS des variétés potagères (priming)»**

Ce projet, lancé par l'OCW, a été approuvé en janvier 2014 pour une durée d'un an. L'Office assure sa coordination, les autres partenaires du projet étant l'ESA et les offices d'examen habilités sélectionnés: le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'OEVI/Institut national de recherches et de technologies agraires et alimentaires (INIA) (Espagne) et le GEVES (France). Le projet étudie les effets potentiels du traitement d'amorçage des semences sur l'expression des caractères des porte-greffes de tomates et d'aubergines dans les offices d'examen désignés habilités pour ces espèces. Bien que celles-ci ne figurent pas parmi les espèces potagères les plus importantes en matière de demandes dans le régime de protection communautaire des obtentions végétales, sur le plan commercial, elles sont généralement amorcées. Le projet de R & D étudie également les effets potentiels du traitement d'amorçage des semences sur la réduction du taux de germination au fil du temps.

Le Naktuinbouw a effectué des essais sur les porte-greffes de tomates et d'aubergines, tandis que le GEVES en a réalisé sur l'aubergine et l'OEVI/INIA sur les porte-greffes de tomates.

Une réunion des partenaires du projet a eu lieu à la fin d'août 2014 à Roelofarendsveen (Pays-Bas). Chaque partenaire a réalisé des présentations détaillées durant la réunion annuelle d'experts en espèces potagères tenue à Valence le 22 octobre 2014.

L'OCW élabore actuellement le rapport final de ce projet, qui devrait être achevé en février 2015. Les constatations des partenaires semblent illustrer que, pour les deux espèces en question, le traitement d'amorçage des semences n'altère pas l'expression des caractères d'une variété par rapport à un échantillon non amorcé. Il ne semble donc exister aucun danger à déclarer distincts les échantillons amorcés et les échantillons non amorcés de la même variété. Des questions demeurent toutefois concernant la longévité de l'échantillon de semences amorcées en cas de stockage à long terme. En 2015, l'OCW analysera, conjointement avec les parties prenantes, les implications des conclusions du projet.

## 8.2. Projets en cours en 2014

### «Harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères 2»

Ce projet, lancé en 2012, est coordonné par le GEVES (France) et réalisé en partenariat avec l'ÚKZÚZ (République tchèque), le BSA (Allemagne), l'OEWS (Espagne), le NÉBIH (Hongrie), le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'institut SASA (Royaume-Uni) et l'ESA. Il est la continuation du précédent projet d'«harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères», achevé en 2008, même si le nouveau projet traite de sept résistances aux maladies des poivrons, des pois et des laitues. Il a pour objectif de permettre aux offices d'examen et aux obtenteurs effectuant les essais concernant les résistances aux maladies sélectionnées de recourir à des méthodologies communes et d'interpréter de façon uniforme les symptômes des maladies émanant de ces essais. À la fin de juin 2012, une première rencontre a été organisée par le GEVES. Une deuxième réunion du groupe a eu lieu en mai 2013 et l'Office a reçu le premier rapport intermédiaire en août 2013.

La troisième réunion s'est tenue en avril 2014 à Roelofarendsveen (Pays-Bas). Les partenaires ont rendu compte des progrès qu'ils avaient accomplis concernant les races et isolats au cours des douze mois précédents. Ils ont également identifié les domaines continuant de nécessiter une attention particulière afin de garantir une interprétation correcte des résultats par un laboratoire. Durant le second semestre de 2014, ils ont continué de s'échanger des résultats de manière à affiner les futures méthodologies harmonisées d'essai sur les résistances aux maladies qui sont à l'étude dans le projet «Harmores 2». À cet effet, au début de novembre, à Angers, le GEVES a organisé pour les partenaires deux ateliers répartis sur deux jours consécutifs. Le rapport intermédiaire pour la deuxième année du projet a été reçu en temps utile en septembre 2014.

La réunion finale des partenaires du projet aura lieu à Madrid, en avril 2015. Le projet s'achèvera au plus tard à la fin de 2015 avec la présentation du rapport final à l'OCV.

### «Analyse de l'impact des endophytes sur le phénotype des variétés de *Lolium perenne* et *Festuca arundinacea*»

Ce projet, lancé en janvier 2013, est coordonné par l'OCV et la FERA (Royaume-Uni), avec les partenaires suivants: le BSA (Allemagne), l'ESA (obteneurs: DLF Trifolium et Barenbrug) et le GEVES (France). Ce projet a pour objectif de préciser l'impact potentiel de la présence d'endophytes sur le phénotype des variétés *Lolium perenne* (Lp) et *Festuca arundinacea*, et donc l'expression des caractères observés lors des tests DHS, ainsi que les conséquences éventuelles sur le plan des exigences de qualité du matériel à soumettre lors des tests. Le projet prévoit l'évaluation de quatre variétés de chaque espèce, à deux stades d'infection par les endophytes (0 % et 100 % endophytes). Ces variétés seront intégrées aux tests DHS routiniers pendant deux périodes de culture en recourant au protocole technique approprié de l'OCV. La période d'installation du matériel végétal a eu lieu en 2013. Un

premier rapport intermédiaire semble indiquer l'absence d'impact significatif. Cependant, l'évaluation finale sera réalisée en 2015. Le rapport final est attendu pour la fin de 2015.



Projet de R & D sur *Helleborus*, Pays-Bas

### 8.3. Suivi des projets de R & D finalisés

#### «Modification du régime de culture et des exigences de matériel végétal pour *Helleborus*»

Le projet a été lancé par l'OCW et inclut un autre partenaire, le Naktuinbouw (Pays-Bas). Il a été lancé en mars 2013, et le rapport final a été rédigé à la fin de 2014.

Actuellement, l'examen DHS des variétés d'*Helleborus* effectué dans le cadre d'une demande de PCOV est centralisé au Naktuinbouw, où les plantes sont en partie cultivées en plein air et en pleine terre. Ce régime de culture ne semble pas optimal. En outre, le mode de production commercial le plus courant semble être plus adapté à la culture en pots plutôt qu'à la culture en pleine terre. Ce projet a pour but d'étudier la pertinence d'un régime de culture alternatif, c'est-à-dire de s'orienter vers la culture en pots, avec une livraison en avril, sur la base d'expériences réalisées sur douze variétés de référence.

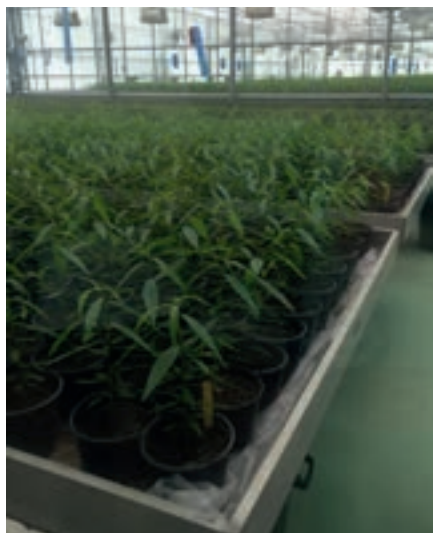
Les résultats du projet pilote ont révélé que:

- les plantes cultivées en pot étaient plus uniformes;
- la modification du traitement n'avait qu'un effet limité sur l'expression des caractères.

À la lumière de ces faits, l'office d'examen a proposé de modifier les conditions d'examen et le régime de culture pour une culture en pots débutant en plein air en avril pour être ensuite transférée vers une serre froide à la fin de novembre. Ce nouveau régime sera utilisé pour toutes les futures variétés candidates entamant la première année d'examen DHS à compter d'avril 2015.

#### «Réduire le nombre de périodes obligatoires d'observation dans l'examen des critères DHS pour les variétés candidates du secteur fruitier»

Ce projet était coordonné par l'OCW, avec la collaboration des partenaires suivants: le BSA (Allemagne), le Coboru (Pologne), la Ciopora, le Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU, Italie), l'OEVI (Espagne), le GEVES (France), le NÉBIH (Hongrie), l'ÚKZÚZ (République tchèque) et Plantum. Le projet a été lancé au début de 2013 et a été finalisé à la fin de la même année. Les coûts engendrés par l'examen des critères DHS pour les variétés candidates fruitières sont relativement élevés par rapport aux variétés relevant d'autres secteurs. Le projet visait: i) à déterminer s'il est réellement techniquement justifié d'avoir deux récoltes satisfaisantes de fruits pour tirer des conclusions en ce qui concerne les critères DHS et ii) à élaborer une description subséquente fiable de la variété. Cinq espèces ont été considérées dans le cadre de ce projet: la pêche, la fraise, la pomme, la framboise et la vigne. Les variétés testées selon le protocole technique de l'OCW et enregistrées



Détection de virus des fruits par indexation, France

(liste nationale, protection nationale des obtentions végétales, PCOV) depuis cinq ans ont été prises en compte. Les résultats indiquent que, dans une grande majorité des cas, la deuxième année d'observation confirme les résultats de la première année pour les critères DHS dans un contexte où les descriptions de variétés sont réalisées sur la base de deux années d'observations. Toutefois, si l'examen DHS était limité au premier cycle fruitier, d'autres conséquences devraient être prises en compte. Premièrement, au cours du premier cycle fruitier satisfaisant, les arbres sont encore jeunes et n'expriment pas certains des caractères visés dans le présent protocole comme ils le feraient durant la deuxième année d'observation. Deuxièmement, la transition vers un système limitant habituellement les observations au premier cycle fruitier aurait des conséquences lors de la comparaison avec des descriptions de variétés fondées sur des observations durant la deuxième année d'examen qui sont stockées dans les bases de données. Une comparaison entre variétés décrites à différents âges du matériel végétal est moins fiable et aurait probablement des conséquences lors de la sélection des variétés à inclure dans l'essai pour une comparaison côte à côte.

En guise de suivi, les offices d'examen sont invités à transmettre des rapports après un an d'examen en l'absence de doute quant au critère de distinction. L'OCW continuera de travailler sur la proposition à soumettre à l'UPOV en vue de modifier la formulation type sur la durée des examens, ouvrant la possibilité de les clôturer au terme d'une année d'observations.

#### «Le projet sur les roses: constitution d'échantillons, analyses et stockage d'échantillons d'ADN»

En juin 2011, l'OCW a proposé au conseil d'administration d'entamer la mise en œuvre d'un projet pilote sur l'échantillonnage et le stockage de l'ADN de roses. Il a été décidé de conserver obligatoirement un échantillon de l'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique. Une utilisation possible de cet échantillon serait d'autoriser la vérification — en cas de doute et pour autant que les techniques actuelles le permettent — de l'identité du matériel commandé en vue d'être cultivé comme référence lors d'un examen DHS, en comparant l'empreinte ADN du matériel reçu comme variété de référence avec l'empreinte de l'ADN stocké pour la même variété. Cet échantillon pourrait également être utilisé à la demande de l'obteneur pour la mise en œuvre de ses droits. À l'avenir, cet échantillon pourrait être utilisé dans la gestion de la collection de référence.



Essais DHS sur les roses

Un appel d'offres pour sélectionner un laboratoire a été lancé. En 2011, le Naktuinbouw a été habilité pour une période de quatre ans prenant fin en février 2015. L'échantillonnage a débuté au cours de l'examen DHS de 2011.

Il était obligatoire de conserver, conformément à la procédure établie, un échantillon de l'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique durant ces quatre années. Les feuilles ont été collectées dans les différents offices d'examen habilités (BSA, Naktuinbouw et NIAB) avant d'être envoyées au laboratoire habilité (Naktuinbouw).

C'est dans ce laboratoire qu'ont été réalisés l'extraction et le stockage de l'ADN. Depuis le début du projet, 732 échantillons d'ADN ont été stockés.

L'OCW a réalisé une analyse interne des résultats du projet et des commentaires reçus par les partenaires du projet et les organisations d'obteneurs (Ciopora et Plantum). Durant cette période, aucun des échantillons n'a été utilisé ni par les offices d'examen habilités ni par les obteneurs. Différentes raisons peuvent expliquer cette situation. En conséquence, l'OCW souhaiterait mettre un terme au stockage systématique mais proposerait aux demandeurs l'extraction et le stockage de l'ADN de toute variété candidate sur une base volontaire. Cette proposition sera envoyée en février 2015 à tous les demandeurs de protection de variétés de roses afin de recueillir leurs commentaires.

## 9. BUDGET

### 9.1. Vue d'ensemble — Résultat

Le résultat de l'exécution du budget pour 2014 révèle, conformément aux prévisions, une réduction significative par rapport aux années antérieures en raison, essentiellement, d'une augmentation des dépenses opérationnelles faisant suite à la hausse du nombre de demandes. Les recettes ont été inférieures à celles des années précédentes, ce qui est imputable à une diminution des taxes annuelles.

Résultat net de l'exercice	En millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	12,72
Dépenses budgétaires (b)	13,25
<b>Solde budgétaire (c) = (a) – (b)</b>	<b>– 0,53</b>
Recettes non budgétaires (d)	0,07
<b>Résultat net de l'exercice budgétaire 2014 (e) = (c) + (d)</b>	<b>– 0,46</b>

Le résultat net de l'exercice a été légèrement inférieur à – 0,46 million d'euros, alors qu'il était de + 0,34 million l'année précédente. Cette nette diminution est parfaitement conforme à la politique de l'OCVV de réduction de la réserve libre accumulée.

### 9.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une PCOV, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2014 s'élevait à 12,72 millions d'euros.

	Variation (en %)	2014 (en millions d'euros)	2013 (en millions d'euros)
Taxes	– 4,85	12,29	12,92
Intérêts bancaires	+ 125,57	0,29	0,13
Autres recettes	—	0,14	0,01
<b>Total des recettes</b>	<b>– 2,55</b>	<b>12,72</b>	<b>13,06</b>

Le montant total des taxes perçues en 2014 s'est élevé à 12,29 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 4,85 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution résulte de la baisse de la taxe annuelle (de 300 à 250 euros). Les revenus d'intérêts sont enregistrés pour les comptes de bilan à la date de perception réelle de l'intérêt. Les autres recettes incluent une subvention reçue en 2014 de la Commission européenne pour un montant de 130 000 euros dans le cadre du programme multibénéficiaire.



### 9.3. Dépenses

En 2014, le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 13,25 millions d'euros, contre 12,76 millions en 2013.

	Variation (en %)	2014 (en millions d'euros)	2013 (en millions d'euros)
Dépenses de personnel	- 0,14	5,80	5,81
Dépenses administratives	18,80	1,29	1,09
Dépenses opérationnelles	5,16	6,16	5,86
<b>Total des dépenses</b>	<b>3,91</b>	<b>13,25</b>	<b>12,76</b>

Les dépenses de personnel ont diminué de 0,14 % avec une régularisation des cotisations de pension et une diminution des dépenses du personnel intérimaire.

Les augmentations des dépenses administratives sont principalement dues à la hausse des dépenses consacrées au développement informatique.

Les dépenses opérationnelles, qui reprennent pour l'essentiel les rémunérations des offices d'examen, ont augmenté puisque le nombre de demandes a augmenté de 10 % par rapport à 2013.

### 9.4. Conclusion

Le résultat net pour 2014 est nettement inférieur à celui de l'année précédente. La réduction des taxes annuelles, entrée en vigueur au début de 2014, a contribué à réduire le résultat net par rapport à 2013, ce qui est parfaitement conforme à la politique à moyen terme de l'OCVV de réduire sa réserve libre.

# 10. ÉVOLUTION DU RÉGIME

## 10.1. Réglementation

### 10.1.1. Évaluation du régime de protection communautaire des obtentions végétales

En 2010, la Commission européenne a lancé une évaluation de l'acquis du régime de PCOV pour déterminer la mesure dans laquelle il atteignait ses objectifs initiaux et recenser ses forces et faiblesses actuelles. Il est apparu que «l'acquis du régime de PCOV fonctionnait bien et avait atteint ses objectifs. Les parties prenantes sont généralement satisfaites du régime». Toutefois, certaines options ont été proposées pour combler les lacunes relevées dans le régime. Pour assurer le suivi de ces recommandations, l'OCW a décidé de prendre des initiatives, comme la réactivation du groupe de travail législatif ad hoc et l'ouverture d'une discussion sur les critères d'acceptation des propositions de dénominations variétales. Le groupe de travail législatif ad hoc a commencé ses activités en 2012 dans le but de trouver des solutions éventuelles dans les domaines où il existe un intérêt commun au changement et d'offrir, dans la mesure du possible, des réponses concrètes aux questions et aux observations de nature juridique qui ont été soulevées par les diverses parties prenantes dans le cadre de l'évaluation du régime de protection communautaire des obtentions végétales dans l'UE.

Le groupe de travail législatif ad hoc est présidé par l'OCW et se compose essentiellement d'experts juridiques des autorités nationales, de représentants de la Commission européenne et de juristes actifs dans les organisations d'obteneurs. Le rapport final contenant les conclusions du groupe de travail législatif ad hoc sera présenté au conseil d'administration de l'Office en mars 2015. Il inclura une analyse de chacun des vingt points et propositions de nouvelle législation sur lesquels s'est accordé le groupe.

### 10.1.2. Législation de l'UE sur le matériel de reproduction des végétaux

Après avoir rejeté en première lecture, en avril 2014, une proposition de règlement sur le matériel de reproduction des végétaux, le Parlement européen a demandé au Conseil de ministres, par lettre de son président datée du 11 septembre 2014, de retirer la proposition. À la mi-décembre 2014, la Commission européenne a annoncé le retrait de la réforme du règlement de son programme de travail pour 2015. À la suite de ces événements, l'OCW a considéré les évolutions qui pourraient déboucher sur l'octroi de nouvelles responsabilités à l'OCW dans le cadre de la révision du règlement de base.

### 10.1.3. Taxes

Un certain nombre de changements ont été opérés au cours des dernières années dans la structure des taxes de l'OCW, avec des réductions de la taxe annuelle et de la taxe de demande. En 2013, l'OCW a lancé un exercice de calcul global des coûts afin de mettre à jour les coûts réels générés par les offices d'examen lorsqu'ils réalisent des examens DHS.

Sur la base des résultats de l'exercice de calcul des coûts, l'Office a analysé l'impact financier pour les obtenteurs d'un éventuel passage à 100 % de récupération des coûts. Enfin, pour mieux refléter les coûts réels de l'examen DHS réalisé par les offices d'examen, le conseil d'administration de l'Office a proposé à la Commission européenne une transition vers un taux de récupération des coûts d'examen DHS de 85 %, avec un alignement des groupes de coûts et des groupes de taxes. Les nouvelles taxes d'examen ont été formellement approuvées par la Commission européenne en décembre 2014 et sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Parallèlement, l'OCW proposera de nouvelles modifications de la taxe annuelle et de la taxe de demande pour s'assurer que la réserve libre de l'Office se réduise à moyen terme.

#### **10.1.4. Mise en œuvre de la PCOV**

En juin 2014, l'OCW, en coopération avec le ministère croate de l'agriculture et les organisations d'obteneurs, a organisé un séminaire sur la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales. Ce séminaire visait à fournir un aperçu de la législation et de la mise en œuvre pratique des règles relatives à l'application des droits d'obteneur en Croatie et dans les pays voisins: la Bosnie-Herzégovine, la Hongrie, la Serbie et la Slovaquie. Deux ateliers ont été organisés: un sur les secteurs agricole et potager axé sur les privilèges des agriculteurs et la collecte des redevances pour l'usage de semences de ferme, l'autre sur la défense des droits d'obteneur dans les secteurs ornemental et fruitier. Le séminaire a souligné la nécessité d'une spécialisation des juridictions nationales afin d'harmoniser les pratiques judiciaires parmi les États membres. Concernant la mise en œuvre du règlement douanier [règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil], un représentant de l'autorité douanière a insisté sur l'importance, pour les titulaires de protections, de fournir des informations sur les droits d'obteneur aux autorités douanières en vue de renforcer l'application de ces droits.

Les séminaires sur la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales organisés par l'OCW ont toujours rencontré un vif succès et sont très appréciés par les participants. Avant le séminaire de Zagreb en 2014, l'Office a organisé de tels séminaires à Bruxelles (2005), Varsovie (2006), Madrid (2007), Sofia et Bucarest (2008), Athènes (2010), Hambourg (2011) et Rome (2013).



Séminaire sur la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales, juin 2014, Zagreb, Croatie

## 10.2. Aspects techniques

### 10.2.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2014, l'Office a reçu 3 626 demandes de protection communautaire des obtentions végétales, ce qui représente un nouveau record absolu et une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. Le graphique 1 présente l'évolution du nombre de demandes reçues par l'Office (tous les chiffres étant basés sur la date de réception des documents de demande par l'Office). On peut supposer que l'augmentation observée en 2014 est en partie due à la hausse des taxes d'examen des demandes déposées à partir de 2015.

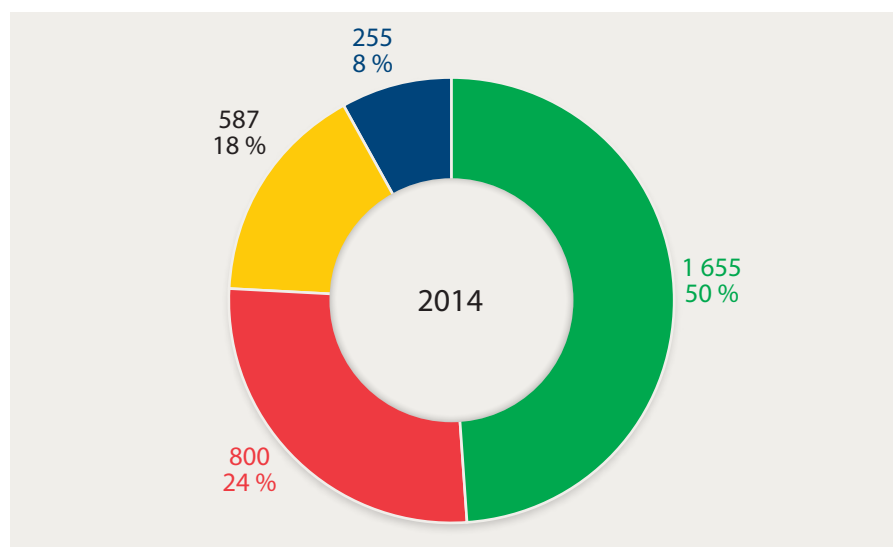
**Graphique 1**  
Évolution du nombre annuel  
de demandes de protection  
communautaire des obtentions  
végétales (1996-2014)



Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2014 par secteur de culture.

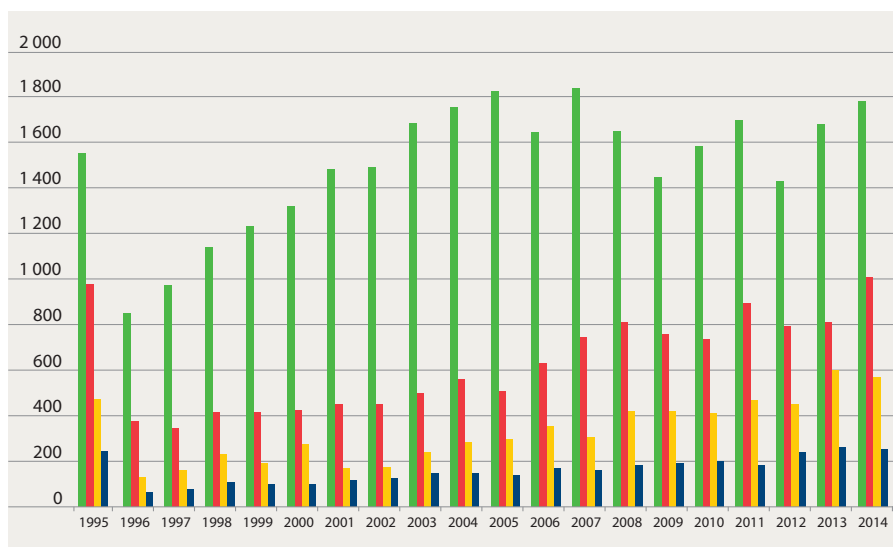
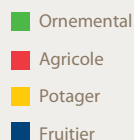
**Graphique 2**  
Parts du nombre de demandes  
par secteur de culture en 2014

- Ornemental
- Agricole
- Potager
- Fruitier



### Graphique 3

Évolution du nombre de demandes  
par secteur de culture (1995-2014)



Le graphique 3 présente l'évolution du nombre de demandes par secteur de culture depuis 1995. En 2014, l'Office a constaté une augmentation du nombre de demandes dans les secteurs de culture suivants: agricole + 227 demandes (+ 28,38 %) et ornemental + 131 demandes (+ 7,9 %), tandis qu'une légère baisse a été observée dans le secteur fruitier – 6 demandes (– 2,34 %) et dans le secteur potager – 23 demandes (– 3,9 %).

En 2014, 3 820 demandeurs ont déposé des demandes de PCOV, soit 336 de plus qu'en 2013. Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur de culture, les 15 utilisateurs les plus fréquents du régime communautaire, ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont déposées en 2014. Ces 15 plus grands demandeurs se partagent comme suit les parts de demandes relatives par secteur de culture (par ordre décroissant): 92,0 % (96,4 % en 2013) pour les espèces potagères, 66,3 % (59,6 % en 2013) pour les espèces agricoles, 54,2 % (52,5 % en 2013) pour les espèces fruitières et seulement 34,9 % (35,9 % en 2013) pour les espèces ornementales. Cette classification ne reflète pas seulement le degré de concentration des obtenteurs, particulièrement avancé dans le secteur potager, mais également le fait que, dans le cas des espèces ornementales, un nombre important de «petits» obtenteurs se lancent dans le commerce et cherchent à obtenir la protection de leurs variétés.

## Secteur agricole

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2014
Pioneer Overseas Corporation	États-Unis	159
Pioneer Hi-Bred International Inc.	États-Unis	109
Limagrain Europe SA	France	93
KWS Saat AG	Allemagne	71
RAGT 2n SAS	France	58
Syngenta Participations AG	Suisse	42
Caussade Semences SA	France	24
Adrien Momont et Fils SARL	France	22
DLF-Trifolium A/S	Danemark	15
KWS UK Limited	Royaume-Uni	15
Monsanto Technology LLC	États-Unis	15
Nidera SA	Argentine	15
Secobra Recherches SAS	France	15
Euralis Semences SAS	France	14
Norddeutsche Pflanzenzucht Hans-Georg Lembke KG	Allemagne	14
Total		681

## Secteur potager

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2014
Monsanto Vegetable IP Management BV	Pays-Bas	115
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	Pays-Bas	84
Nunhems BV	Pays-Bas	74
Enza Zaden Beheer BV	Pays-Bas	67
Syngenta Crop Protection AG	Suisse	51
Vilmorin SA	France	35
Syngenta Participations AG	Suisse	29
HM. Clause SA	France	12
Gautier Semences SAS	France	10
van Waveren Saaten GmbH	Allemagne	10
Bejo Zaden BV	Pays-Bas	9
Laboratoire ASL SNC	France	7
Takii & Co Ltd	Japon	6
Crookham Company Inc.	États-Unis	5
Semillas Fitó SA	Espagne	5
Total		519

## Secteur fruitier

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2014
PSB Produccion Vegetal SL	Espagne	28
Agro Selections Fruits SAS	France	20
Driscoll Strawberry Associates Inc.	États-Unis	20
Plantas de Navarra SA (Planasa) — Sociedad Unipersonal	Espagne	10
Institut national de la recherche agronomique (INRA)	France	7
Newcot SAS	France	7
Edward Vinson Ltd	Royaume-Uni	6
Plant Sciences Inc.	États-Unis	6
Alma Mater Studiorum-Università di Bologna	Italie	5
Asparagus Beheer BV	Pays-Bas	5
The Regents of the University of California	États-Unis	5
ABZ Aardbeien uit Zaad Holding BV	Pays-Bas	4
AG Thames Holdings Ltd	Royaume-Uni	4
Instituto Valenciano de Investigaciones Agrarias (IVIA)	Espagne	4
Sun World International LLC	États-Unis	4
<b>Total</b>		<b>135</b>

## Secteur ornemental

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes introduites en 2014
Anthura BV	Pays-Bas	132
Fides BV	Pays-Bas	48
Dümmen Group GmbH	Allemagne	47
Vletter & Den Haan Beheer BV	Pays-Bas	43
Nils Klemm	Allemagne	39
Poulsen Roser A/S	Danemark	39
Terra Nova Nurseries Inc.	États-Unis	39
Syngenta Crop Protection AG	Suisse	38
Testcentrum voor Siergewassen BV	Pays-Bas	38
Deliflor Royalties BV	Pays-Bas	31
Dekker Breeding BV	Pays-Bas	27
Piet Schreurs Holding BV	Pays-Bas	27
De Ruiter Intellectual Property BV	Pays-Bas	26
Suntory Flowers Limited	Japon	25
Van Zanten Plants BV	Pays-Bas	24
<b>Total</b>		<b>623</b>

Les demandeurs hors Union européenne doivent nommer un mandataire dont le siège social ou le domicile se situe dans l'Union européenne pour traiter leurs demandes. Parfois, certaines sociétés mères situées hors des frontières de l'Union européenne désignent leur filiale dans l'Union européenne; c'est notamment le cas de Pioneer et Syngenta. Les

demandeurs ressortissants de l'Union européenne n'ont pas cette obligation; toutefois, certains choisissent de confier la procédure de demande à un agent externe. En 2014, 1 740 demandes (soit 47,9 %, contre 42,3 % en 2013) ont été déposées par 159 mandataires. Le tableau ci-dessous reprend les 15 mandataires les plus actifs en 2014, avec au total 1 155 demandes déposées (contre 801 en 2013).

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes déposées en 2014
Royalty Administration International CV	Pays-Bas	279
Pioneer Génétique SARL	France	261
Syngenta Seeds BV	Pays-Bas	124
Deutsche Saatgutgesellschaft mbH Berlin	Allemagne	85
Limagrain Europe SA	France	58
Hortis Holland BV	Pays-Bas	54
Hans-Gerd Seifert	Allemagne	42
Van Zanten Breeding BV	Pays-Bas	41
Plantipp. BV	Pays-Bas	40
Syngenta UK Ltd	Royaume-Uni	37
Limagrain Nederland BV	Pays-Bas	33
Ronald Houtman Sortimentsadvies	Pays-Bas	31
Syngenta Luxembourg SAS	France	25
Moerheim New Plant BV	Pays-Bas	24
CNB (UA)	Pays-Bas	21
<b>Total</b>		<b>1 155</b>

#### 10.2.1.1. Espèces ornementales

Représentant 49,2 % du nombre de demandes reçues en 2014, le secteur ornemental continue de former le plus grand groupe de demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Si, au début des activités de l'Office, la part des espèces ornementales dépassait largement 60 %, elle est à présent d'environ 50 %. Cette évolution peut être imputée à une hausse dans les autres secteurs de culture (en particulier pour les cultures agricoles). Plusieurs autres raisons peuvent toutefois être avancées pour justifier cette chute du nombre de demandes: la fusion d'entreprises, la décision de ne pas protéger certaines variétés ou le choix de ne protéger que quelques variétés d'un ensemble donné, la décision de solliciter la protection offerte par un autre régime — brevet (lorsque c'est possible)



Essais DHS sur *Phalaenopsis*, Pays-Bas



Essais DHS sur *Vanda*, Pays-Bas



ou marque. De même, dans la mesure où les obtenteurs de variétés ornementales sont principalement des petites ou moyennes entreprises, le coût de la protection d'une variété représente une part plus élevée du budget que pour les grands acteurs.

L'une des particularités du secteur ornemental est la grande diversité des espèces. Pour bon nombre d'entre elles, le nombre de demandes est relativement bas.

Le tableau 1 présente les dix espèces ornementales les plus importantes quant au nombre de demandes reçues ces cinq dernières années. Les variations de l'importance de ces espèces sont, pour la plupart, fortuites — exception faite des orchidées. De même, en 2014, les roses et les chrysanthèmes sont restés, de loin, les espèces les plus importantes.

**Tableau 1 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principaux groupes d'espèces ornementales de 2010 à 2014, avec un total couvrant les années 1995 à 2014**

Espèces	2010	2011	2012	2013	2014	Total (1995-2014)
<i>Rosa</i> L.	200	239	131	231	181	3 696
<i>Chrysanthemum</i> L.	175	153	146	120	167	3 119
<i>Pelargonium</i> L'Her. Ex Aiton	44	74	45	58	32	1 450
<i>Calibrachoa</i> Llave & Lex. et <i>Petunia</i> Juss.	77	58	54	48	88	1 204
<i>Lilium</i> L.	55	63	37	68	86	1 121
<i>Gerbera</i> L.	37	58	36	47	48	997
<i>Impatiens</i> L.	30	22	17	8	12	934
<i>Phalaenopsis</i> Blume et <i>x Doritaenopsis</i> hort.	85	84	47	110	113	882
<i>Dianthus</i> L.	61	30	54	34	40	854
<i>Anthurium andraeanum</i> Linden ex Andre	47	29	19	44	38	545
<b>Total</b>	<b>811</b>	<b>810</b>	<b>586</b>	<b>768</b>	<b>805</b>	

L'Office peut fonder sa décision d'octroyer une protection communautaire d'obtention végétale sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection d'obtention végétale dans un État membre de l'UE. Ces reprises de rapports concernent moins de 5 % des variétés ornementales, ce qui représente un pourcentage nettement moins élevé que pour les variétés potagères ou agricoles, du fait de l'absence, pour les variétés ornementales, de toute obligation d'inscription nationale officielle avant la commercialisation.

L'introduction, en 2010, du principe selon lequel un office d'examen compétent peut être habilité pour l'examen DHS d'une espèce, du moment qu'il satisfait aux exigences de qualité, a engendré une situation dans laquelle, pour un certain nombre d'espèces ornementales, plusieurs offices d'examen sont désormais habilités à pratiquer l'examen DHS. Alors que, par le passé, il existait une situation de centralisation des essais, l'OCV doit désormais désigner l'office d'examen qui sera chargé d'examiner une variété candidate donnée. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration de l'Office a étendu les critères que l'OCV est tenu d'appliquer. Les experts en variétés ornementales ont néanmoins souhaité une meilleure centralisation eu égard aux espèces, et le conseil d'administration a confié à l'Office le soin d'élaborer une proposition. Les délibérations concernant une nouvelle centralisation des cultures enregistrant un faible nombre de demandes ont débuté en 2014.

### 10.2.1.2. Espèces agricoles

Le nombre de demandes déposées en 2014 dans le secteur agricole représente une augmentation de 28,3 % par rapport à 2013. En 2014, les variétés agricoles représentaient 24 % de toutes les demandes. Les 1 027 demandes reçues représentent le chiffre le plus important jamais enregistré pour ce secteur.

Le tableau 2 ci-dessous indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2010, ainsi que le chiffre total pour les années 1995-2014.

**Tableau 2 — Nombre de demandes reçues pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2010**

	2010	2011	2012	2013	2014	Total (1995-2014)
Toutes espèces agricoles	719	874	781	800	1 027	12 418

Le tableau 3 indique le nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles pendant les cinq dernières années.

**Tableau 3 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles de 2010 à 2014, avec un total couvrant les années 1995 à 2014**

Espèces	2010	2011	2012	2013	2014	Total (1995-2014)
<i>Zea mays</i> L.	220	264	215	147	333	3 843
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	92	115	83	129	139	1 482
<i>Solanum tuberosum</i> L.	63	80	75	77	72	1 372
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	75	71	107	82	115	1 110
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	56	60	72	85	73	1 054
<i>Helianthus annuus</i> L.	66	73	42	67	82	810
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	7	18	17	22	18	298
<i>Lolium perenne</i> L.	19	30	20	43	18	287
<i>Triticum durum</i> Desf.	14	32	18	15	23	268
<i>Pisum sativum</i> L.	13	8	3	9	15	251
<b>Total</b>	<b>625</b>	<b>751</b>	<b>652</b>	<b>676</b>	<b>888</b>	



Essais DHS sur la pomme de terre, Allemagne



Essais DHS sur le riz, Bulgarie

Comme au cours des années précédentes, le maïs reste l'espèce la plus importante dans le secteur agricole, même si le nombre de demandes pour cette espèce a diminué en 2013. Toutefois, étant donné que la part du maïs dans les 227 demandes supplémentaires reçues en 2014 est très importante, on pourrait en conclure qu'il s'agit des variétés pour lesquelles les demandes n'ont pas été envoyées en 2013, mais seulement en 2014. Les demandes pour le blé augmentent. Celles pour le colza augmentent sensiblement, peut-être en raison de la part de marché accrue des variétés hybrides par rapport aux variétés conventionnelles. Les obtenteurs demandent la protection non seulement pour la variété hybride, mais aussi pour ses lignées parentales. Les demandes pour la pomme de terre sont restées stables à un niveau élevé. Les demandes pour l'orge ont augmenté par rapport à l'année précédente. Celles pour le tournesol ont également augmenté. Une adaptation des lignées conventionnelles aux résistances peut être observée pour cette espèce, notamment à Orobanche ou certains herbicides. Le pois a remplacé le riz à la dixième position.

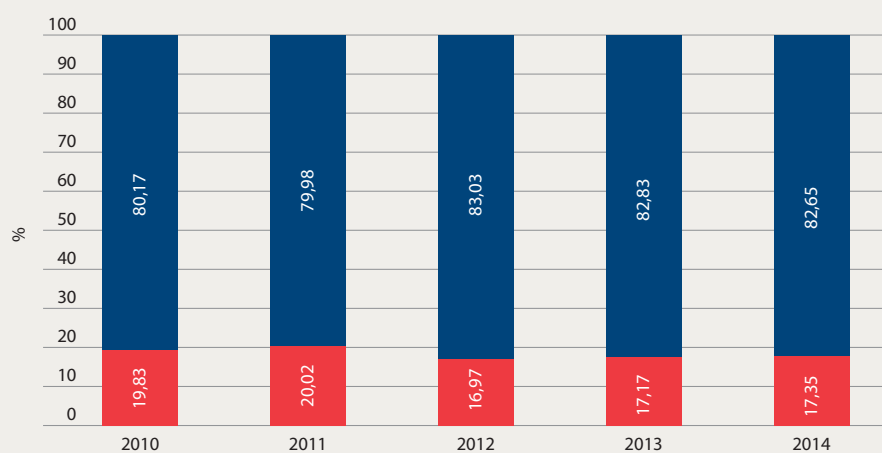
Bien que le secteur agricole ait connu diverses fusions d'entreprises, le nombre de demandes est en constante augmentation. Cela indique qu'une réduction du nombre d'acteurs dans ce secteur n'implique pas nécessairement une réduction de la production des obtenteurs. Dans ce cas-ci, le contraire se produit.

Étant donné que la vaste majorité des demandes font référence à des espèces relevant des directives de l'Union européenne sur les semences, environ 77,4 % des variétés pour lesquelles une demande de PCOV est déposée ont en réalité déjà été soumises à un examen DHS — ou sont en train de le passer — au moment du dépôt de la demande. L'Office peut ainsi reprendre le rapport DHS produit par les offices d'examen habilités, conformément à l'article 27 du règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission du 17 septembre 2009 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales, à condition que ce rapport constitue une base suffisante pour prendre une décision. Dans le cas contraire, l'Office organise un examen technique auprès d'un office d'examen habilité (voir le graphique 4).

#### Graphique 4

Évolution (en pourcentage) du ratio des examens techniques par rapport aux reprises de rapports DHS dans le secteur agricole (2010-2014)

■ Examens techniques  
■ Reprises de rapports



### 10.2.1.3. Espèces potagères

L'année 2014 a enregistré un nombre de nouvelles demandes légèrement inférieur au nombre record de 2013 pour le secteur potager. Toutefois, étant donné que le nombre de demandes avait augmenté de 31 % en 2013, il aurait été difficile de suivre cette tendance en 2014. Il est encourageant de constater que les 564 nouvelles demandes pour des variétés potagères reçues par l'OCW en 2014 représentaient malgré tout le deuxième chiffre record annuel (accusant uniquement 23 demandes de moins qu'en 2013). Il semblerait que l'OCW puisse désormais escompter un nombre régulier de demandes largement supérieur à 500. Une telle réussite aurait été inimaginable au début de la décennie, lorsque le nombre de demandes pour les espèces potagères se situait constamment aux alentours de 400. Comme cela a été expliqué plus haut dans ce chapitre, le secteur potager est connu pour son nombre élevé de demandes concentrées dans quelques entreprises, ce qu'illustre le fait que quatre des dix principaux demandeurs, toutes semences confondues, sont des entreprises de semences potagères.

Les demandes de protection de variétés potagères hybrides ont atteint un chiffre record en 2014, ce qui signifie que les entreprises de semences accordent une grande importance à la protection de la propriété intellectuelle garantie par la protection communautaire des obtentions végétales, outre la protection (disjonction) biologique intégrée de l'hybride même. Une telle protection est indispensable dans la lutte contre la propagation des variétés hybrides à l'aide de techniques de multiplication végétative sophistiquées.

L'année 2014 devait être celle au cours de laquelle la laitue perdrait enfin son titre de principale espèce potagère en matière de demandes annuelles. Cela a effectivement semblé être le cas durant pratiquement toute l'année, puisque la tomate a pris la tête de la course en janvier. Toutefois, dans la dernière ligne droite, la laitue l'a dépassée et est parvenue à conserver son titre, quoique avec un écart de seulement quatre demandes. Reste à voir si, en 2015, la laitue sera enfin détrônée par sa rivale la tomate. Par ailleurs, à l'instar de ces dernières années, le melon, le poivron et le concombre ont continué de se disputer les troisième, quatrième et cinquième positions du classement des espèces potagères.

**Tableau 4 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces potagères de 2010 à 2014, avec un total couvrant les années 1995 à 2014**

Espèces	2010	2011	2012	2013	2014	Total (1995-2014)
<i>Lactuca sativa</i> L.	127	118	104	135	132	1 750
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	40	72	71	129	128	806
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	16	28	25	10	18	449
<i>Pisum sativum</i> L.	17	27	24	24	19	385
<i>Capsicum annuum</i> L.	37	38	33	48	36	366
<i>Cucumis melo</i> L.	29	20	20	41	48	271
<i>Cucumis sativus</i> L.	13	21	22	44	30	271
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	1	10	4	17	7	219
<i>Cichorium endivia</i> L.	6	12	16	11	11	160
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC.	3	3	4	5	14	149
<b>Total</b>	<b>289</b>	<b>349</b>	<b>323</b>	<b>464</b>	<b>443</b>	

Dans le secteur potager, une partie substantielle du second semestre de l'année a été consacrée à l'organisation de la réunion annuelle des experts en espèces potagères, qui, pour la première fois, s'est tenue hors des locaux de l'OCW. Cette réunion a eu lieu à Valence (Espagne) les 22 et 23 octobre et l'occasion a également été saisie pour organiser, la veille (21 octobre), une journée portes ouvertes des espèces potagères dans les locaux de l'office d'examen espagnol. Ces deux événements sont expliqués en détail aux sections 10.2.3.2.3 et 14.2.1 du présent rapport annuel. Il s'agissait de la troisième journée portes ouvertes de ce type organisée par l'OCW en collaboration avec l'un de ses offices d'examen; elle faisait suite à des manifestations similaires organisées au Naktuinbouw à Roelofarendsveen (Pays-Bas, 2008) et au GEVES à Brion (France, 2010).

La poursuite des discussions sur les caractères de résistance aux maladies a débouché sur la présentation aux experts d'une proposition de l'OCW visant à établir une période de rodage de cinq ans pour tout nouveau caractère de résistance aux maladies signalé par un astérisque ajouté aux protocoles techniques de l'OCW pour les espèces potagères. Les experts ont approuvé la proposition, qui sera formellement présentée au conseil d'administration de l'OCW pour adoption en 2015. Toujours sur ce thème, les experts ont également convenu de prévoir, lors de la révision d'un protocole de l'OCW pour les espèces potagères, une analyse détaillée des caractères existants de résistance aux maladies signalés par un astérisque pour déterminer s'ils doivent rester obligatoires; cela s'applique en particulier aux caractères qui ne sont pas accompagnés d'un astérisque équivalent dans les principes directeurs correspondants de l'UPOV pour ces mêmes espèces.

Un autre point de controverse à nouveau soulevé après une interruption de huit ans concernait la différenciation entre oignons et échalotes. L'OCW a été contacté à la fin de 2013 par l'association nationale française des échalotes, qui déplorait que le protocole technique TP/46/2 de l'OCW pour la variété *Allium cepa* ne soit pas efficace à la lumière des variétés d'échalotes multipliées par semences récemment enregistrées. Après consultation de la Commission européenne, l'OCW a décidé d'étudier la question en détail en établissant des essais sur le terrain complexes en collaboration avec le GEVES et le Naktuinbouw, où les essais sur les échalotes seraient réalisés en parallèle. Deux visites sur site et deux réunions distinctes d'un groupe de travail technique composé d'experts de l'OCW, du GEVES et du



Essais DHS sur le concombre, Espagne



Essais DHS sur la carotte, Pays-Bas



**Tableau 5** — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces fruitières de 2010 à 2014, avec un total couvrant les années 1995 à 2014

Espèces	2010	2011	2012	2013	2014	Total (1995–2014)
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	68	54	46	43	71	796
<i>Fragaria x ananassa</i> Duchesne ex Rozier	25	35	31	39	44	500
<i>Malus domestica</i> Borkh.	19	17	27	15	27	426
<i>Prunus armeniaca</i> L.	7	7	27	11	18	239
<i>Vitis</i> L.	15	15	10	34	9	180
<i>Rubus idaeus</i> L.	5	9	22	13	13	139
<i>Vaccinium</i> L.	4	8	23	19	20	121
<i>Prunus salicina</i> Lindl.	6	3	3	8	4	103
<i>Prunus avium</i> (L.) L.	13	1	7	4	1	97
<i>Rubus</i> subg. <i>Eubatus</i> sect. <i>Moriferi</i> & Ursini	1	2	4	6	5	71
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>151</b>	<b>200</b>	<b>192</b>	<b>212</b>	

Naktuinbouw ont eu lieu à Brion (France) et à Roelofarendsveen (Pays-Bas) dans le courant de l'été afin d'analyser la situation. Les améliorations à apporter au protocole technique TP/46/2 susmentionné ont déjà été identifiées par le groupe de travail, mais les travaux sur ce point devront se poursuivre en 2015 de telle sorte que des propositions de solutions puissent être soumises aux autorités françaises, néerlandaises et européennes compétentes.

Enfin, l'OCW a déjà commencé, durant le second semestre de 2014, les préparatifs pour l'organisation de la 49<sup>e</sup> réunion annuelle du groupe de travail technique de l'UPOV pour les espèces potagères (TWW/49), qui se tiendra à Terra Botanica, à côté d'Angers, du 14 au 19 juin 2015.

#### 10.2.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV introduites en 2014 est resté à un niveau élevé. Avec 249 demandes, il s'agissait du deuxième meilleur résultat annuel dans le secteur. Plus de 85 % des demandes concernaient des variétés de dix espèces. Les trois principales espèces en 2014 étaient la pêche, la fraise et la pomme. Les demandes pour la vigne ont enregistré une baisse significative par rapport aux années précédentes.



Mûre



Essais DHS sur les mandarines, Espagne

Les discussions avec les parties prenantes du secteur fruitier se sont poursuivies en 2014, en ce qui concerne la façon d'optimiser l'examen DHS pour ce secteur. Elles ont essentiellement porté sur l'échange international de rapports, l'échange d'informations, la demande d'échantillons de fruits avant plantation de l'essai, la nécessité de collections de référence pour les petites espèces, la réalisation des examens sur le site de l'obteneur et une éventuelle poursuite de l'harmonisation des examens au moyen du test d'étalonnage.

Dans le courant de l'année, l'harmonisation entre les offices d'examen habilités a été renforcée au niveau des exigences relatives à la soumission de matériel végétal pour certaines cultures. Ces travaux se poursuivront en 2015, en particulier pour ce qui est des exigences phytosanitaires pour le matériel végétal à présenter pour l'examen.

Un événement notable en 2014, auquel le secteur fruitier et l'unité juridique de l'OCW ont consacré beaucoup de temps, a été l'analyse et la préparation de la décision relative à la demande 2011/1544 pour la variété de clémentines «Tang Gold», elle-même issue d'une mutation induite de la variété «Nadorcott» protégée par une PCOV. Cette demande a fait l'objet de diverses objections pour motifs techniques et juridiques de la part des parties intéressées à la procédure. En 2014, une visite orchestrée sur le site des examens DHS et une audition de toutes les parties concernées ont eu lieu. Une décision positive a été prise en faveur de l'octroi d'une PCOV pour la variété «Tang Gold» le 24 octobre.

#### 10.2.1.5. Origine des demandes

Depuis sa création, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Presque chaque année, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues émanaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par la France, les États-Unis et l'Allemagne. En 2014, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. Le tableau ci-après présente une vue d'ensemble du nombre de demandes provenant des différents pays européens en 2014.

**Tableau 6 — États membres de l'UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2014**

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2014
Pays-Bas	1 324
France	463
Allemagne	376
Danemark	139
Royaume-Uni	122
Espagne	84
Italie	81
Belgique	61
Suède	22
Pologne	21
Autriche	18
Slovaquie	10
République tchèque	4
Irlande	3
Grèce	2
Portugal	2
Lettonie	1



Le tableau 7 présente le nombre de demandes issues des pays hors Union européenne.

**Tableau 7 — Pays hors UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2014**

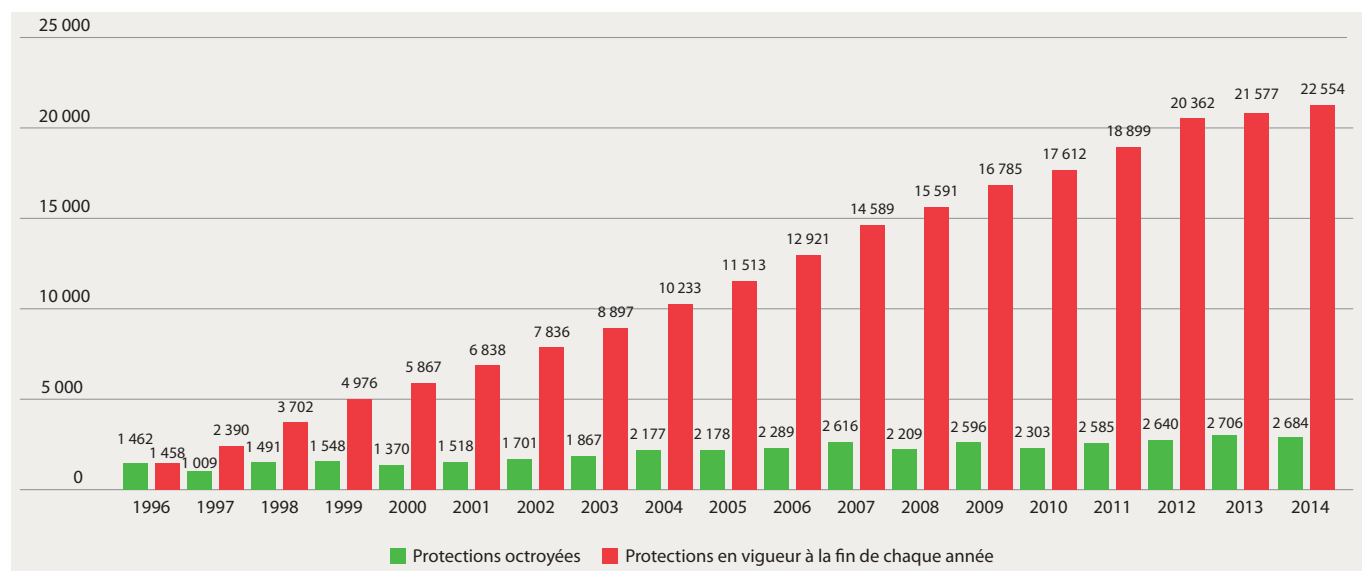
Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2014
États-Unis	462
Suisse	206
Japon	68
Israël	36
Australie	23
Nouvelle-Zélande	20
Argentine	16
Afrique du Sud	16
Thaïlande	16
Taiwan	11
Canada	5
Inde	3
Brésil	2
Corée du Sud	2
Biélorussie	1
Chili	1
Chine	1
Costa Rica	1
Gibraltar	1
Jamaïque	1
Turquie	1

### 10.2.2. Octroi des protections

En 2014, l'Office a octroyé 2 684 titres de protection communautaire, ce qui représente le deuxième nombre le plus élevé de protections jamais octroyées par l'OCW au cours d'une année civile. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2014) est publiée sur le site internet de l'Office, en annexe au présent rapport annuel.

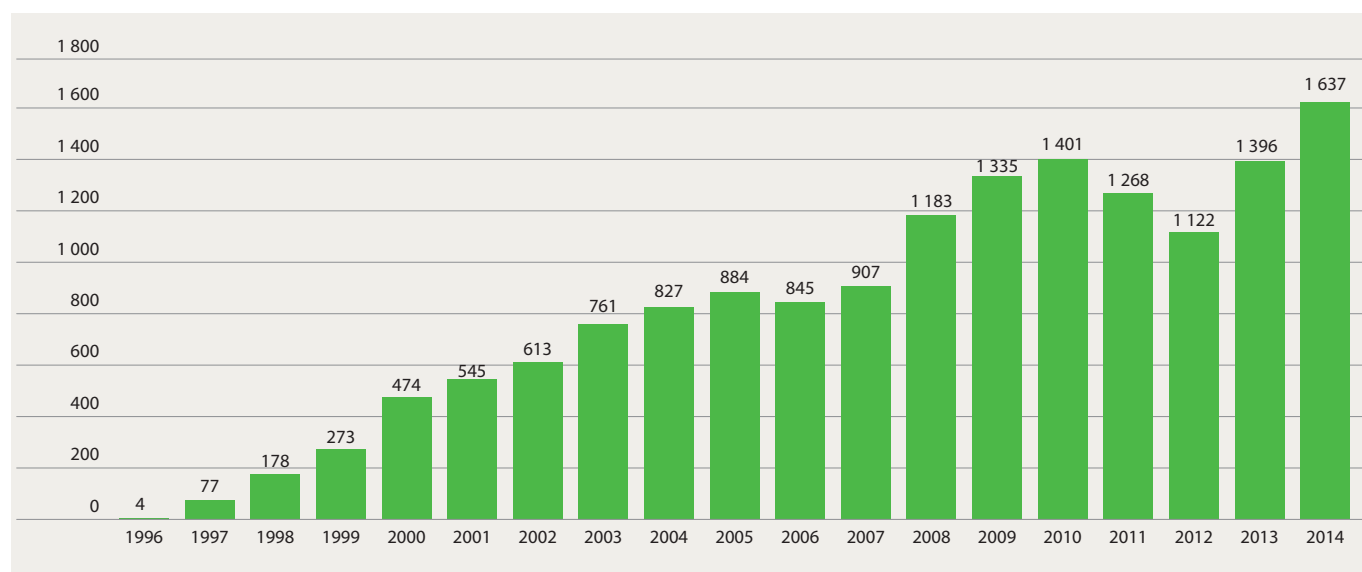
À la fin de l'année 2014, 22 554 titres de protection communautaire étaient en vigueur. Le graphique 5 présente le nombre de titres octroyés par année de 1996 à 2014 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

**Graphique 5** — Protections communautaires des obtentions végétales octroyées et protections en vigueur à la fin de chaque année par rapport à celles octroyées par an (1996-2014)

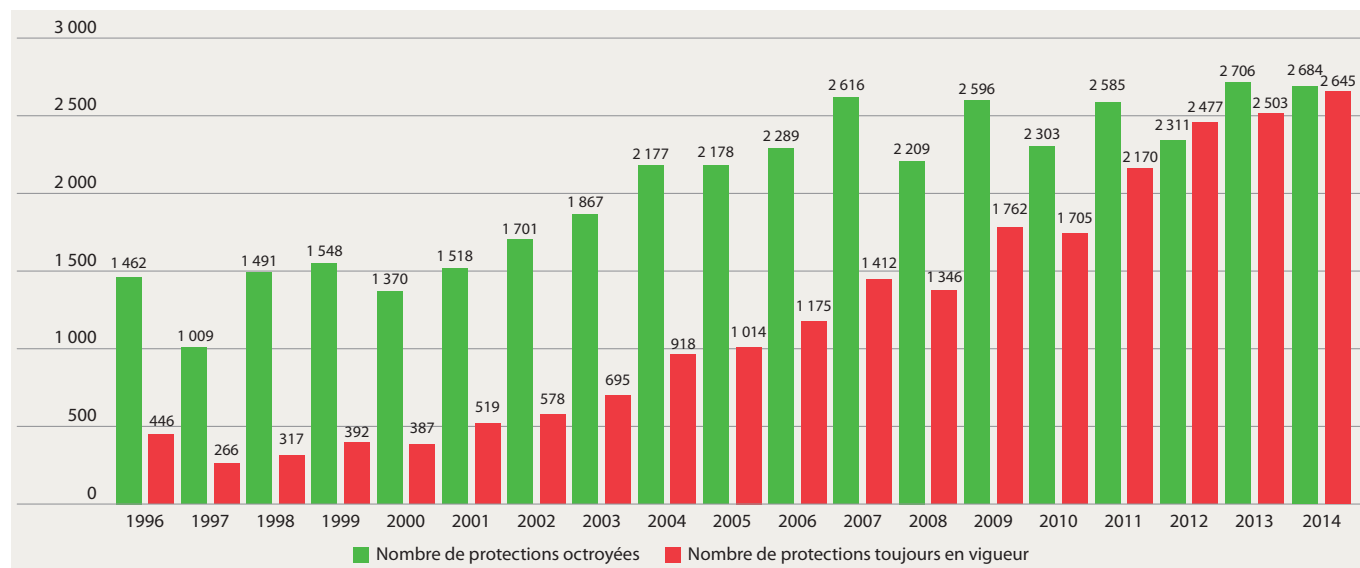


L'évolution du nombre de titres de protection communautaire des obtentions végétales en vigueur doit être considérée en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 6). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons. Dans la mesure où les variétés plus anciennes sont remplacées par de nouvelles variétés, le nombre d'abandons devrait approcher le nombre des demandes. L'augmentation régulière des abandons n'est donc pas surprenante. Après une chute importante des abandons en 2011 et 2012, une augmentation attendue de leur nombre a été observée en 2013 et 2014.

**Graphique 6** — Nombre d'abandons de PCOV (1996-2014)



**Graphique 7** — Nombre de protections octroyées chaque année de 1996 à 2014 et, parmi celles-ci, nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2014



Le graphique 7 présente le nombre de protections octroyées de 1996 à 2014 et le nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2014. De nombreuses protections sont abandonnées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas encore assez ancien pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est-à-dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il s'agira d'un pourcentage relativement faible de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Ils suggèrent également que la période actuelle de protection est globalement bien adaptée aux besoins des obtenteurs.

À la fin de l'année 2014, sur les 38 950 protections octroyées au total, 22 554 (57,9 %) étaient toujours en vigueur. Le tableau 8 indique que les variétés fruitières sont généralement conservées protégées plus longtemps et que, dans chaque secteur de culture, la situation varie d'une espèce à l'autre. De nombreuses raisons peuvent expliquer ce phénomène, notamment un changement des préférences des consommateurs, les tendances en matière d'obtention, des différences d'intensité dans les activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires pour développer de nouvelles variétés ou — comme on peut le présumer pour les *Phalaenopsis* — leur essor plutôt récent dans le domaine de l'obtention végétale.

**Tableau 8 — Proportion des protections octroyées toujours en vigueur au 31 décembre 2014**

Secteur de culture	Espèces	Proportion (%)
<b>Agricole</b>		<b>63</b>
	<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	56
	<i>Zea mays</i> L.	57
	<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	62
	<i>Solanum tuberosum</i> L.	69
	<i>Festuca rubra</i> L.	88
<b>Potager</b>		<b>69</b>
	<i>Cichorium endivia</i> L.	52
	<i>Lactuca sativa</i> L.	59
	<i>Solanum Lycopersicum</i> L.	74
	<i>Capsicum annuum</i> L.	76
	<i>Daucus carota</i> L.	81
<b>Ornemental</b>		<b>52</b>
	<i>Gerbera</i> L.	24
	<i>Chrysanthemum</i> L.	46
	<i>Rosa</i> L.	51
	<i>Phalaenopsis</i> Blume & <i>Doritaenopsis</i> hort.	69
	<i>Clematis</i> L.	89
<b>Fruitier</b>		<b>79</b>
	<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	67
	<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	76
	<i>Prunus domestica</i> L.	81
	<i>Malus domestica</i> Borkh.	80
	<i>Prunus avium</i> (L.) L.	90

### 10.2.3. Examens techniques

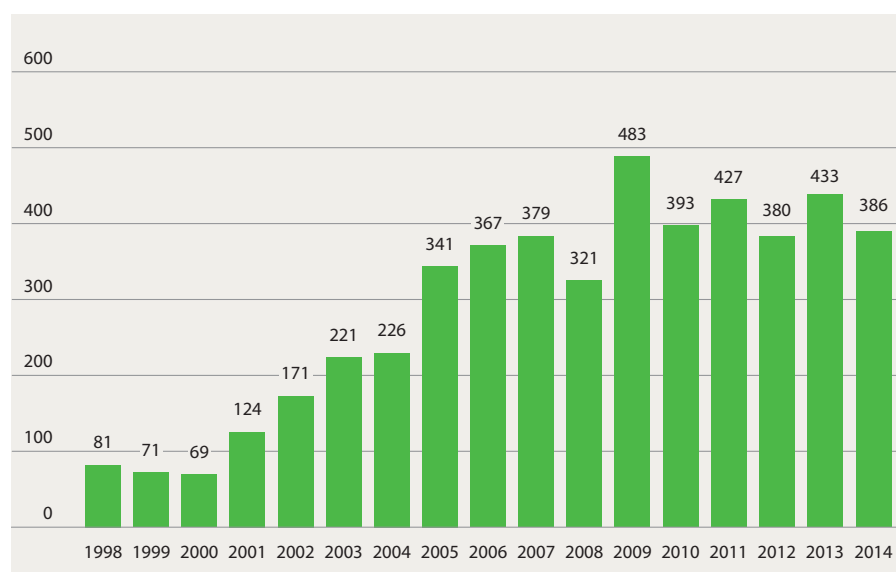
En 2014, l'OCW a engagé 2 201 examens techniques, soit 117 de plus qu'en 2013. L'augmentation est bien sûr liée au nombre croissant des demandes. En ce qui concerne les cultures potagères et agricoles, un grand nombre d'examens techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Pour autant que ces examens techniques aient été réalisés par un office d'examen habilité, l'OCW peut fonder sa décision d'octroyer la protection communautaire des obtentions végétales sur l'examen technique réalisé dans le cadre d'une demande nationale.

### 10.2.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales de nombreux pays dans le monde fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCV (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 8 illustre le nombre de rapports mis par l'Office à la disposition des autorités nationales.

**Graphique 8**

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2014)



À la fin de 2014, l'Office avait vendu 4 874 rapports techniques à 52 pays. Au cours de cette année, l'Amérique du Sud est restée la région introduisant le plus de demandes (tableau 9). D'une manière générale, la plupart des demandes concernent des variétés ornementales. En 2014, l'Office a reçu 499 demandes, un nombre de loin inférieur à celui de l'année 2013, au cours de laquelle 695 demandes avaient été introduites.

L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports. Les pays demandeurs peuvent soit payer cette taxe directement à l'OCV, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans son pays. Le rapport est toujours envoyé directement aux autorités nationales.

**Tableau 9 — Liste des 10 pays ayant acheté le plus de rapports techniques DHS à l'OCV (1998-2014)**

Pays	Nombre de rapports achetés
Israël	564
Brésil	511
Colombie	483
Équateur	438
Suisse	362
Canada	279
Kenya	248
Norvège	242
France	219
Nouvelle-Zélande	218

### **10.2.3.2. Relations avec les offices d'examen**

#### **10.2.3.2.1. Dix-huitième réunion annuelle avec les offices d'examen**

En décembre 2014, l'Office a organisé sa dix-huitième réunion annuelle avec les offices d'examen, à laquelle ont également assisté des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations d'obteneurs, la Ciopora, l'ESA et Plantum. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- la présentation d'une nouvelle configuration du réseau des agents de liaison techniques (voir aussi la section 10.2.4);
- les différences entre les informations fournies dans les documents de demande (questionnaire technique) et l'apparence des plantes dans l'examen DHS;
- la révision du modèle pour les protocoles techniques appliqués pour l'examen DHS;
- le réexamen de la procédure formelle d'approbation des caractères supplémentaires pour établir la distinction des variétés;
- la centralisation de l'examen DHS des espèces ornementales enregistrant un faible nombre de demandes (les espèces réputées petites);
- les possibilités de coopérer avec les autorités des pays membres de l'UPOV non membres de l'UE dans l'échange de rapports d'examens techniques;
- la réalisation des examens techniques DHS sur le site de l'obteneur dans le secteur fruitier;
- le lancement de l'examen technique pour les demandes déposées en ligne immédiatement après une date de clôture des demandes si l'Office n'est pas ouvert pour recevoir les documents ce jour-là;
- une nouvelle politique de l'Office pour la facturation de la taxe d'examen pour le cycle de croissance suivant;
- la mise à jour des descriptions variétales;
- la révision des exigences auxquelles doit satisfaire un office d'examen avant de pouvoir être habilité à réaliser les examens techniques;
- le rôle de l'office d'examen dans l'apport d'informations sur la nouveauté, l'éligibilité des dénominations variétales et le droit à la protection communautaire des obtentions végétales ou divers aspects concernant le principe «une clé ouvre plusieurs portes» (selon lequel un seul examen DHS serait suffisant pour l'inscription sur une liste officielle et pour l'octroi de la protection de l'obtention végétale);
- différents points juridiques, tels que des changements dans les procédures de réception.

Les participants ont, en outre, été informés de l'état d'avancement des projets de R & D et des projets informatiques, tels que l'échange électronique de documents avec les offices d'examen, le projet pilote de partage du système de demande en ligne, l'intégration des marques dans la base de données Variety Finder de l'OCW et les honoraires d'audit.

#### 10.2.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2014, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour les essais DHS. Ceux-ci ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration ou devraient l'être en 2015. Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: en 2014, les protocoles techniques révisés pour le blé dur et le lin/les graines de lin ont été adoptés. La discussion sur les protocoles s'est poursuivie pour les espèces d'orge et d'avoine. Sur la base d'une décision du conseil d'administration invitant l'Office à couvrir, à l'aide d'un protocole technique, un nombre maximal des espèces relevant également des directives sur les semences, l'OCVV a engagé des discussions sur de nouveaux protocoles techniques pour les espèces suivantes: le soja, le coton, la fétuque des prés ou fétuque élevée, la féverole et la vesce commune;
- experts en espèces fruitières: en 2014, aucun protocole technique n'a été adopté. La discussion sur les protocoles s'est poursuivie pour les porte-greffes de *Prunus* et pour les pêcheurs. La révision partielle du protocole technique pour les pêcheurs a fait l'objet de discussions en vue de son adoption par le conseil d'administration en mars 2015;
- experts en espèces potagères: approbation en 2014 des protocoles techniques pour l'endive et la pastèque et de la révision partielle du protocole pour la courge/courgette, et création d'un nouveau protocole technique pour le porte-greffe de tomate. En octobre 2014, des discussions ont eu lieu sur la création de nouveaux protocoles pour la bette à cardes, le chou-navet, le potiron et le salsifis noir, la révision du protocole pour la ciboulette et la révision partielle des protocoles pour le radis, le pois et la courgette. Tous ces protocoles devraient être approuvés en mars 2015;
- experts en espèces ornementales: les protocoles techniques nouvellement établis pour les *Canna*, *Vriesea*, *Mandevilla* et *Hosta* devraient être adoptés en mars 2015.

#### 10.2.3.2.3. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts agricoles se sont tenues en 2014. La première a été organisée, en juin, à Magdebourg (Allemagne) dans le cadre de l'examen DHS de la pomme de terre et pour poursuivre les discussions dans le cadre du projet de R & D intitulé «Base de données commune sur les pommes de terre». Neuf offices d'examen y ont participé.



Collection vivante de tulipes, Pays-Bas



La seconde a eu lieu en octobre, à Angers (France). Elle avait pour objectif la préparation des révisions des protocoles techniques pour l'orge et l'avoine et des discussions sur les versions préliminaires des nouveaux protocoles techniques pour le soja, le coton, la fétuque des prés ou fétuque élevée, la féverole et la vesce commune.

D'autres thèmes ont été repris, notamment les questions relatives aux nouveaux caractères dans le protocole technique pour l'orge, et en particulier les variétés d'orge de printemps, dont le critère de distinction est difficile à établir.

En ce qui concerne les variétés de colza hybrides, la discussion s'est poursuivie concernant la quantité de semences à soumettre à un office d'examen pour les lignées parentales lorsque la production de semences est très coûteuse. Les obtenteurs et les offices d'examen se sont penchés sur les solutions à apporter. Le groupe de travail se réunira en 2015 pour traiter cette question.

Un autre sujet de discussion a été la question de l'application, dans la pratique, de la représentation de semences visée dans les protocoles techniques pour les céréales, en cas de problèmes d'uniformité durant l'examen DHS. Il en a résulté que les offices d'examen devraient appliquer la règle selon laquelle il existe, au terme de l'examen DHS, deux cycles de croissance indépendants allant dans la même direction, positive ou négative, pour la prise d'une décision fiable sur une demande de PCOV.

Un dernier point concernait l'accord portant sur l'extension du système de codes de l'UPOV à une troisième information concernant l'usage d'une variété, par exemple «hiver» ou «printemps», «fibre» ou «huile», etc., afin de donner davantage d'informations ou d'améliorer les fonctions de recherche de variétés.

Le groupe d'experts a bénéficié d'une brève présentation résumant l'état d'avancement de tous les projets de R & D en cours.

Une réunion des experts en espèces ornementales a eu lieu en septembre pour discuter du projet en cours de centralisation des petites espèces. Les thèmes liés à la soumission du matériel végétal, aux dates des rapports et aux procédures techniques (procédure pour les nouvelles espèces, procédure pour les caractères supplémentaires) ont été abordés. Des protocoles techniques nouveaux et révisés ont été présentés. Les experts ont fait part de leur souhait de continuer à organiser cette réunion sur une base annuelle.

Une réunion des experts en espèces fruitières s'est tenue à la fin de septembre/au début d'octobre afin de discuter des protocoles techniques révisés dans le secteur fruitier, de la poursuite de l'harmonisation des exigences de recevabilité du matériel végétal, de la faisabilité de la réduction de la durée/des coûts des examens techniques pour les espèces fruitières, du suivi de la journée portes ouvertes sur les pommes et du suivi du projet de R & D intitulé «Réduction du nombre de périodes obligatoires».

Une réunion des experts en espèces potagères a eu lieu en octobre à Valence (Espagne) pour discuter des protocoles mentionnés à la section 10.2.3.2.2, des modes opératoires définitifs concernant les examens DHS des variétés potagères dans deux endroits distincts, des questions récurrentes d'examen des résistances aux maladies (voir la section 10.2.1.3 pour plus de détails), d'une collaboration accrue entre les offices d'examen habilités pour les espèces potagères, dont l'éventuelle centralisation de certaines «petites espèces», de l'expansion des codes de l'UPOV pour la fourniture d'informations sur les types de cultures, des possibilités qui s'offrent aux obtenteurs pour modifier des informations communiquées dans le questionnaire technique à la lumière des différences constatées avec le matériel végétal soumis pour l'examen DHS, de l'état d'avancement détaillé des projets de R & D en cours intitulés «L'effet du traitement d'amorçage des semences sur l'examen DHS des variétés potagères (priming)» et «Harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères 2 (Harmores 2)».

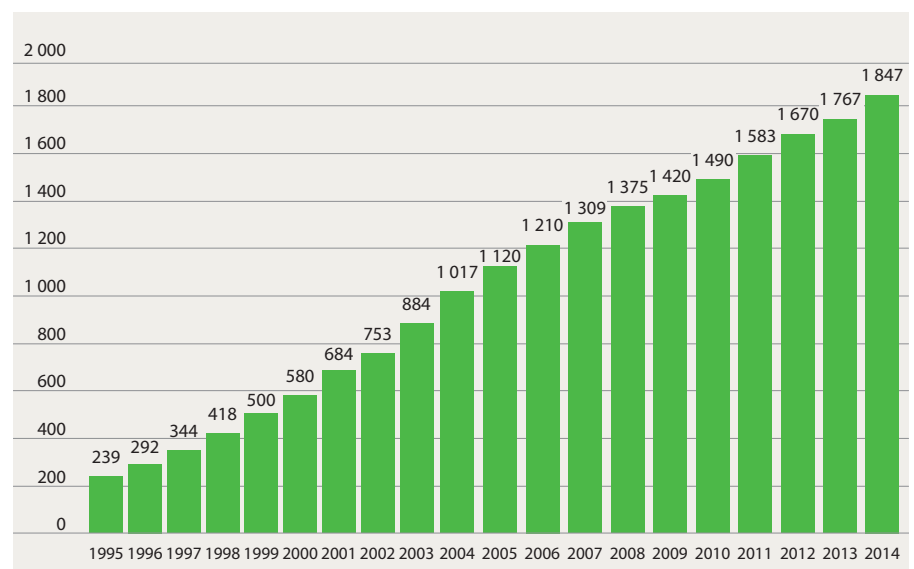
#### 10.2.3.2.4. Nouvelles espèces

En 2014, le conseil d'administration de l'OCW a habilité des offices d'examen pour un nombre de taxons botaniques issus de ce qu'on appelle les inventaires des nouvelles espèces (53 taxons différents). Le tableau 10 présente les taxons botaniques pour lesquels de nouveaux offices d'examen ont été habilités en 2014 en vue de réaliser l'examen technique (50 taxons). Le graphique 9 montre l'évolution du nombre de taxons pour lesquels l'Office a reçu des demandes de protection communautaire des obtentions végétales.

Pour la première fois, une procédure complètement informatisée a été lancée, en août 2014. Cette procédure était divisée en deux étapes: durant la première phase, pour chaque nouvelle espèce, l'agent de liaison technique peut consulter tous les documents de demandes reçus par l'OCW et indiquer si son office d'examen est disposé à être habilité pour cette espèce. Les propositions des autres offices d'examen sont déjà visibles à ce stade. Ensuite, durant la seconde phase, les offices d'examen ne peuvent pas demander une nouvelle habilitation qui

#### Graphique 9

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCW a reçu des demandes (1995-2014)



ne figurait pas dans leur liste initiale, mais peuvent retirer leurs demandes d'habilitation. Les propositions des autres offices d'examen sont toujours visibles à ce stade.

Durant la procédure de 2014, la seconde phase, qui peut être perçue comme une étape de négociation, a permis la réduction du nombre d'offices d'examen habilités pour de nouvelles espèces, afin d'éviter la décentralisation pour les petites espèces.

Grâce à ce nouvel outil, la procédure a été globalement plus efficace et plus transparente. Certaines améliorations informatiques ont été requises et mises en œuvre après le premier essai.

**Tableau 10 — Liste des nouvelles espèces confiées aux offices d'examen en 2014**

Taxons botaniques	Proposition de l'OCVV
<i>Acer longipes</i> Franch. Ex Rehder subsp. <i>Amplum</i> (Rehder) P.C.de Jong × <i>A. platanoides</i> L.	Allemagne — BSA
<i>Alternanthera philoxeroides</i> (Mart.) Griseb.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Alyssum wulfenianum</i> Willd.	Allemagne — BSA Royaume-Uni — NIAB
<i>Annona cherimola</i> Mill.	Espagne — OEVV
<i>Beschorneria yuccoides</i> K. Koch	Allemagne — BSA Hongrie — NÉBIH Pays-Bas — Naktuinbouw Royaume-Uni — NIAB
<i>Betula</i> × <i>plettkei</i> Junge ( <i>Betula nana</i> × <i>B. pendula</i> )	Royaume-Uni — NIAB
<i>Carex</i> L.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Chaenomeles speciosa</i> (Sweet) Nakai	France — GEVES Hongrie — NÉBIH Pologne — Coboru Royaume-Uni — NIAB
<i>Cirsium rivulare</i> (Jacq.) All.	Royaume-Uni — NIAB
<i>Crassula mesembryanthoides</i> (Haw.) D. Dietr	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Deutzia gracilis</i> Siebold & Zucc.	France — GEVES Hongrie — NÉBIH Pays-Bas — Naktuinbouw Royaume-Uni — NIAB
<i>Dischidia nummularia</i> R. Br.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Fargesia murielae</i> (Gamble) T. P. Yi × <i>F. nitida</i> (Mitford) Keng f. ex T. P. Yi	Allemagne — BSA
<i>Fragaria iinumae</i> Makino × <i>F. Vesca</i> L.	Allemagne — BSA
<i>Grevillea juniperina</i> R. Br. × <i>G. rhyolitica</i> Makinson	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Gypsophila muralis</i> L.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Heptacodium miconioides</i> Rehder	France — GEVES Royaume-Uni — NIAB
<i>Hylotelephium</i> L. × <i>Sedum</i> L.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Hylotelephium tatarinowii</i> (Maxim.) H. Ohba (syn. <i>Sedum tatarinowii</i> Maxim.)	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Ilex mitis</i> (L.) Radlk.	Royaume-Uni — NIAB
<i>Ligustrum lucidum</i> W. T. Aiton	Allemagne — BSA
<i>Ligustrum sinense</i> Lour.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Lophospermum erubescens</i> D. Don (syn. <i>Asarina erubescens</i> (D. Don) Pennell) × <i>Maurandya barclayana</i> Lindl. (syn. <i>Maurandya barclayana</i> Lindl.)	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Mammillaria elongata</i> DC.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Masdevallia</i> Ruiz & Pav.	France — GEVES Hongrie — NÉBIH Pays-Bas — Naktuinbouw Royaume-Uni — NIAB

<i>Nepeta × faassenii</i> Bergmans ex Stearn	Allemagne — BSA
<i>Nepeta grandiflora</i> M. Bieb.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Pachyphytum bracteosum</i> Klotzsch × <i>P. Hookeri</i> (Salm-Dyck) A. Berger	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Parrotia persica</i> (DC.) C. A. Mey.	Hongrie — NÉBIH
<i>Phlomis tuberosa</i> L.	Royaume-Uni — NIAB
<i>Phlox × procumbens</i> Lehm.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Polianthes</i> L.	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Portulaca umbraticola</i> Kunth	Royaume-Uni — NIAB
<i>Quercus rubra</i> L.	Allemagne — BSA
<i>Rehmannia angulata</i> (D.Don) Hemsl. × <i>R. Elata</i> N. E. Br.	Allemagne — BSA
<i>Ribes sanguineum</i> Pursh	Hongrie — NÉBIH
<i>Sansevieria fischeri</i> (Baker) Marais	Pologne — Coboru
<i>Siloxerus humifusus</i> Labill.	Allemagne — BSA
<i>Spathiphyllum wallisii</i> Regel	Allemagne — BSA
<i>Spiraea fritschiana</i> C. K. Schneid. × <i>S. Japonica</i> L. F.	Hongrie — NÉBIH
<i>Sutera polyantha</i> (Benth.) Kuntze	Pologne — Coboru
<i>Tagetes lemmonii</i> A. Gray × <i>T. patula</i> L.	Royaume-Uni — NIAB
<i>Thlaspi arvense</i> L.	Allemagne — BSA
<i>Ulmus davidiana</i> Planch	Hongrie — NÉBIH
<i>Veronica virginica</i> L. (synonym <i>Veronicastrum virginicum</i> (L.) Farw.)	Pays-Bas — Naktuinbouw
<i>Vitis rotundifolia</i> Michx. var. <i>rotundifolia</i> × <i>V. rupestris</i> Scheele	Royaume-Uni — NIAB
<i>Westringia fruticosa</i> (Willd.) Druce	Hongrie — NÉBIH
× <i>Oncidopsis</i> J. M. H. Shaw	Pays-Bas — Naktuinbouw
× <i>Rhodoxis hybrida</i> B. Mathew	Royaume-Uni — NIAB

#### 10.2.4. Agents de liaison techniques

L'OCW s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec ses offices d'examen et les offices nationaux des États membres. C'est la raison pour laquelle, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen. Une révision de la configuration du réseau des agents de liaison techniques est actuellement en cours.

Les principes suivants s'appliquent:

- les agents de liaison techniques sont désignés par le membre habilité du conseil d'administration;
- actuellement, chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique. Il est prévu de désigner un agent de liaison technique pour chaque office d'examen s'il en existe plus d'un dans l'État membre concerné. Il est également envisagé de désigner un agent de liaison technique pour chaque pays candidat à l'adhésion à l'UE;
- les changements d'agents de liaison techniques sont communiqués à l'OCW par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCV le nom de la personne qui s'y rendra à sa place;
- les invitations aux réunions des groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCV de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été mis sur pied, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCV pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons, à titre d'exemple:
  - les procédures relatives aux nouvelles espèces, en vue de préparer la proposition d'habilitation des offices d'examen au conseil d'administration,
  - les questionnaires concernant les dates de clôture, les exigences de qualité, les essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Des problèmes spécifiques, concernant par exemple une variété donnée, peuvent être abordés, en première instance, directement avec l'expert en culture de l'office d'examen et l'expert concerné au sein de l'OCV.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques désignés (au 31 décembre 2014) est présentée ci-dessous:

John Austin	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation Agence exécutive pour l'examen des variétés Inspection sur le terrain et contrôle des semences Bulgarie
Bronislava Bátorová	UKSUP Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles Département d'examen des variétés Slovaquie
Alexandra Chatzigeorgiou	Ministère du développement rural et de l'alimentation Centre de recherches sur les variétés des plantes cultivées Grèce
John Claffey	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche Office du contrôleur des protections d'obtention végétale Irlande
Zoltán Csurös	NÉBIH Office national de la sécurité de la chaîne alimentaire Direction de la production végétale et de l'horticulture Hongrie

Françoise De Schutter	OPRI Office de la propriété intellectuelle Belgique
Maureen Delia	Ministère des ressources et des affaires rurales Unité des semences et autres matériels de multiplication Direction de la santé des végétaux Malte
Gerhard Deneken	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche Agence danoise AgriFish Département des examens de variétés Danemark
Barbara Fürnweiger	AGES Bundesamt für Ernährungssicherheit p.A. Österreichische Agentur für Gesundheit und Ernährungssicherheit Autriche
Sigita Juciuvienė	Ministère de l'agriculture Service lituanien des végétaux Division des variétés végétales Lituanie
Sofija Kalinina	Service d'État de protection des végétaux Division de la certification des semences et de la protection des obtentions végétales Lettonie
Marcin Król	Coboru Centre de recherche pour les examens de cultivars Pologne
Paivi Mannerkorpi	Commission européenne Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire Belgique
Clarisse Maton	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France
Kyriacos Mina	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement Institut de la recherche agricole Chypre
Kaarina Paavilainen	EVIRA Autorité finlandaise de la sécurité alimentaire Finlande
Teresa Maria Pais Nogueira Coelho	DGAV Direção Geral de Alimentação e Veterinária Portugal
Laima Puur	Conseil agricole Estonie
Helena Rakovec	Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation Administration phytosanitaire de la République de Slovénie Slovénie
Mara Ramans	APHA Animal and Plant Health Agency Royaume-Uni
Mihaela Rodica Ciora	ISTIS Institut d'État des examens et de l'enregistrement des obtentions végétales Roumanie

Ivana Rukavina	Centre croate de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales Institut des semences et des plants Croatie
Beate Rücker	BSA Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	ÚKZÚZ Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles République tchèque
Luis Salaices Sánchez	OEVV Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente Espagne
Karin Sperlingsson	Office suédois de l'agriculture Division des semences Suède
Domenico Strazzulla	Ministero delle politiche agricole alimentari e forestali Dipartimento della politiche competitive del mondo rurale e della qualità Italie
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg
Kees van Ettehoven	Naktuinbouw Afdeling Rassenonderzoek Pays-Bas



# 11. DÉNOMINATIONS VARIÉTALES

## 11.1. La base de données Variety Finder de l'OCVV: évolutions récentes

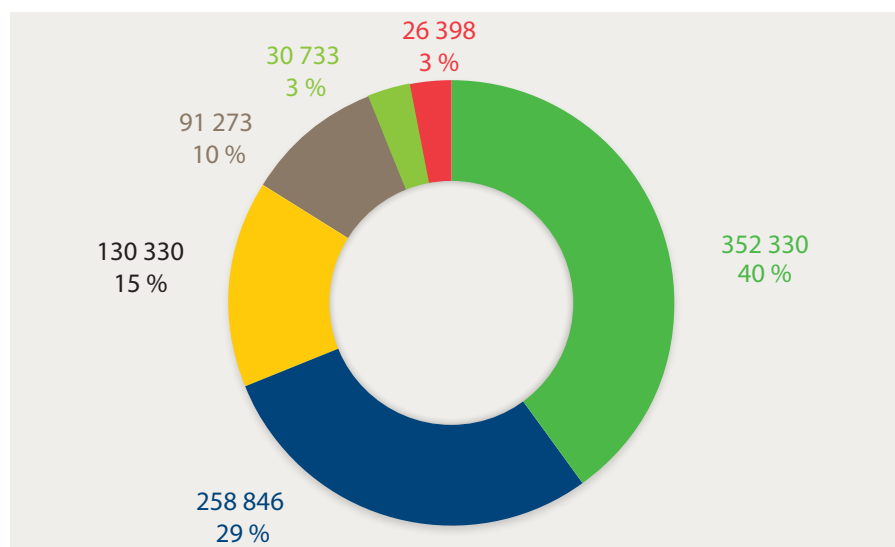
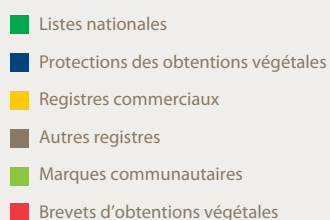
La base de données Variety Finder de l'OCVW est une base de données en ligne élaborée par l'Office en 2005 pour tester les propositions de dénominations variétales dans le cadre de la procédure d'évaluation de leur éligibilité. Elle contient des données nationales sur les variétés pour lesquelles une demande de protection des obtentions végétales a été introduite ainsi que sur celles bénéficiant déjà d'une protection, des listes nationales des espèces agricoles et potagères et certains registres commerciaux.

La base de données est librement accessible sous la rubrique «Bases de données» du site internet de l'OCVW, mais nécessite une identification. Depuis mai 2014, les marques communautaires enregistrées auprès de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) ont été incluses et mises à jour quotidiennement dans la base de données. Ces marques sont enregistrées dans la classe 31 de l'accord de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, qui contient les végétaux vivants. Lorsque les utilisateurs testent une proposition de dénomination variétale, des marques identiques ou similaires apparaissent dans une couleur différente.

Au total, la base de données Variety Finder comporte à ce jour plus de 889 000 dénominations issues des États membres de l'Union européenne et des pays membres de l'UPOV. Le graphique 10 ci-dessous montre une vue d'ensemble du contenu de la base de données avec le nombre d'enregistrements par type de registre.

Ce système comporte un outil de recherche fréquemment utilisé par des utilisateurs de 62 pays du monde entier. Le nombre de clients de l'OCVW ayant utilisé cet outil en 2014 a augmenté (+ 11 %) par rapport à l'année précédente.

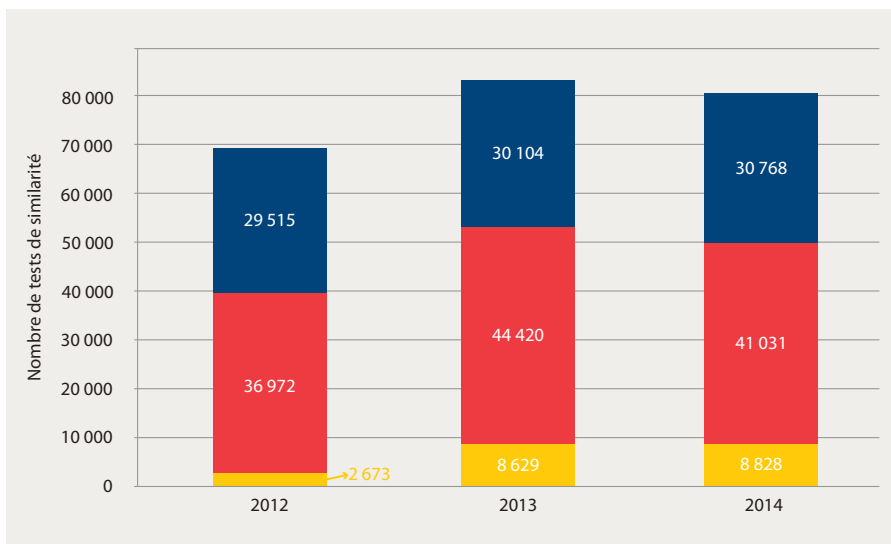
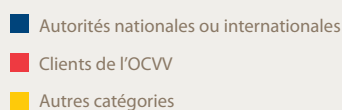
**Graphique 10**  
Nombre d'entrées par type  
de registre (au 31 décembre 2014)



Le graphique 11 ci-après présente le nombre de tests de similarité réalisés dans la base de données par des autorités nationales ou internationales, les clients de l'OCW et d'autres types de contact au cours de ces trois dernières années. Plus de 80 000 tests ont été lancés en 2014.

**Graphique 11**

Nombre de tests réalisés

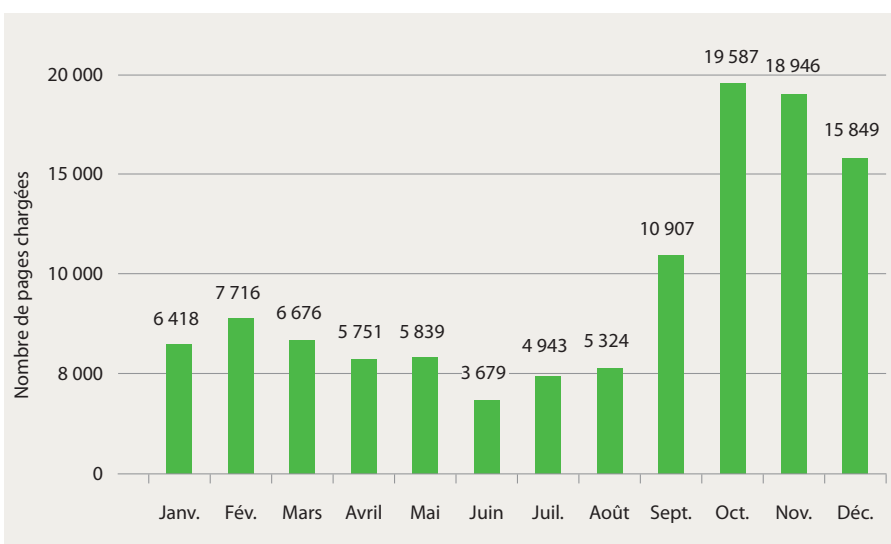


Un outil de consultation permet d'effectuer des recherches plus générales en ce qui concerne les détails des variétés ou des espèces présentes dans la base de données et offre également une nouvelle possibilité, à savoir l'accès à certaines statistiques sur le contenu de la base de données selon une série de critères de recherche.

Cet outil de consultation appelé «Search varieties» a été perfectionné en septembre 2014 afin d'offrir davantage de critères de recherche et de possibilités d'exportation. Ces améliorations ont eu un impact direct sur son utilisation au cours des derniers mois de 2014, comme l'illustre le graphique 12.

**Graphique 12**

Utilisation de l'outil de consultation («Search varieties») en 2014



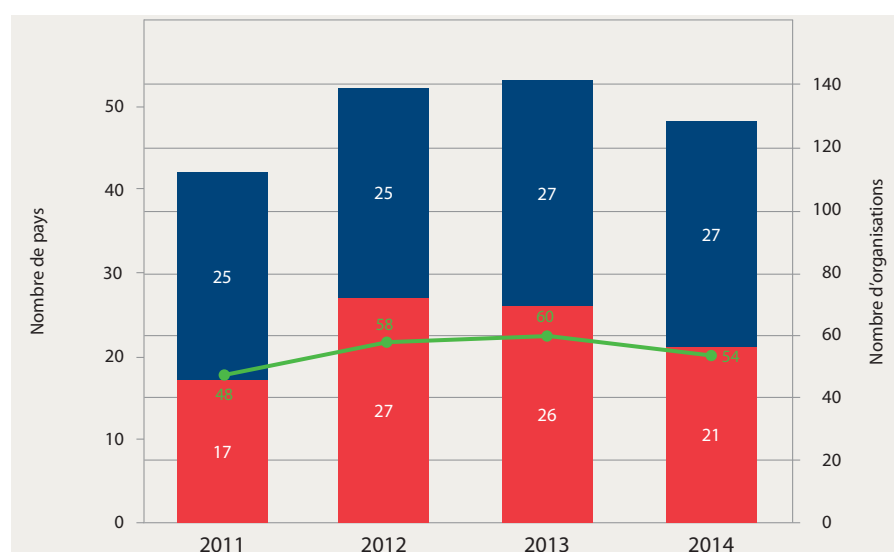
L'Office reçoit des contributions directes des États membres de l'UE, en ce qui concerne les registres officiels et commerciaux, et via l'UPOV, pour ce qui est de la plupart des pays hors UE. Pour l'année 2014, 54 organisations issues de 48 pays ont contribué à la base de données Variety Finder, ce qui représente un total de 351 contributions.

L'Office s'efforce autant que possible de tenir à jour la base de données: 96 % des contributions reçues en 2014 ont été incluses dans la base de données dans les cinq jours ouvrables.

### Graphique 13

Nombre de pays (UE, hors UE) et nombre d'organisations ayant contribué à la base de données Variety Finder

■ Pays hors UE  
■ États membres de l'UE  
— Nombre d'organisations



## 11.2. Année record quant au nombre de demandes d'avis

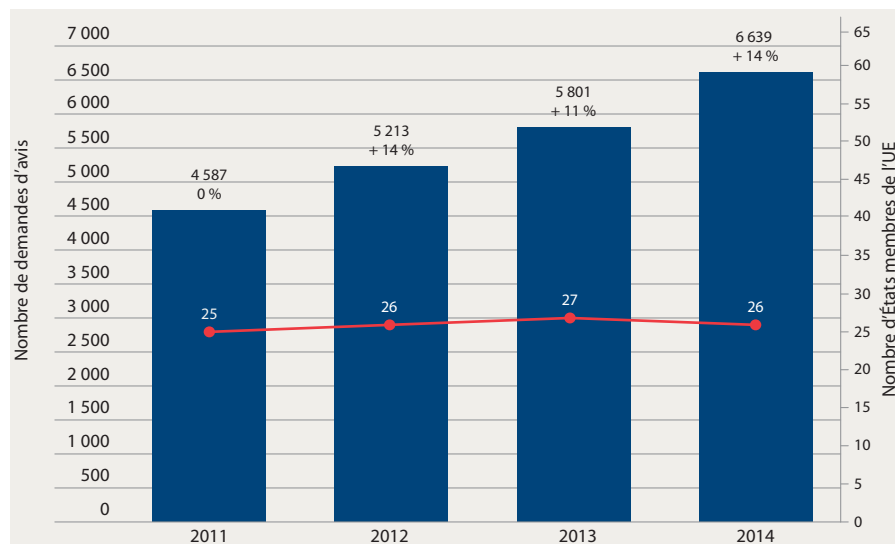
Cinq ans après le lancement de la coopération au titre du programme d'examen des dénominations, l'année 2014 a enregistré un nouveau record pour ce service, avec la réception de plus de 6 600 demandes d'avis. Cela confirme le succès de ce projet, comme l'illustre le graphique 14. Certains États membres de l'UE, qui avaient déjà commencé à contribuer au service de façon plus régulière en 2013, ont renforcé leur engagement au cours de l'année, en engageant une discussion sur les règles en matière de dénomination et leur interprétation.

Une réunion sur la base de données Variety Finder et l'échange de données, organisée au NÉBIH, en Hongrie, a été l'occasion de soumettre une présentation complète des règles en matière de dénominations, afin d'expliquer l'interprétation que fait l'OCW des orientations et de recueillir les questions et remarques des homologues hongrois. Telle était aussi la finalité de la réunion tenue à Zagreb au cours du second semestre de l'année et organisée dans le cadre du programme multibénéficiaire avec le ministère croate de l'agriculture et le Centre croate de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales. Cette réunion a permis des échanges féconds, menant à une meilleure compréhension des règles et de leur interprétation.

Cette implication des États membres de l'UE est particulièrement appréciée par l'Office, qui la considère comme une contribution positive à l'harmonisation des règles au sein de l'UE.

#### Graphique 14

Nombre de demandes d'avis  
reçues et États membres de l'UE  
contributeurs (2011-2014)



### 11.3. Projet de coopération avec le KAVB

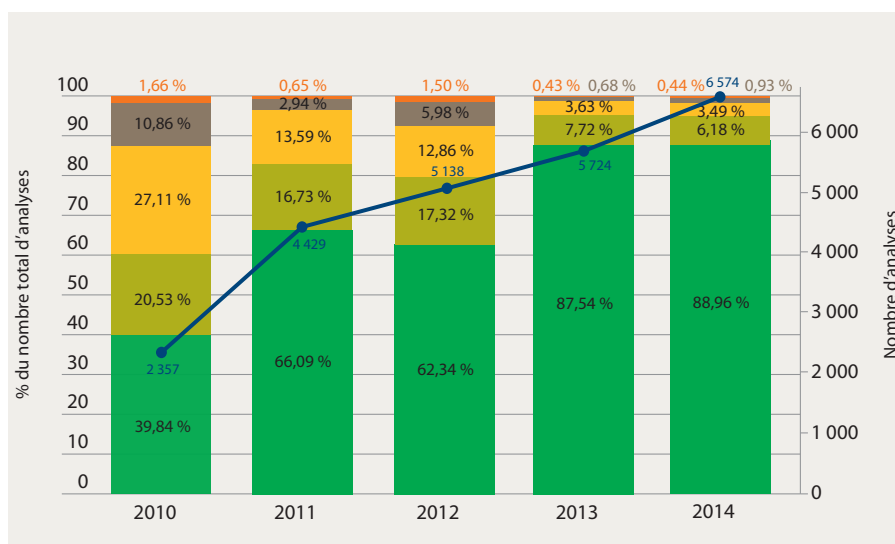
Lors de sa réunion du 2 octobre 2013, le conseil d'administration de l'OCW a accepté le principe que l'Association royale de bulbiculture néerlandaise (KAVB) se joigne à la coopération renforcée en matière d'examen des dénominations pendant une période d'essai d'un an, afin de mieux évaluer les bienfaits et conséquences d'une coopération renforcée, qui a débuté il y a déjà plusieurs années dans un cadre moins formel.

En 2014, la KAVB a soumis un peu plus de 500 propositions de dénominations. Ces demandes supplémentaires n'ont pas affecté le délai de traitement général: au contraire,

#### Graphique 15

Parts de délai de traitement  
et nombre d'avis émis par an  
(2010-2014)

- > 11 jours de travail
- 6-10 jours de travail
- 3-5 jours de travail
- 1-2 jours de travail
- En 24 heures



près de 89 % des demandes ont été traitées dans les 24 heures, ce qui représente une légère amélioration par rapport à 2013 (87,6 %).

La coopération avec la KAVB a été jugée très positive par l'Office: les homologues de la KAVB ont régulièrement partagé leurs avis concernant l'interprétation des orientations relatives aux dénominations, ce qui a permis à l'Office d'améliorer son raisonnement. La connaissance du marché des bulbes de la KAVB s'est également révélée très utile pour éviter de nombreuses observations concernant les propositions de dénominations variétales soumises pour avis par d'autres autorités ou dans les procédures de l'OCW. Cette coopération constructive est illustrée par le pourcentage plus faible de propositions de l'Association néerlandaise ayant fait l'objet d'observations (20,4 %) par rapport aux statistiques globales pour l'UE (24 %).

L'OCW a estimé que la coopération avec la KAVB apportait une valeur ajoutée en matière de partage d'informations et d'échanges concernant l'interprétation des règles. Elle a été d'une grande aide aux obtenteurs de variétés de bulbes de fleurs, qui enregistrent généralement leurs variétés auprès de la KAVB avant d'introduire une demande de protection des obtentions végétales: la coopération entre l'OCW et la KAVB a permis de détecter plus rapidement les éventuelles difficultés relatives aux dénominations variétales proposées, ce qui a facilité la procédure d'enregistrement globale, qui a également gagné en efficacité.

## **11.4. Insertion des marques communautaires dans la base de données Variety Finder**

En mai 2014, l'OCW a inclus dans sa base de données Variety Finder les marques communautaires (MC) enregistrées auprès de l'OHMI pour la classe 31 de la classification de Nice. À compter de cette date, les MC figuraient parmi les résultats d'examen des dénominations obtenus lors de recherches effectuées dans Variety Finder.

Dans le cadre de la coopération sur l'examen des dénominations, l'Office a commencé à inclure les MC dans son analyse et à informer les États membres des problèmes potentiels entre les MC enregistrées et les dénominations proposées.

Toutefois, après un mois d'expérience, il est apparu clairement que l'insertion des MC dans la base de données avait une incidence significative sur la gestion des demandes d'avis, le délai de traitement et le nombre d'observations réalisées par l'Office.

Celui-ci a estimé que cette approche n'était pas viable à long terme, étant donné qu'il ne dispose pas des ressources humaines nécessaires pour conduire des analyses détaillées systématiques des MC sans affecter le délai de traitement. Par ailleurs, la référence aux MC dans les avis s'est finalement avérée de nature plutôt informative. En effet, l'OCW ne considère pas que la simple existence d'une marque identique ou similaire à une proposition de dénomination variétale constitue un obstacle à l'enregistrement de cette proposition de dénomination et les États membres semblent avoir adopté une approche similaire.

L'Office a donc décidé que les MC ne seraient plus prises en considération dans le cadre du service de coopération dans le domaine des examens des dénominations. Cependant, les États membres conservent la possibilité de vérifier toutes les informations relatives aux MC, qui s'affichent séparément dans le résultat de l'examen des dénominations. Un lien direct vers le site de l'OHMI figure dans les fiches de données de Variety Finder; il permet aux utilisateurs d'obtenir davantage d'informations sur la MC sélectionnée qui sont susceptibles d'être jugées pertinentes par les États membres.

# 12. INFORMATIQUE

En 2014, une série de projets significatifs ont été mis en œuvre dans le cadre de la vision informatique globale de l'Office. Cette vision englobe quatre programmes génériques considérés comme fondamentaux pour la poursuite de ses activités.

## 12.1. Services électroniques

Le programme de services électroniques (e-services) englobe tous les projets qui doivent permettre à l'Office d'interagir en ligne avec ses parties prenantes externes (clients, offices d'examen et partenaires tels que l'OHMI, l'UPOV, etc.), en toute transparence, en évitant le recours au papier et en réduisant autant que faire se peut toute intervention manuelle dans les procédures.

En 2014, le projet de plate-forme d'échange a été mené à bien, permettant l'échange électronique interentreprises sécurisé de tout type de documents commerciaux avec les offices d'examen. Pour permettre aux offices d'examen de plus petite envergure de participer à ces échanges, sans devoir développer de logiciels interentreprises, le portail des offices d'examen «CPVOBox» a également été créé afin de permettre le téléchargement facile de documents.

Concernant les services aux clients, l'OCW a achevé la première phase de son projet de facturation électronique visant à mettre à niveau les outils opérationnels permettant l'envoi électronique direct de factures et de notes de crédit. En outre, la première phase du projet de portail client «MyCPVO» a été lancée. Ce projet vise la gestion électronique complète du processus, de l'introduction de la demande à l'octroi des titres de protection, toutes les communications étant disponibles via ce portail.

## 12.2. Avancées sur le plan opérationnel

Les outils opérationnels couvrent toutes les applications informatiques nécessaires à l'activité quotidienne de l'Office. Comme chaque année, des avancées importantes ont été réalisées en 2014 en ce qui concerne les outils opérationnels chargés de gérer, entre autres, le traitement des demandes, la gestion des documents, les ressources humaines (RH) et les finances.

Notamment, un nouveau module de gestion des contrats a été mis en œuvre dans le cadre du système de gestion budgétaire.

## 12.3. Outils de communication

Il est essentiel de disposer de solides canaux de communication interne et externe. En ce qui concerne la communication interne, l'Office a mis en place une plate-forme SharePoint pour remplacer son intranet et ses serveurs partagés. Ce projet a permis d'améliorer la



collaboration et d'assurer une gestion plus cohérente de l'information. L'Office s'efforce continuellement d'améliorer son site internet externe, dans la mesure où il s'agit du principal point de contact pour de nombreuses parties prenantes.

En 2014, l'utilisation d'une plate-forme d'échange d'informations externe, fondée sur SharePoint, a été validée; elle sera déployée en 2015. Cet outil assure une plate-forme efficace et sécurisée pour la collaboration avec les parties prenantes.

## **12.4. Développement de l'infrastructure**

Le processus de virtualisation de serveur s'est poursuivi en 2014, conformément au plan à moyen terme de virtualisation de l'infrastructure. Des travaux de planification ont débuté afin de préparer progressivement l'OCW à une transition vers une infrastructure informatique en nuage.

# 13. COOPÉRATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## 13.1. Le président de l'OCVV rencontre le commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, Vytenis Andriukaitis

Peu après la confirmation de la nouvelle Commission européenne, le président de l'OCVV a rencontré le commissaire chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, Vytenis Andriukaitis. Cette rencontre fut une excellente occasion d'informer le commissaire sur les activités de l'OCVV et les défis auxquels il est confronté.

La réforme potentielle du règlement sur le matériel de reproduction des végétaux (MRV) et du règlement de base de l'OCVV a été débattue. La réforme du règlement sur le MRV ayant été officiellement supprimée du programme de travail 2015 de la Commission, l'OCVV œuvrera, après cette rencontre, pour que la réforme du règlement de base devienne une priorité de la Commission.

Une attention particulière a également été accordée aux risques associés aux réductions obligatoires du personnel proposées pour ce qui est de l'efficacité de l'OCVV et du service offert aux citoyens de l'UE. L'OCVV a été soulagé d'apprendre que le commissaire comprenait ses difficultés et admettait que les petites agences autofinancées ne devaient pas faire l'objet de réductions généralisées du personnel.

## 13.2. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité de la Commission européenne s'est réuni le 24 octobre 2014 en vue d'approuver les modifications proposées par le conseil d'administration de l'OCVV au règlement sur les taxes, afin de mieux tenir compte des coûts réels des examens DHS réalisés par les offices d'examen. La nouvelle structure simplifie et réduit le nombre de catégories de coûts.



Le président de l'OCVV et le commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire

### **13.3. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers**

Ce comité de la Commission européenne s'est réuni à six reprises en 2014 à Bruxelles, et des agents de l'Office ont assisté à trois réunions en qualité d'observateurs.

En 2014, les points suivants ont présenté un intérêt pour l'Office:

- les mises à jour de la Commission et les discussions connexes portant sur la révision de la législation liée aux semences et au matériel végétal et les discussions sur les priorités de la Commission pour les actes dérivés du droit relatif au MRV;
- les discussions relatives à l'alignement des noms botaniques de certaines espèces sur la nomenclature internationale;
- la présentation d'un projet de recherche du Royaume-Uni sur les populations;
- les discussions relatives au suivi d'une réunion d'un groupe de travail sur les populations;
- les discussions relatives aux modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations des variétés des espèces agricoles et potagères;
- la discussion relative à une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés des espèces agricoles et potagères;
- les informations fournies par la Commission sur les catalogues communs des espèces potagères et agricoles;
- les évolutions de l'OCDE dans le domaine des variétés d'orge hybrides.

L'OCW informe régulièrement les membres du comité permanent des évolutions au niveau de l'OCW qui présentent un intérêt et, dans ce cas en particulier, des décisions prises par le conseil d'administration de l'OCW sur les protocoles techniques nouveaux ou révisés pour l'examen DHS.

### **13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales**

Ce comité de la Commission européenne ne s'est pas réuni en 2014.

### **13.5. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits**

La directive 2008/90/CE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été adoptée le 29 septembre 2008 et doit être mise en œuvre par la Commission.

Un des principaux aspects de cette directive est l'obligation d'enregistrer officiellement les variétés des plantes fruitières pour leur commercialisation au sein de l'UE à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2012. La directive indique également que les variétés fruitières bénéficiant de la protection communautaire des obtentions végétales seront automatiquement autorisées pour la commercialisation au sein de l'UE, sans autre enregistrement. Malheureusement, aucun accord sur les modalités d'application n'a pu être dégagé au 1<sup>er</sup> octobre 2012, mais celles-ci ont été adoptées en 2014 en vue de leur mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'OCW a assisté à la plupart des réunions du comité permanent et du groupe de travail organisées par la Commission à ce propos. Il a participé à la rédaction des procès-verbaux du groupe de travail et suivi de près l'évolution des discussions, notamment sur des aspects liés à l'examen DHS et à l'éligibilité des dénominations variétales proposées. L'Office a régulièrement communiqué ses points de vue à la Commission à cet égard.

### **13.6. Groupes de travail du Conseil**

Invité par la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCW a participé aux groupes de travail suivants du Conseil en 2014:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif, comité technique et comité administratif et juridique);
- questions agricoles, principalement consacrées aux discussions sur le projet de règlement MRV;
- coordination des réunions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les systèmes de semences (réunion annuelle).

# 14. RELATIONS EXTÉRIEURES

## 14.1. Contacts avec les organisations extérieures

### 14.1.1. Collaboration avec les organisations d'obteneurs

Une des principales priorités de l'OCW est l'interaction régulière avec les organisations d'obteneurs. L'Office entretient des relations régulières avec les organisations d'obteneurs, en particulier celles qui représentent la majorité des utilisateurs du régime communautaire de protection des obtentions végétales. La Ciopora, l'ESA et Plantum sont des contributeurs essentiels aux travaux de l'OCW.

Des représentants de ces trois organisations assistent aux sessions du conseil d'administration de l'Office en tant qu'observateurs, ainsi qu'à toutes les réunions pertinentes d'experts techniques organisées par l'Office. Ces organisations participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

L'OCW apprécie grandement la collaboration très positive instaurée avec ces organisations, sans lesquelles il ne pourrait faire part des travaux de l'UE concernant la protection des obtentions végétales aux obteneurs.

### 14.1.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCW participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En 2014, les fonctionnaires de l'Office, en tant que membres de la délégation de l'Union européenne, ont participé aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités de l'Union internationale suivants:

- le conseil de l'UPOV;
- le comité administratif et juridique;
- le comité technique;
- le comité consultatif;
- les groupes de travail techniques (cultures agricoles, cultures potagères, cultures fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers, systèmes d'automatisation et programmes informatiques, ainsi que le groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN);
- le groupe consultatif du comité juridique et administratif;
- le groupe de travail ad hoc sur le développement d'un prototype de formulaire de dépôt électronique;
- le groupe de travail ad hoc sur le développement d'un outil de recherche des dénominations variétales.

L'Office a collaboré au premier cycle de «Formation des formateurs» destiné aux pays d'Amérique latine, organisé par l'UPOV, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les autorités espagnoles à Montevideo (Uruguay) en décembre 2014.

L'Office a également participé au cinquième séminaire international sur les droits des obtenteurs organisé par l'Instituto Ecuatoriano de la Propiedad Intelectual (IEPI), en collaboration avec l'UPOV et l'Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias (INIAP), à Quevedo (Équateur) en octobre 2014. L'Office a présenté le régime de protection communautaire des obtentions végétales et l'organisation des examens DHS dans l'UE. À cette occasion, une réunion parallèle s'est tenue avec l'IEPI pour discuter d'un renforcement de la coopération avec l'OCW et ses offices d'examen.

Les hauts responsables de l'UPOV assistent régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCW et traitant d'aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, il a échangé des informations avec l'UPOV lors de l'élaboration de sa base de données centralisée Variety Finder afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (base de données PLUTO et UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales qui font l'objet d'une demande de protection ou pour lesquelles une protection a été octroyée, de même que sur celles qui sont reprises sur les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données Variety Finder de l'OCW repose sur un système de codes attribués à des noms botaniques arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays UPOV non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE.

Dans plusieurs régions du monde regroupant des pays membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, on commence à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. L'OCW envoie fréquemment des intervenants dans les séminaires et ateliers techniques organisés par l'UPOV.

#### **14.1.3. Contacts avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)**

Pour assurer le suivi de l'action entamée en 2012, un projet informatique dans le domaine de l'examen des dénominations variétales a été développé en vue d'inclure dans la base de données Variety Finder les marques communautaires enregistrées dans la classe 31, à savoir les végétaux. Dans ce contexte, l'OCW et l'OHMI ont échangé leurs expériences dans le domaine de l'examen de marques, en particulier concernant l'appréciation de la similitude et du risque de confusion et l'examen des dénominations variétales. Des séances de formation ont été mutuellement organisées à cet effet. En outre, en 2014, l'OCW a continué de participer aux groupes de travail sur l'application des droits et sur les questions juridiques et internationales de l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'à la session plénière, où il a été proposé d'inclure également la

protection des obtentions végétales dans la prochaine version de l'enquête sur la propriété intellectuelle de l'OHMI/OEB. Enfin, l'Office a participé à la préparation du kit d'enseignement sur la propriété intellectuelle et au projet de collecte de la jurisprudence de l'Observatoire en fournissant du matériel sur la protection des obtentions végétales et la jurisprudence pertinente sur les atteintes aux protections communautaires des obtentions végétales. Ce projet vise à collecter la jurisprudence nationale essentielle relative à l'application des droits de propriété intellectuelle dans les États membres.

#### **14.1.4. Allègement des formalités administratives pour les obtenteurs grâce à la coopération UE - États-Unis renforcée**

En décembre 2014, le président de l'OCW s'est rendu aux États-Unis pour sensibiliser davantage à la protection communautaire des obtentions végétales et resserrer les relations de travail entre l'OCW et ses homologues outre-Atlantique.

Il a participé à la réunion annuelle du conseil de la protection des obtentions végétales du ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA), où il a présenté le régime de protection communautaire des obtentions végétales, soulignant ses avantages, tels que l'examen des demandes, le système de dépôt en ligne et la base de données Variety Finder. L'échange de vues a révélé que, en dépit d'un fonctionnement différent, les deux régimes présentent des dénominateurs communs.

Le président de l'OCW a également donné, conjointement avec le Dr Paul Zankowski, de l'USDA, une présentation destinée à l'Association américaine du commerce de semences. Cette présentation visait essentiellement à souligner l'importance pour l'UE et les États-Unis (en tant que membres de l'UPOV) de collaborer — en vue d'alléger à terme les formalités administratives pour les obtenteurs.

L'OCW se réjouit de travailler avec ses homologues américains pour continuer de promouvoir la protection des obtentions végétales, afin que les obtenteurs puissent poursuivre la recherche et le développement de nouvelles variétés végétales de part et d'autre de l'Atlantique.

#### **14.1.5. Autres contacts**

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier.

D'autres domaines d'activités extérieures peuvent également être mentionnés, notamment:

- les comités permanents concernés de la Commission européenne;
- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- la coordination des agences de l'UE à l'échelon de l'encadrement;

- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE;
- les réunions des délégués à la protection des données des agences de l'UE, ainsi que d'autres groupes de travail constitués sous l'égide de la coordination des agences de l'UE.

## 14.2. Formation et promotion du régime de PCOV

### 14.2.1. Participation à des salons internationaux et à des journées portes ouvertes

L'OCW considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime de PCOV, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux producteurs. En 2014, l'Office a participé à deux salons.

- À la fin de janvier 2014, l'Office a participé au salon «IPM» (Internationale Pflanzenmesse) à Essen (Allemagne), partageant un stand avec des experts allemands du BSA. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales.
- Le Salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux producteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES, l'office d'examen français.
- Du 24 au 27 février 2014, l'expert en plantes potagères de l'OCW a participé à plusieurs exposés lors de la formation destinée aux examinateurs DHS espagnols, organisée par l'OEWS près de Madrid et intitulée «Harmonisation des travaux entrepris pour la distinction, l'homogénéité et la stabilité des nouvelles variétés végétales, pour les centres habilités de l'OCW — Règles de l'OEWS, de l'OCW et de l'UPOV». Quarante-quatre participants provenant de treize instituts d'essais/de recherche en Espagne ont participé à la formation dispensée en espagnol. Celle-ci visait à garantir que les examinateurs soient informés des derniers principes, évolutions et pratiques relatifs aux examens DHS aux niveaux de l'OCW et de l'UPOV.



Journée portes ouvertes pour *Calluna*, octobre 2014, Allemagne





Journée portes ouvertes pour les espèces potagères, octobre 2014, Valence, Espagne

- Le 15 octobre 2014, l'OCW a participé à une journée portes ouvertes organisée par le BSA à Hanovre (Allemagne) pour les obtenteurs de variétés de *Calluna*. La journée portes ouvertes a permis aux obtenteurs de se familiariser avec la réalisation de l'examen technique ainsi qu'avec le BSA et l'OCW. Les présentations et débats ont été suivis par une visite des essais. Une trentaine de personnes ont participé à l'événement, pour la plupart des obtenteurs allemands.
- Le 21 octobre 2014, l'OCW a organisé, conjointement avec l'INIA et l'OEW, une journée portes ouvertes pour les espèces potagères à Valence (Espagne). Près de 80 personnes provenant d'entreprises de sélection de variétés potagères/de production de semences potagères et d'offices d'examen en Espagne et dans d'autres pays d'Europe ont participé à l'événement. Les discussions ont porté sur les huit présentations réalisées par les représentants des trois organismes susmentionnés et de l'ESA, en mettant l'accent sur des questions actuelles au sujet de l'examen DHS des variétés potagères et sur les droits d'obtention végétale. L'après-midi a été consacré à la visite des infrastructures d'examen des variétés potagères de l'INIA, où les examinateurs ont expliqué les subtilités de l'examen DHS des cultures de salades dans les conditions locales. L'événement s'est clôturé par des conclusions sur la manière dont le secteur des variétés potagères peut être amélioré à l'avenir.

#### **14.2.2. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de protection communautaire des obtentions végétales**

Depuis 2006, l'OCW participe au programme multibénéficiaire visant à préparer les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce programme a été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités en 2009, de même que la Bosnie-Herzégovine en 2010 et le Kosovo en 2014, en vertu de la résolution 1244/99

du Conseil de sécurité des Nations unies. La Croatie, bien qu'ayant adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> juillet 2013, a également profité de ce programme, qui courait jusqu'à l'automne 2014.

Dans le cadre de ce programme, des représentants des autorités nationales de protection des obtentions végétales ont été invités à participer aux réunions d'experts en cultures régulièrement organisées à l'OCW, ainsi qu'à la journée portes ouvertes de l'office d'examen espagnol organisée à Valence (Espagne) à l'occasion de la réunion annuelle des experts en espèces potagères. Par ailleurs, des offices d'examen de l'OCW ont dispensé des sessions pratiques de formation concernant les critères DHS à l'attention d'experts en cultures DHS. C'est ainsi que le Coboru, l'office d'examen polonais, a formé des experts d'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et du Kosovo aux variétés de céréales et de pommes de terre, que des experts du Naktuinbouw (Pays-Bas) ont dispensé des sessions de formation sur les variétés *Dianthus* et *Gerbera* à la station d'essai turque d'Antalya, que le GEVES (France) et le BSA (Allemagne) ont formé des experts de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de Croatie et de Serbie sur les variétés fruitières, que l'office d'examen hongrois a formé des experts serbes sur les variétés de noisettes et que le BSA a formé des experts sur les variétés de plantes médicinales. En outre, des experts serbes ont été formés par des experts français du GEVES sur le logiciel de gestion des collections de références (GAIA) et par des experts tchèques sur les exigences de qualité que doit respecter un office d'examen travaillant au nom de l'OCW. L'OCW a organisé un atelier destiné aux experts croates sur les dénominations variétales et sur les bases de données qui y sont consacrées.

En plus des sessions de formation, le programme a fourni des fonds pour permettre aux bénéficiaires de participer au séminaire de l'OCW sur l'application de la protection des obtentions végétales qui s'est tenu en juin à Zagreb, et à des experts d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Kosovo et de Turquie de participer à une formation de deux semaines sur la protection des obtentions végétales organisée par l'université de Wageningen (Pays-Bas). Pour les experts du Kosovo, des ateliers ont été organisés, expliquant la nécessité d'un régime de protection des obtentions végétales, la coopération entre l'OCW et ses offices d'examen lors du traitement des demandes, ainsi que les obligations et structures d'un office d'examen.

### **14.2.3. Le projet de protocole de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) pour la protection des obtentions végétales est sur le point d'aboutir**

En octobre 2014, le président de l'OCW s'est rendu au Zimbabwe afin de partager les connaissances de l'OCW relatives aux régimes régionaux de protection des obtentions végétales et d'aider l'ARIPO à développer son propre régime régional. Des progrès notables ont été accomplis lors de l'atelier organisé au Zimbabwe pour rassembler et conduire les États membres vers un nouveau protocole.

La proposition de protection des obtentions végétales de l'ARIPO entre maintenant dans sa dernière phase de rédaction. Le projet de protocole devrait être présenté pour adoption lors d'une conférence diplomatique en août 2015. L'adoption de ce protocole permettra la mise

en œuvre d'un régime régional de protection des obtentions végétales dans les pays de l'ARIPO qui auront ratifié le protocole adopté. Ce protocole constitue une étape importante sur le chemin de l'ARIPO vers l'adhésion à l'UPOV.

Les pays membres de l'ARIPO sont: la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

#### **14.2.4. Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) — La deuxième organisation intergouvernementale à rejoindre l'UPOV**

L'OAPI est devenue la deuxième organisation intergouvernementale et le 72<sup>e</sup> membre à rejoindre l'UPOV, en 2014.

L'OAPI dispose d'un régime de protection des obtentions végétales qui couvre le territoire de ses 17 États membres: le Bénin, le Burkina, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, les Comores, le Congo, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

L'OCW adresse ses félicitations à l'OAPI et se réjouit de cette collaboration afin d'élargir la coopération internationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales.

#### **14.2.5. Faire de la protection des obtentions végétales un élément essentiel des programmes universitaires**

En novembre 2014, l'OCW a fait équipe avec l'université d'Alicante afin d'introduire un module sur la protection des obtentions végétales dans son programme de maîtrise sur la propriété intellectuelle. Cette initiative fait suite à des accords similaires conclus avec l'université du CEPI à Strasbourg et l'université de Wageningen aux Pays-Bas. L'inclusion de la protection des obtentions végétales dans les programmes relatifs à la propriété



Accord avec le CEPI, octobre 2014, Strasbourg, France

intellectuelle de ces universités permettra à l'OCW d'entretenir un dialogue direct avec les experts aspirants dans le domaine de la propriété intellectuelle.

La protection des obtentions végétales est souvent négligée dans les programmes universitaires classiques de propriété intellectuelle. Elle fera désormais partie intégrante de ces programmes. Cette coopération encouragera les spécialistes institutionnels et universitaires à se concentrer exclusivement sur les questions de protection des obtentions végétales. Cette série de conférences unique sensibilisera également les jeunes esprits talentueux aux éventuelles carrières dans l'UE.

En décembre 2014, l'OCW et l'université Queen Mary de Londres ont uni leurs forces pour améliorer la base de données de la jurisprudence de l'OCW. Ensemble, ils travaillent afin de compiler et de mettre en forme toute la jurisprudence en matière de variétés végétales dans l'UE. Une telle base de données permettra à l'OCW de développer une plus grande compréhension de la mise en œuvre nationale de la protection des obtentions végétales, tout en favorisant une culture d'excellence en la matière.

Les partenariats visés ci-dessus soulignent l'importance que l'OCW accorde à la formation d'experts en matière de protection des obtentions végétales et son engagement à continuer d'attirer les meilleurs éléments dans ce domaine.

L'OCW tient à attirer les experts aspirants dans le domaine de la propriété intellectuelle les plus brillants en matière de protection des obtentions végétales, et la coopération avec les universités est la meilleure manière d'y parvenir.

# 15. ACCÈS PUBLIC AUX DOCUMENTS



Essais DHS sur les tulipes, Pays-Bas

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 bis, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales.

L'article 33 bis dispose que:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- les décisions prises par l'Office concernant l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration (modifiées lors de la réunion du conseil d'administration d'octobre 2014 afin de refléter la nouvelle organisation du travail au sein de l'unité juridique) sont disponibles sur le site internet de l'Office, de même que des informations sur ces règles et les formulaires de demande d'accès aux documents.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Motifs du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ photos non envoyées/désignation non envoyée	1 (non réussie)
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)
2010	63	29 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (non réussie)
2011	71	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (1 non réussie et 1 réussie)
2012	88	57 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	8 (3 non réussies et 5 réussies)
2013	63	18 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (non réussie)
2014	81	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	4 (1 non réussie et 3 réussies)

# 16. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

## 16.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 16 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'article 16 dispose, en effet, que les actes de l'Union relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

## 16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences de l'UE, chargé de garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de tous les traitements impliquant des données à caractère personnel et effectués par l'OCW. Ce registre, qui doit contenir des explications sur la finalité et les conditions des traitements concernés, est accessible à toute personne intéressée sur les pages de l'intranet consacrées au délégué à la protection des données.

Par décision du président de l'OCW du 2 avril 2014, un délégué à la protection des données à temps partiel a été désigné pour un mandat de deux ans et demi.

## 16.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2014

### 16.3.1. Registre des traitements de données

Le délégué à la protection des données tient un registre des traitements de données à caractère personnel sous la forme d'une base de données, disponible sur l'intranet de l'OCW, sous la section «Délégué à la protection des données». Ce registre contient des notifications (article 25) reçues des responsables du traitement, ainsi que les opérations de contrôle préalable (article 27) envoyées pour avis au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD).

À la fin de 2014, le registre contenait 60 entrées composées de 41 notifications et de 19 opérations de contrôle préalable, toutes ayant reçu un avis du CEPD.

### **16.3.2. Inventaire des traitements de données**

Un inventaire des traitements de données nouveaux ou modifiés au sein de l'OCW est régulièrement mis à jour. Plus particulièrement, les récentes modifications du statut des fonctionnaires et les nouvelles modalités d'exécution adoptées au niveau de la Commission ont engendré la nécessité d'adapter l'ensemble des notifications de l'Office. À la fin de 2014, l'inventaire contenait 27 traitements en cours de mise en œuvre. Huit traitements de données portaient sur des décisions de la Commission et suivront la procédure de notification lancée par le délégué à la protection des données de la Commission. Le CEPD avait précédemment fait observer qu'aucune notification supplémentaire n'était requise par les institutions et agences pour toute modalité d'exécution déjà notifiée par le délégué à la protection des données de la Commission.

### **16.3.3. Recommandations thématiques du Contrôleur européen de la protection des données**

Le CEPD publie des recommandations sur des thèmes spécifiques afin d'orienter les institutions et organes de l'UE dans certains domaines qui les concernent, notamment le recrutement, le traitement des données disciplinaires et la surveillance vidéo.

En outre, ces recommandations facilitent le contrôle préalable par le CEPD des traitements dans les agences de l'UE dans la mesure où elles servent de document de référence au regard duquel ces agences peuvent évaluer leurs pratiques.

Le CEPD a adopté une recommandation thématique portant sur le traitement des données à caractère personnel en ce qui concerne la gestion des conflits d'intérêts. Il a également publié, entre autres, un document de position sur le transfert des données à caractère personnel par les institutions et organes de l'UE qui doit servir de référence aux institutions.

### **16.3.4. Informations fournies aux personnes concernées**

L'intranet du délégué à la protection des données, régulièrement mis à jour, permet aux membres du personnel de l'OCW d'être informés sur des sujets relatifs à la protection des données. Il reprend les principes de la protection des données, les droits des personnes concernées, les obligations du responsable du traitement, le règlement, certains documents et décisions du président liés à la protection des données, des informations sur la protection des données et des déclarations de confidentialité, le registre, les formulaires de notification au délégué à la protection des données et une adresse électronique de contact.



Le traitement des données à caractère personnel concernant d'autres personnes se fait régulièrement selon des informations spécifiques sur la protection des données qui sont mises à la disposition de la personne concernée avant la collecte de données.

#### **16.3.5. Réunions du réseau des délégués à la protection des données en 2014**

La fonction de délégué à la protection des données — désormais commune à l'ensemble des institutions et organes de l'Union européenne — est aujourd'hui bien établie et les délégués se réunissent deux fois par an dans le cadre d'un réseau. Ces réunions sont organisées afin de partager leurs savoir-faire et bonnes pratiques, et comprennent généralement un module de formation et une session avec le CEPD.

Le délégué à la protection des données de l'OCW a assisté à deux réunions du réseau des délégués à la protection des données à Bruxelles (juin 2014) et à Thessalonique (novembre 2014).

# 17. PROCÉDURES DE RECOURS

## 17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCV se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

### 17.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le mandat de président de la Chambre de recours de M. Paul van der Kooij a été renouvelé pour cinq ans par décision du Conseil du 4 décembre 2012 (JO C 378 du 8.12.2012, p. 2). Sa suppléante, M<sup>me</sup> Sari Haukka, a été nommée par décision du Conseil du 12 juillet 2011 (JO C 209 du 15.7.2011, p. 17). Son mandat s'étend du 15 octobre 2011 au 14 octobre 2016.

### 17.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement de base, le conseil d'administration de l'OCV réuni en session le 16 février 2011 a adopté la liste suivante de 19 membres qualifiés de la Chambre de recours pour une durée de cinq ans à compter du 23 février 2011 (21 membres avaient été nommés, mais 2 membres ont démissionné, le 24 novembre 2011 et le 12 novembre 2012).

#### Liste des membres qualifiés pour la période 2011-2016

- |                                    |                                            |
|------------------------------------|--------------------------------------------|
| 1. Cornelis Joost Barendrecht      | 11. Michaël Köller                         |
| 2. Pier Giacomo Bianchi            | 12. Miguel Angelo Pinheiro de Carvalho     |
| 3. Richard Bianchi                 | 13. Dirk Reheul                            |
| 4. Beatrix Boenisch                | 14. Kurt Riechenberg                       |
| 5. Richard Brand                   | 15. Timothy Wace Roberts                   |
| 6. Zoltán Csurös                   | 16. Elizabeth Scott                        |
| 7. Krieno Adriaan Fikkert          | 17. Hanns Ullrich                          |
| 8. Huibert Cornelis Helmer Ghijsen | 18. Nicolaas Petrus Antonius Van Marrewijk |
| 9. Joël Guiard                     | 19. Arnold Jan Piet Van Wijk               |
| 10. Helen Johnson                  |                                            |



Réunion de la Chambre de recours, Angers, France



Réunion de la Chambre de recours, avril 2014, Angers, France

## 17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2014

La Chambre de recours a rendu six décisions en 2014.

- Le 13 janvier 2014, dans le cadre du recours A006/2013 (Gradivina), le requérant a accepté de renoncer à son droit d'être entendu prévu à l'article 71 du règlement de base et la Chambre de recours a rejeté le recours.
- Le 4 avril 2014, dans le cadre du recours A004/2013 (Sprilecpink), la Chambre de recours a estimé que le recours était recevable, mais pas suffisamment fondé. La décision R1175 de l'OCW a été confirmée et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 1<sup>er</sup> juillet 2014, dans le cadre du recours A008/2013 (Banana Cream), la Chambre a estimé que le recours était recevable et fondé et a annulé la décision n° R 1202 de l'OCW du 29 juillet 2013. La Chambre a décidé que l'OCW devait réaliser un nouvel examen DHS de la variété candidate «Banana Cream» et supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 2 juillet 2014, dans le cadre du recours A007/2013 (Oksana), la Chambre de recours a estimé que le recours était recevable, mais pas suffisamment fondé. Les décisions contestées ont été confirmées et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 11 septembre 2014, dans le cadre du recours A016/2013 (Skonto), le requérant a accepté de renoncer à son droit d'être entendu prévu à l'article 71 du règlement de base et la Chambre de recours a rejeté le recours. Le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 26 novembre 2014, dans le cadre du recours A010/2013 (M02205), la Chambre de recours a rejeté le recours ainsi que la demande d'un nouvel examen DHS. Le requérant a également dû supporter les frais de la procédure de recours.

Les décisions sont résumées ci-après.

### 17.2.1. Recours A006/2013 — «Gradivina»

#### Contexte

Le 18 avril 2011, l'OCW a octroyé une protection communautaire des obtentions végétales pour la variété «Gradivina» de l'espèce *Malus domestica* Borkh.

Le 19 décembre 2012, l'OCW a envoyé une facture au mandataire du titulaire d'un montant de 300 euros qui correspondait à la troisième taxe annuelle pour la période comprise entre le 18 avril 2013 et le 17 avril 2014. Étant donné que le requérant n'a pas effectué le paiement de la taxe annuelle dans le délai fixé à l'article 9, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission du 31 mars 1995 établissant les règles d'exécution du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne les taxes dues à l'Office communautaire des variétés végétales, l'OCW a envoyé, le 11 mars 2013, un courrier recommandé avec accusé de réception au mandataire au sujet du non-paiement de la taxe annuelle et fixé un délai d'un mois pour le paiement de cette taxe. La taxe

annuelle n'a pas été payée dans le délai fixé. Par conséquent, l'OCW a annulé le titre le 17 juin 2013 conformément à l'article 21, paragraphe 2, point c), du règlement de base.

Le 22 juillet 2013, le titulaire (ci-après «le requérant») a formé un recours contre la décision d'annulation. Le requérant a également effectué le paiement de la taxe annuelle. L'OCW n'a pas rectifié sa décision conformément à l'article 70 du règlement de base.

### Arguments avancés par les parties

- Le requérant a avancé le fait qu'il n'a jamais reçu le courrier recommandé avec accusé de réception pour des raisons inconnues. Il a également fait remarquer qu'il a finalement payé la troisième taxe annuelle le 15 juillet 2013.
- L'OCW a fait valoir que l'accusé de réception du courrier recommandé avait été signé et que le requérant a été informé que la taxe annuelle n'avait pas été payée.
- L'OCW a fourni des éléments de preuve attestant que la lettre avec accusé de réception du 8 mars 2013 a bien été reçue par le mandataire du titulaire de la PCOV. Sur cette base, le mandataire en question ne pouvait valablement prétendre ne pas l'avoir reçue. Ladite lettre contenait la deuxième demande de paiement de la taxe annuelle conformément à l'article 83, paragraphe 2, du règlement de base.

### Décision de la Chambre de recours

La Chambre de recours a déclaré que la charge de la preuve attestant que la lettre a été signifiée au destinataire incombe à l'OCW. D'après une jurisprudence constante, l'envoi d'une communication officielle par courrier recommandé avec accusé de réception est un moyen de notification approprié, car il permet d'établir avec certitude la date à laquelle un certain délai commence à courir. En l'espèce, le requérant n'a pas prétendu que l'accusé de réception a été signé par une personne non autorisée. En outre, l'existence d'une notification valable par courrier recommandé avec accusé de réception ne dépend pas de la fourniture de la preuve de la connaissance effective de la lettre par le destinataire. Afin d'être valablement notifiée, une communication doit avoir été signifiée au destinataire et il suffit que ce dernier ait été mis en mesure de prendre connaissance du contenu de ladite communication.

La Chambre de recours a conclu que l'accusé de réception sert cet objectif, car il permet à l'expéditeur d'obtenir une preuve de la livraison de la communication. Par décision du 13 janvier 2014, la Chambre de recours a rejeté ledit recours.

## 17.2.2. Recours A004/2013 — «Sprilecpink»

### Contexte

En décembre 2009, Sprint Horticulture (Australie) a présenté à l'OCW une demande de PCOV concernant la variété «Sprilecpink» de *Cordyline banksii* (demande n° 2010/1038). Durant l'examen technique, il a été conclu que l'échantillon soumis n'était pas homogène. Le matériel végétal a été multiplié par culture tissulaire et 20 des 25 plantes cultivées durant

l'examen avaient des ramifications latérales, alors que le nombre maximal de plantes hors type toléré dans un échantillon de 6 à 35 plantes est de 1.

L'OCW a rendu une décision négative rejetant la demande au motif que le demandeur n'a pas respecté l'article 55, paragraphe 4 ou 5, du règlement de base, à savoir présenter du matériel végétal adéquat pour l'essai.

Le demandeur (ci-après «le requérant») a formé un recours contre cette décision le 5 septembre 2013.

### **Arguments avancés par les parties**

- Le requérant a fait valoir qu'il s'était pleinement conformé aux exigences de soumission du matériel végétal et que la base du rejet était incorrecte. Il a donc demandé que la décision de rejet de la demande soit annulée et que l'affaire soit renvoyée à l'OCW pour un examen complémentaire.
- L'OCW a affirmé que les instructions concernant la soumission du matériel végétal étaient claires. Il a en outre fait valoir que le requérant n'a pas informé l'OCW de la nécessité de cultiver les plantes conformément à des conditions de culture spécifiques dans la demande et n'a pas contesté lesdites conditions durant l'essai.

### **Décision de la Chambre de recours**

La Chambre de recours a estimé que le recours n'était pas suffisamment fondé.

Tout d'abord, en ce qui concerne la base technique du rejet de la demande, le manque d'homogénéité découlait de l'état des échantillons présentés. Le résultat de l'examen technique a montré que lesdits problèmes d'homogénéité étaient causés par l'inadéquation du matériel soumis, qui ne respectait pas les exigences fixées à l'article 55, paragraphe 4, du règlement de base. Ensuite, concernant la demande de soumission du matériel végétal, les instructions générales de l'OCW couvrent bien plus que les informations stipulées dans la lettre de ce dernier au requérant contenant les instructions relatives à la soumission du matériel végétal. Il est, par conséquent, implicite qu'elles sont également applicables. Par ailleurs, les instructions générales sont mises à disposition sur le site internet de l'OCW, et ce dernier peut toujours être contacté en cas de doute. Les instructions générales recommandent notamment que le «matériel végétal qui a été reproduit par micropropagation doit être suffisamment établi, acclimaté et de taille équivalente à des plantes de taille comparable. La micropropagation ne doit pas avoir d'influence sur le comportement des plantes lors de l'examen technique».

L'acceptation par l'office d'examen du matériel soumis était correcte, étant donné que ledit matériel a été jugé sain à son arrivée. Lors de la visite de la station d'essai en avril 2012, le requérant n'a exprimé aucune inquiétude par rapport à l'essai mis en place et n'a donné aucun conseil quant aux conditions de culture avant le début de l'essai.

Le matériel présenté a été testé et considéré comme étant représentatif de la variété. Généralement, lorsque la variété est micropropagée, divers problèmes peuvent survenir durant la multiplication si elle n'est pas effectuée avec diligence. Par conséquent, il incombe au demandeur de veiller à ce que la variété ne change pas durant le processus de propagation et à ce que l'échantillon présenté soit dès lors représentatif et adéquat pour un examen DHS.

Sur cette base, la Chambre de recours a estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire droit à la demande de réalisation d'un nouvel essai et a par conséquent rejeté le recours.

### **17.2.3. Recours A008/2013 — «Banana Cream»**

#### **Contexte**

Le 20 septembre 2010, Walters Gardens Inc. a introduit une demande pour la variété «Banana Cream» de l'espèce *Leucanthemum x superbum* (Bergmans ex J. W. Ingram) D. H. Kent (demande n° 2010/1743).

Durant l'examen technique, l'office d'examen n'a pu observer aucune différence par rapport à la variété de référence «Leumayel». Un second cycle d'observations a dès lors été entrepris. Aucune différence n'a toutefois été observée. Finalement, un rapport final négatif a été établi par l'office d'examen et envoyé à l'OCV.

Le demandeur a exprimé des doutes quant à l'identité du matériel végétal utilisé pour représenter la variété de référence. L'office d'examen a informé l'OCV que ledit matériel végétal de «Leumayel» avait été fourni par le propriétaire de la variété et qu'un contrôle avait été effectué durant le premier cycle de culture en utilisant la description officielle de «Leumayel». En conclusion, le matériel végétal avait été déclaré conforme à la description officielle de «Leumayel».

Le 11 septembre 2013, le demandeur (ci-après «le requérant») a formé un recours en demandant à la Chambre de recours de confirmer la distinction de la variété candidate ou, à titre subsidiaire, d'effectuer un examen technique supplémentaire comprenant du matériel végétal de «Leumayel» fourni par au moins une source différente du propriétaire.

#### **Arguments avancés par les parties**

- Le requérant a avancé que les plantes utilisées lors de l'examen DHS n'étaient pas du matériel végétal de «Leumayel», notamment en raison de la présence de branches latérales fleurissantes dans l'échantillon, qui ne sont pas présentes dans ladite variété.
- L'OCV a affirmé que ledit caractère ne faisait pas partie du protocole utilisé en 2006 pour décrire «Leumayel». Cela ne signifie pas que les branches latérales fleurissantes n'étaient pas présentes à l'époque. Il n'existe cependant aucune donnée permettant de le prouver.

### Décision de la Chambre de recours

La Chambre de recours a estimé que l'identité de la variété de référence était douteuse. Tenant compte du fait que ledit caractère était l'un de ceux mentionnés par le requérant pour établir une distinction entre «Banana Cream» et «Leumayel», l'incertitude sur l'identité de la variété de référence compromet la variété dont la protection est demandée pour manque de distinction par rapport à la variété de référence.

Par conséquent, la Chambre a décidé qu'un nouvel examen DHS devait être réalisé en incluant dans l'essai des échantillons de la variété de référence «Leumayel» provenant d'au moins trois sources différentes, dont un échantillon provenant du titulaire de la PCOV pour «Leumayel», afin de vérifier plus particulièrement si «Leumayel» a ou non des branches latérales fleurissantes.

### 17.2.4. Recours A007/2013 — «Oksana»

#### Contexte

Le 8 juin 2005, l'OCW a reçu une demande pour la variété «Oksana» de l'espèce *Pyrus communis* L. (demande n° 2005/1046). Dans le formulaire de demande, le demandeur mentionnait que l'obteneur était l'Institut de recherche en horticulture basé en République de Moldavie et que les droits d'obtention ont été acquis par un contrat avec l'obteneur.

L'office d'examen a informé l'OCW que la variété «Oksana» avait été incluse dans sa collection de références il y a plus de vingt ans et qu'elle était commercialisée en Suisse par les pépinières Rheinbaumschulen sous la marque «Novembra» depuis environ six ans, et que d'autres pépinières ont informé l'office d'examen de leur intention de la commercialiser en Allemagne.

Durant la procédure de demande, plusieurs objections pour défaut de nouveauté ont été introduites. Sur la base des informations reçues par les objecteurs, l'OCW a demandé à l'office d'examen de s'assurer que du matériel végétal des variétés vendues sous d'autres noms, à savoir «Nojabrskaja» et «Novembra», était utilisé comme variétés de référence dans l'examen DHS d'«Oksana». L'office d'examen a répondu que la variété «Nojabrskaja» était déjà incluse dans les essais et que le matériel végétal de «Novembra» serait commandé.

Malgré ce qui précède, le résultat de l'examen DHS était positif. Par conséquent, l'OCW a demandé à l'office d'examen de confirmer que la variété notoirement connue «Nojabrskaja» avait été utilisée dans l'examen DHS de la variété «Oksana», étant donné que le rapport d'examen technique final était positif. L'office d'examen a répondu en stipulant qu'il n'y a jamais eu aucun doute que «Nojabrskaja» et «Oksana» constituaient une seule et même variété. Il a également affirmé qu'il a été confirmé durant l'essai que le matériel végétal présenté par le requérant et le matériel végétal de «Nojabrskaja» conservé dans la collection de référence de l'office d'examen étaient identiques. Par conséquent, il n'y a pas eu de problème de distinction, mais bien de nouveauté, dès le début de la procédure. La

description de la variété faite par l'UPOV ne devrait pas permettre la comparaison d'une variété avec elle-même, mais avec une autre, à savoir la variété la plus similaire. C'est la raison pour laquelle la variété n'a pas été comparée à elle-même, mais à la variété la plus proche connue, «Gräfin von Paris».

À la suite de la réception des explications de l'office d'examen, l'OCW a demandé à celui-ci de rédiger un rapport technique afin de clarifier que, au point 17 de la description de la variété, la variété candidate a été considérée, à la fin de l'examen technique, comme étant identique à la variété notoirement connue «Nojabrskaja» qui, selon les déclarations de l'office d'examen, est présente dans la collection de référence de la station d'essai Wurzen depuis 1982. Sur cette base, l'OCW a rejeté la demande d'«Oksana» pour défaut de nouveauté.

Le 6 septembre 2013, Ten Hoopen Jonker Fresco, avocat, a formé un recours au nom de Boomkwekerij van Rijn-de Bruijn BV. Artevos GmbH et le Dachverband Kulturpflanzen- und Nutztiervielfalt, tous deux parties à la procédure, comme visé à l'article 59, paragraphe 2, du règlement de base, ont exprimé le souhait d'être parties à la procédure de recours.

### **Arguments avancés par les parties**

- Le requérant a avancé que l'OCW a eu tort de se concentrer exagérément sur la question de savoir si la variété «Nojabrskaja» était notoirement connue pour ensuite conclure officiellement que la variété «Oksana» n'était pas nouvelle au sens de l'article 10 du règlement de base.
- Le requérant a rejeté le fait que la variété «Nojabrskaja» était notoirement connue, ce qui affecterait uniquement la distinction de la variété si tel était le cas. Il a souligné que le rapport final de l'examen technique estime que la variété «Oksana» est distincte de toute autre variété notoirement connue.
- Le requérant a affirmé qu'aucun des arguments avancés par l'OCW ni les comptes présentés par les opposants n'ont démontré que les constituants variétaux ou le matériel récolté de la variété «Oksana» avaient été vendus ou cédés pour une période plus longue que celle autorisée par le règlement de base.
- Le requérant a, en outre, affirmé que, selon lui, l'OCW n'a pas l'autorité nécessaire pour ordonner l'élaboration d'une description améliorée de la variété.
- Enfin, le requérant a soutenu que l'OCW aurait dû être plus complet dans sa communication avec le demandeur et aurait dû rendre sa décision refusant l'octroi d'une protection communautaire des variétés végétales de la variété candidate «Oksana» beaucoup plus tôt.
- Lors de l'audition, le représentant de l'office d'examen qui a participé à la délégation de l'OCW a expliqué qu'il était de pratique courante dans les anciens pays de l'Europe de l'Est de distribuer une nouvelle variété végétale à plusieurs instituts afin de répartir le matériel entre les cultivateurs dès qu'il présentait des perspectives encourageantes, ce qui était le cas de la variété «Nojabrskaja».
- Le requérant a répondu que l'obtenteur de «Nojabrskaja» n'était pas au courant du transfert du matériel de cette variété à la collection de Wurzen en 1982.



## Décision de la Chambre de recours

La Chambre a estimé que le recours était recevable, mais pas suffisamment fondé pour les motifs suivants.

- *Sur la question de savoir si «Nojabrskaja» est une variété notoirement connue*

La Chambre a confirmé que la réponse à cette question n'est pas pertinente pour l'évaluation des motifs de rejet, c'est-à-dire le fait de savoir si la variété candidate était ou non nouvelle au moment de la demande n° 2005/1046. Il n'était donc pas nécessaire que la Chambre considère l'argumentation à cet égard.

Néanmoins, par souci d'exhaustivité, la Chambre a fait observer qu'étant donné que le demandeur avait indiqué sur le formulaire de demande que la variété candidate était la même variété que la variété «Nojabrskaja» précédemment cultivée, «Nojabrskaja» devait être considérée comme une variété notoirement connue au moment du dépôt de la demande n° 2005/1046. Cependant, la variété notoirement connue «Nojabrskaja» n'a joué aucun rôle dans l'évaluation de la distinction de la variété candidate, car cette dernière, qui est identique à la variété «Nojabrskaja», doit être distincte de toute autre variété conformément à l'article 7, paragraphe 1, du règlement de base.

- *Sur la nouveauté de la variété candidate*

La Chambre a estimé que le nombre et la nature du matériel végétal (500 arbres âgés d'un ou deux ans ainsi que des petits buissons de la variété «Nojabrskaja») indiqués dans les notes de débit correspondantes des années 2000 à 2003 adressées aux entreprises commerciales contredisaient l'affirmation selon laquelle les ventes n'étaient pas réalisées en vue de l'exploitation de la variété. Par conséquent, la Chambre a rejeté l'affirmation selon laquelle la variété candidate «Oksana» était nouvelle à la date de la demande.

La Chambre a également rejeté l'affirmation selon laquelle ce commerce a eu lieu sans le consentement de l'obteneur étant donné qu'elle n'a pu trouver aucun élément de preuve adéquat, mais simplement une déclaration de l'obteneur au requérant indiquant que, avant le dépôt de la demande n° 2005/1064, aucun constituant variétal ou matériel récolté de la variété candidate n'avait été vendu ou cédé à des tiers par lui ou avec son consentement dans l'Union européenne ou en dehors à des fins d'exploitation de ladite variété.

- *Sur la révision de la description de la variété*

L'article 56, paragraphe 2, du règlement de base stipule que l'OCW peut donner des instructions relatives à l'exécution de l'examen technique. En tenant compte du fait démontré ci-dessus que la variété candidate était identique à la variété «Nojabrskaja» cultivée précédemment, la Chambre a conclu que l'OCW était non seulement autorisé à demander que la description de la variété reflète la réponse, mais a également exercé la diligence requise lorsqu'il a donné ces instructions.

- *Sur les autres questions de procédure*

La Chambre a rejeté l'affirmation selon laquelle le requérant avait été informé tardivement de certaines conclusions et de certains documents. Le fait que l'OCW pourrait ne pas avoir agi assez rapidement n'a pas restreint les possibilités du requérant de réagir et ne peut être considéré comme motif d'annulation de la décision contestée.

La Chambre de recours a conclu que la variété candidate «Oksana» n'était pas nouvelle au sens de l'article 10 du règlement de base et, par conséquent, ne respectait pas l'article 6 de ce même règlement. La Chambre a rejeté le recours et a confirmé la décision R 1232 de l'OCW et les décisions connexes n<sup>os</sup> OBJ 13-086, OBJ 13-087, OBJ 13-088 et OBJ 13-090.

### **17.2.5. Recours A016/2013 — «Skonto»**

#### **Contexte**

Par décision n<sup>o</sup> C847 du 18 novembre 2014, l'OCW a annulé la protection communautaire des obtentions végétales EU 26183 octroyée le 19 octobre 2009 à la variété de *Solanum tuberosum* L. «Skonto», sur la base du non-paiement de la cinquième taxe annuelle.

Le titulaire (ci-après «le requérant») de la PCOV a formé un recours le 28 novembre 2013 contre cette décision de l'OCW.

#### **Arguments avancés par le requérant**

Dans les moyens invoqués à l'appui de son recours, le requérant a fait essentiellement valoir que le non-paiement était dû à une «erreur» dans le système comptable interne de son entreprise.

#### **Décision de la Chambre de recours**

La Chambre a rejeté le recours comme étant non fondé.

Elle a considéré que le motif susmentionné faisait référence à des circonstances qui relevaient exclusivement de la responsabilité interne du titulaire.

Elle a par ailleurs déclaré que l'article 21 du règlement de base ne prévoyait pas que de telles circonstances empêchent l'annulation d'une PCOV et qu'aucune règle ne pouvait former la base juridique du rétablissement d'une PCOV annulée (par conséquent, lorsqu'une PCOV est annulée, son rétablissement n'est pas possible).

Enfin, la Chambre de recours a estimé que, en vertu de l'article 21, paragraphe 2, du règlement de base, aucune objection ne pouvait être soulevée contre la procédure d'ordre de paiement choisie par l'OCW et la mise en œuvre de cette procédure (à savoir la demande de l'OCW de payer la taxe annuelle dans un délai fixé par ce dernier).

## 17.2.6. Recours A010/2013 — «M02205»

### Contexte

À la suite d'une demande en nullité introduite par Aurora Srl, Finaly Emilia (MO), en Italie, l'OCW a rendu sa décision NN 010 le 23 septembre 2013, refusant de déclarer nulle et non avenue la PCOV EU 15118 octroyée pour la variété «M02205» (demande n° 2002/1973).

Le 4 octobre 2013, Brantsandpatents a formé, au nom de son client Aurora Srl, un recours contre le rejet de sa demande en nullité par l'OCW dans sa décision NN 010. Le requérant a demandé que la décision contestée (de maintenir la PCOV EU 15118 en vigueur) soit annulée dans son intégralité étant donné que la variété «M02205» de betterave sucrière n'était pas conforme aux exigences des articles 7 à 11 du règlement de base. Le titulaire de la protection, SESVanderHave, a confirmé son souhait de se constituer partie à la procédure de recours.

### Arguments avancés par les parties

- Le requérant a fait valoir qu'il avait compris que les «informations concernant la distinction» (ID) incluses dans l'octroi de la PCOV EU 15118 étaient les informations principales sur lesquelles se basait la distinction de la PCOV octroyée et a soutenu qu'aucune distinction n'était évidente dans cette affaire par rapport aux variétés de référence citées «Dieck 3903» et «KW 043» incluses dans les ID.
- Le requérant a remis en cause l'échec de l'office d'examen à corriger les ID de manière plus efficace et s'est interrogé sur l'inclusion de caractères non pertinents.
- Le requérant a également souligné qu'une copie des données sous-jacentes de l'examen réalisé par l'office d'examen suédois avait été demandée, mais n'avait jamais été fournie par l'OCW. Les seules informations mises à la disposition du requérant provenaient de «l'accès public» aux dossiers de demande concernés.
- Le requérant a déclaré que les nombreuses modifications apportées ultérieurement au formulaire original ID, comprises dans le certificat de la PCOV EU 15118, ne pouvaient que rendre l'octroi initial nul et non avenue pour absence de distinction. Dans le droit des brevets, de telles modifications n'étaient pas acceptables.
- Le requérant a ensuite fait valoir que l'OCW et l'office d'examen avaient comparé le matériel vivant avec des données collectées à une date antérieure et qu'aucune comparaison directe en tant que telle du matériel vivant n'avait été effectuée, ce qui était contraire aux règles.
- Enfin, le requérant a déclaré que le rapport sur la distinction, l'homogénéité et la stabilité et les ID n'étaient pas valables, car ils comparaient des chiffres provenant d'années de test différentes.

- Le titulaire de la protection a répondu que les informations concernant la distinction n'ont pas joué un rôle véritablement «essentiel», mais contenaient simplement des informations dérivées des résultats de tests pertinents durant les deux cycles de tests suivants, étant donné que ni l'article 62 du règlement de base ni le protocole de l'OCW sur la betterave sucrière (CPVO-TP/Sugarbeet/1) n'exigent la préparation d'un formulaire ID séparé. La base de la distinction se trouvait dans le rapport et la description variétale. Pour les variétés de betterave sucrière, la pratique consistait en effet à inclure les ID, mais les offices d'examen disposent de politiques différentes.
- L'OCW a avancé que l'examen avait été exécuté conformément au protocole de l'OCW et aux principes directeurs prévus par l'UPOV pour ce type d'examen et que l'OCW s'était entièrement appuyé sur l'expertise de l'office d'examen suédois, notamment sa base de données des résultats des examens.
- L'OCW a confirmé que le document ID ne représentait pas des «informations essentielles» mais plutôt complémentaires. L'Office ne dispose pas de règles strictes sur l'inclusion de ces informations et celles-ci sont incluses dans le rapport à la discrétion de l'office d'examen concerné.
- L'OCW a reconnu que des erreurs avaient été commises concernant les ID, mais a souligné le fait que toutes les informations cruciales contenues dans le rapport et la description variétale avaient été incluses dans le certificat de PCOV.
- L'OCW a conclu que 1) l'examen d'une variété candidate avait été exécuté conformément au protocole de l'OCW et aux recommandations de l'UPOV, 2) la variété candidate avait été comparée à toutes les variétés de référence durant les deux cycles successifs dans ce domaine, 3) toutes les données enregistrées avaient été stockées dans une base de données, 4) les rapports DHS avaient été rédigés conformément aux instructions, 5) des rapports positifs avaient été réalisés avec une description variétale conformément au modèle de l'UPOV et 6) les informations concernant la distinction basée sur le cycle d'essai avaient été incluses.

### Décision de la Chambre de recours

La Chambre a estimé que le recours était recevable, mais pas suffisamment fondé pour les motifs suivants.

- *Sur les informations concernant la distinction*

La Chambre a considéré que le requérant avait surestimé l'importance dudit document d'information sur la distinction étant donné qu'il concerne des informations supplémentaires dérivées des résultats d'examen. Néanmoins, la Chambre a invité l'OCW et l'office d'examen à examiner minutieusement ces informations et à accorder une attention particulière à la pertinence de ces données, lorsqu'elles étaient incluses. En vertu de l'article 87, paragraphe 4, du règlement de base, l'OCW peut corriger les erreurs manifestes. La description variétale n'a dans ce cas pas été modifiée.

- *Comparaison directe des essais sur le terrain*

La Chambre a soutenu que la comparaison directe du matériel vivant a eu lieu. En raison des influences annuelles et environnementales sur l'expression des caractères dans le

matériel botanique, les variétés candidates ne peuvent pas être comparées avec des résultats collectés et documentés antérieurement.

- *Demande d'informations supplémentaires et d'«accès public»*

La Chambre a reconnu que les données en possession de l'office d'examen n'avaient pas toutes été mises à la disposition du requérant (à savoir les données sur les enregistrements des examens). Cependant, ces données ne changeraient pas le résultat du recours. Le fait que lesdites données n'ont pas été mises à disposition était probablement dû à une mauvaise communication entre l'unité technique de l'OCV et l'office d'examen.

- *Fiabilité du système de protection des obtentions végétales*

Les parallèles établis par le requérant entre le système de brevets et le système de protection des obtentions végétales ont été jugés dénués de pertinence.

La Chambre de recours a rejeté le recours ainsi que la demande d'indemnisation en vertu de l'article 33, paragraphe 3, du règlement de base.

## 17.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2014

Conformément à l'article 73 du règlement de base, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour de justice.

### 17.3.1. Nouveaux pourvois formés en 2014

En 2014, trois pourvois ont été formés devant le Tribunal de l'Union européenne.

- Les affaires T-91/14 et T-92/14 ont été portées devant le Tribunal le 1<sup>er</sup> février 2014 contre les décisions A003/2007 et A004/2007 du 20 septembre 2013 de la Chambre de recours de l'OCW pour la variété «Gala Schnitzer».
- L'affaire T-767/14 a été portée devant le Tribunal le 17 novembre 2014 contre la décision A007/2013 de la Chambre de recours de l'OCW pour la variété «Oksana».

### 17.3.2. Arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne et la Cour de justice de l'Union européenne en 2014

En 2014, aucun arrêt n'a été rendu ni par le Tribunal ni par la Cour de justice.

### 17.3.3. Situation des pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne

N° du dossier devant le Tribunal	Décision contestée	Dénomination de la variété	Date de l'arrêt du Tribunal	Date du pourvoi devant la Cour de justice	N° du dossier devant la Cour de justice	Date de l'arrêt de la Cour de justice
T-95/06	A001/2005	Nadorcott	31.1.2008	n.a.	n.a.	n.a.
T-187/06	A003/2004	Sumcol 01	19.11.2008	29.1.2009	C-38/09 P	15.4.2010
T-187/06 DEP I	Non-paiement des dépens récupérables dans l'affaire T-187/06	Sumcol 01	16.9.2013	n.a.	n.a.	n.a.
n.a.	n.a.	Sumcol 01	n.a.	7.2.2013	C-38/09 P-DEP	10.10.2013
T-133/08	A007/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	En attente
T-134/08	A006/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	En attente
T-135/08	A003/2007 et A004/2007	Gala Schnitzer	13.9.2010	15.11.2010	C-534/10 P	19.12.2012
T-177/08	A005/2007	Sumost 01	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	En attente
T-242/09	A010/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	En attente
T-367/11	A007/2010	Southern Splendour	21.10.2013	n.a.	n.a.	n.a.
T-91/14	Décision du 20 septembre 2013 dans l'affaire A004/2007	Gala Schnitzer	En attente			
T-92/14	Décision du 20 septembre 2013 dans l'affaire A003/2007	Gala Schnitzer	En attente			
T-767/14	A007/2013	Oksana	En attente			

NB: n.a.: non applicable.

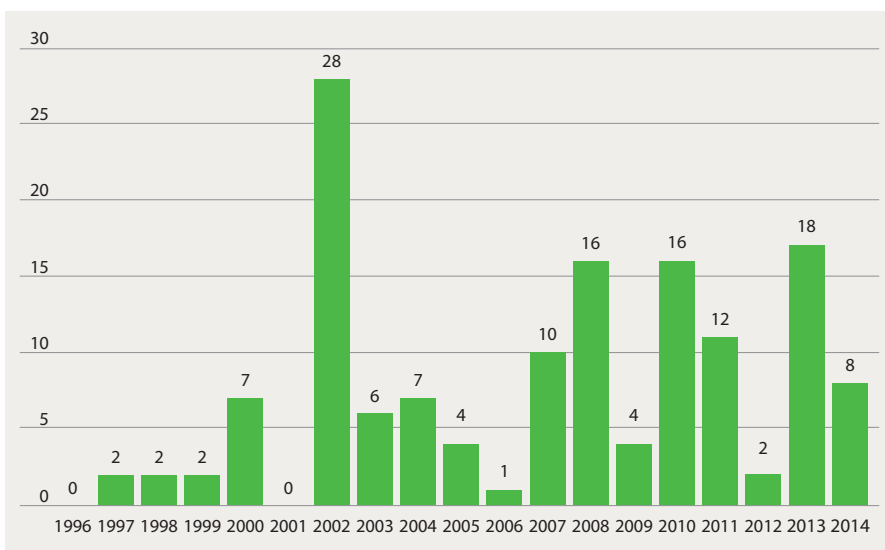
## 17.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)

### 17.4.1. Nombre de recours déposés par an entre 1996 et 2014

Cent quarante-cinq recours ont été introduits auprès de l'OCVV depuis la création de l'Office. Leur répartition est illustrée dans le graphique 16.

**Graphique 16**

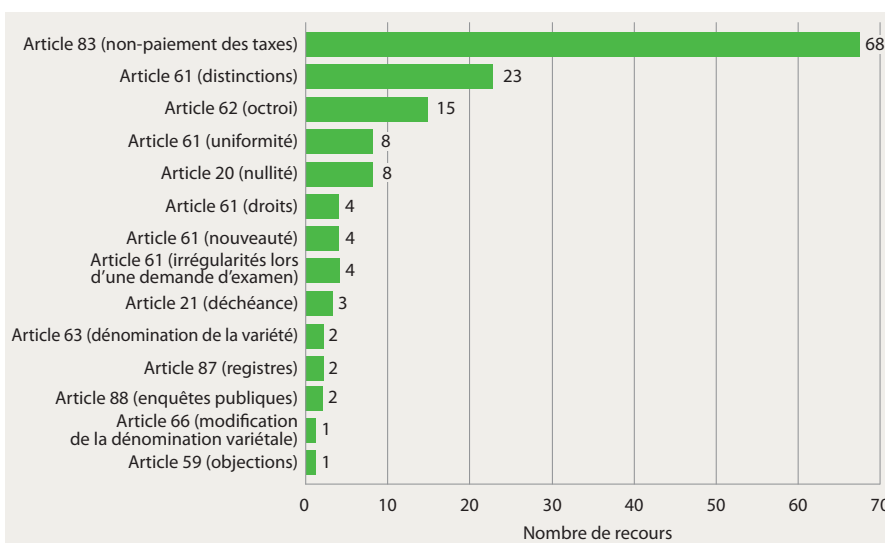
Nombre de recours déposés auprès de l'OCVV par année entre 1996 et 2014



### 17.4.2. Base juridique des recours introduits depuis 1996 (avec référence au règlement de base)

**Graphique 17**

Base juridique des recours introduits auprès de l'OCVV depuis 1996

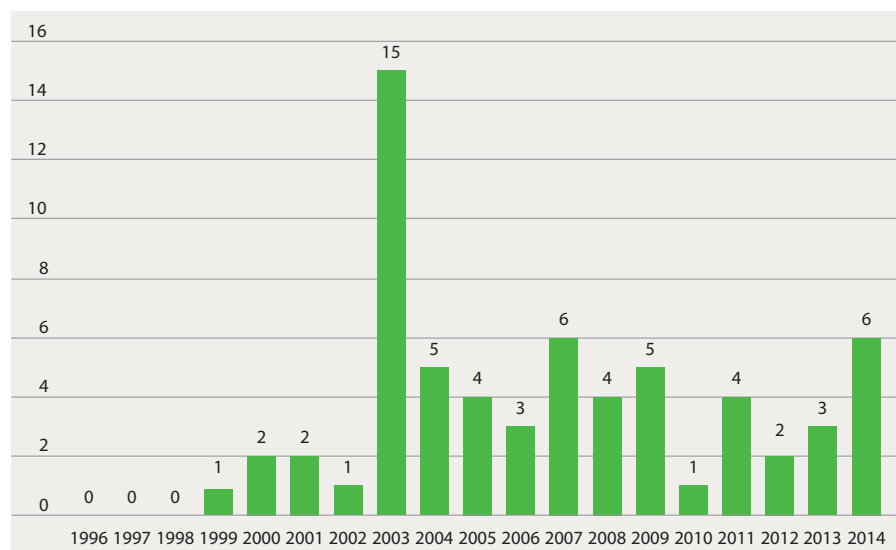


### 17.4.3. Décisions de la Chambre de recours de l'OCVV, par année

Au total, 64 décisions ont été rendues par la Chambre de recours de l'OCVW entre 1996 et 2014. Leur répartition est présentée dans le graphique 18.

**Graphique 18**

Nombre de décisions rendues  
par la Chambre de recours  
par année depuis 1996

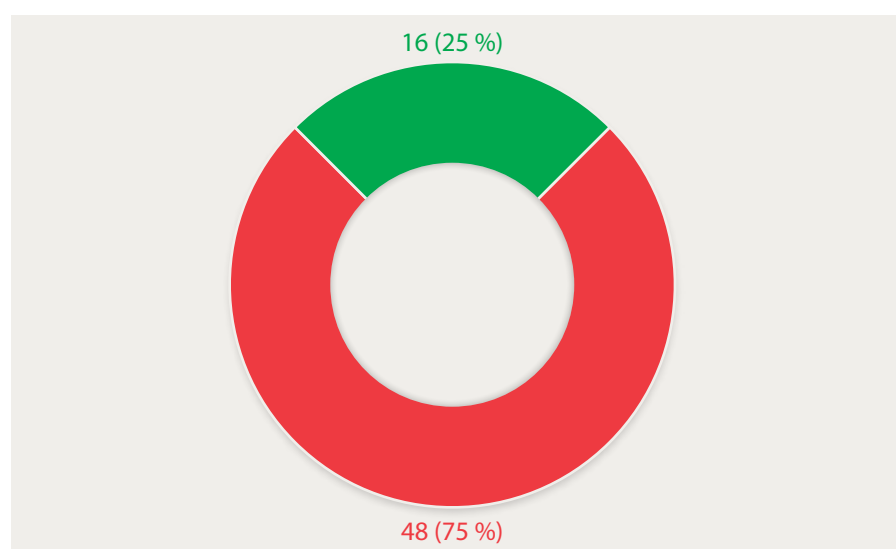


### 17.4.4. Résultats des 64 décisions rendues par la Chambre de recours pour la période 1996-2014

**Graphique 19**

Proportion du nombre total  
de décisions rendues par la chambre  
de recours (1996-2014)

■ Recours rejetés  
■ Recours confirmés





Les références des décisions rendues par la Chambre de recours figurent dans le tableau suivant.

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
<b>1999</b>	A002/1998 du 14.9.1999
<b>2000</b>	A001/1999 du 25.1.2000 A002/1999 du 19.5.2000
<b>2001</b>	A002/2000 du 27.3.2001 A004/2000 du 6.12.2001
<b>2002</b>	A005/2000 du 28.5.2002
<b>2003</b>	A001/2002, A002/2002 et A003/2002 du 1.4.2003 A005/2002 du 2.4.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A008/2002, A009/2002, A010/2002, A011/2002, A012/2002 et A013/2002 du 15.5.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003
<b>2004</b>	A003/2003 et A004/2003 du 4.6.2004 A005/2003 et A006/2003 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004
<b>2005</b>	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005
<b>2006</b>	A003/2004 du 2.5.2006 A007/2005 du 7.7.2006 A004/2005 du 13.10.2006
<b>2007</b>	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007 et A004/2007 du 21.11.2007 A005/2007, A006/2007 et A007/2007 du 4.12.2007
<b>2008</b>	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 2.12.2008 A001/2008 et A002/2008 du 4.12.2008
<b>2009</b>	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008 et A005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 et A011/2008 du 8.10.2009
<b>2010</b>	A018/2008 du 15.3.2010
<b>2011</b>	A001/2010, A005/2010, A006/2010 et A007/2010 du 18.2.2011
<b>2012</b>	A009/2011 du 17.1.2012 A001/2012 du 10.10.2012
<b>2013</b>	A007/2011 du 23.4.2013 A003/2007 et A004/2007 du 20.9.2013 (nouvelles décisions pour les mêmes recours à la suite du renvoi de la Cour de justice)
<b>2014</b>	A006/2013 du 13.1.2014 A004/2013 du 4.4.2014 A008/2013 du 1.7.2014 A007/2013 du 2.7.2014 A016/2013 du 11.9.2014 A010/2013 du 26.11.2014

Les décisions détaillées de la Chambre de recours sont disponibles dans la base de données «Jurisprudence» de l'OCW, accessible depuis le site internet de l'OCW.

# 18. CONFLITS D'INTÉRÊTS

La direction générale de la santé et des consommateurs a mis en place une équipe spéciale «Interinstitutions» sur les conflits d'intérêts afin de mettre en œuvre les lignes directrices de la Commission de décembre 2013 «sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts dans les agences décentralisées de l'Union pour les membres du conseil d'administration, les directeurs généraux, les experts des comités scientifiques ou d'autres organes similaires et les membres des Chambres de recours».

En 2014, une seule réunion de l'équipe spéciale «Interinstitutions» de la DG Santé et consommateurs sur les conflits d'intérêts a été organisée à Bruxelles en mai, lors de laquelle il a été décidé qu'il n'était plus nécessaire d'organiser deux réunions annuelles.

Durant cette réunion, la DG Santé et consommateurs a organisé un tour de table sur la mise en œuvre des règles d'indépendance par ses comités scientifiques des produits non alimentaires et certaines agences relevant de sa responsabilité: l'Agence européenne des médicaments (EMA), l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et l'OCW.

L'EMA et l'EFSA ont signalé avoir adopté une politique révisée sur le traitement des déclarations d'intérêts des membres et experts des comités scientifiques. L'ECDC a indiqué que sa politique d'indépendance et ses règles d'exécution sur les conflits d'intérêts avaient été adoptées.

L'OCW a signalé qu'il était également en train de réviser son modèle de déclaration d'intérêts pour les membres de la direction, ainsi que ses lignes directrices sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, sur la base des lignes directrices de la Commission de 2013.

Un second tour de table des agences a abordé la mise en œuvre des contrôles ex ante et ex post afin d'éviter les conflits d'intérêts. L'OCW n'est pas concerné par ces contrôles, ne disposant d'aucun comité scientifique en charge de l'évaluation des risques.

L'équipe spéciale «Interinstitutions» sur les conflits d'intérêts de la DG Santé et consommateurs a distribué, par courrier électronique, la politique révisée de l'EMA sur le traitement des déclarations d'intérêts pour les membres et experts du comité scientifique, qui devrait entrer en vigueur le 30 janvier 2015. Les lignes directrices de l'OCW pourraient également être distribuées en 2015.

La date de la prochaine réunion, initialement prévue en janvier 2015, a été reportée à une date encore indéterminée.

# PRINCIPAUX ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

## A

<b>ADN</b>	Acide désoxyribonucléique
<b>AGES</b>	Agentur für Gesundheit und Ernährungssicherheit (Autriche)
<b>APHA</b>	Animal and Plant Health Agency (Royaume-Uni)
<b>ARIPO</b>	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle

## B

<b>BSA</b>	Bundessortenamt (Allemagne)
------------	-----------------------------

## C

<b>CA</b>	Conseil d'administration de l'OCVV
<b>CEIPI</b>	Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (France)
<b>CEPD</b>	Contrôleur européen de la protection des données
<b>la Chambre</b>	la Chambre de recours de l'OCVV
<b>Ciopora</b>	Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée
<b>Coboru</b>	Centre de recherche pour les examens de cultivars — Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych (Pologne)
<b>CRA-FRU</b>	Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di Ricerca per la Frutticoltura (Italie)
<b>CRA-SCS</b>	Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di Sperimentazione e Certificazione delle Sementi (Italie)

## D

<b>DAF</b>	Department of Agriculture and Food (Irlande)
<b>DGAV</b>	Direção Geral de Alimentação e Veterinária (Portugal)
<b>DHS</b>	Distinction, homogénéité, stabilité

## E

<b>ECDC</b>	Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
<b>EFSA</b>	Autorité européenne de sécurité des aliments
<b>EMA</b>	Agence européenne des médicaments
<b>ESA</b>	Association européenne des semences
<b>EVIRA</b>	Autorité finlandaise de la sécurité alimentaire (Finlande)

## F

<b>FERA</b>	Food and Environment Research Agency (Royaume-Uni)
-------------	----------------------------------------------------

## **G**

**GAIA**  
**GEVES**

Logiciel de gestion des collections de référence  
Groupe d'étude et de contrôle des variétés  
et des semences (France)

## **I**

**ID**  
**IEPI**  
**ILVO**  
**INIA**

Informations concernant la distinction  
Instituto Ecuatoriano de la Propiedad Intelectual (Équateur)  
Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek (Belgique)  
Instituto Nacional de Investigación y Tecnología  
Agraria y Alimentaria (Espagne)

**INIAP**

Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias  
(Équateur)

**INRA**

Institut national de la recherche agronomique (France)

**IPM**

Internationale Pflanzenmesse

**ISTIS**

Institut d'État des examens et de l'enregistrement  
des obtentions végétales (Roumanie)

**IVIA**

Instituto Valenciano de Investigaciones Agrarias (Espagne)

## **J**

**JO**

Journal officiel de l'Union européenne

## **K**

**KAVB**

Association royale de bulbiculture — Koninklijke  
Algemeene Vereeniging voor Bloembollencultuur (Pays-Bas)

## **M**

**MC**  
**MRV**

Marque communautaire  
Matériel de reproduction des végétaux

## **N**

**NÉBIH**

Office national de la sécurité de la chaîne  
alimentaire — Nemzeti Élelmiszerlánc-biztonsági  
Hivatal (Hongrie)

**NIAB**

National Institute of Agricultural Botany (Royaume-Uni)

## **O**

**OAPI**  
**OCDE**

Organisation africaine de la propriété intellectuelle  
Organisation de coopération et de développement  
économiques

**OCVV**

Office communautaire des variétés végétales

**OEB**

Office européen des brevets

**OEVV**

Oficina Española de Variedades Vegetales (Espagne)

**L'Office**

Office communautaire des variétés végétales

**OGM**

Organisme génétiquement modifié

<b>OHMI</b>	Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)
<b>OMPI</b>	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
<b>P</b>	
<b>PCOV</b>	Protection communautaire des obtentions végétales
<b>PI</b>	Propriété intellectuelle
<b>Plantum</b>	Association néerlandaise du secteur du matériel de reproduction végétale
<b>POV</b>	Protection des obtentions végétales
<b>PT</b>	Protocole technique
<b>R</b>	
<b>RAAC</b>	Rapport d'activité annuel consolidé
<b>R &amp; D</b>	Recherche et développement
<b>Règlement de base</b>	Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales
<b>Règlement douanier</b>	Règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil
<b>RH</b>	Ressources humaines
<b>S</b>	
<b>SASA</b>	Science and Advice for Scottish Agriculture (Royaume-Uni)
<b>T</b>	
<b>TBM</b>	Techniques biochimiques et moléculaires
<b>TI</b>	Technologies de l'information
<b>TWV/49</b>	49 <sup>e</sup> réunion annuelle du groupe de travail technique de l'UPOV pour les espèces potagères
<b>U</b>	
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UKSUP</b>	Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles — Ústredný kontrolný a skúšobný ústav poľnohospodársky (Slovaquie)
<b>ÚKZÚZ</b>	Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles — Ústředního kontrolního a zkušebního ústavu zemědělský (République tchèque)
<b>UPOV</b>	Union internationale pour la protection des obtentions végétales
<b>USDA</b>	Ministère de l'agriculture des États-Unis







**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

3 boulevard Maréchal Foch • CS 10121  
49101 ANGERS CEDEX 2 • FRANCE  
Tél. +33 (0)2 41 25 64 00 • Fax +33 (0)2 41 25 64 10  
cpvo@cpvo.europa.eu • www.cpvo.europa.eu

Suivez-nous sur   
Rejoignez-nous sur 

Служба на Общността за сортовете растения  
Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales  
Odrůdový úřad Společenství  
EF-Sortsmyndigheden  
Gemeinschaftliches Sortenamt  
Ühenduse Sordiamet  
Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών  
Community Plant Variety Office  
Office communautaire des variétés végétales  
Ured Zajednice za zaštitu biljnih sorti  
Ufficio comunitario delle varietà vegetali  
Kopienas Augu šķirņu birojs  
Bendrijos augalų veislių tarnyba  
Közösségi Növényfajtá-hivatal  
L-Ufficju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti  
Communautair Bureau voor plantenrassen  
Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian  
Instituto Comunitário das Variedades Vegetais  
Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante  
Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín  
Urad Skupnosti za rastlinske sorte  
Yhteisön kasvilajikevirasto  
Gemenskapens växtsortsmyndighet



Office des publications